

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12374 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 7 NOVEMBRE 1984

## Afrique du Sud : grève sanglante au Transvaal

## Etats-Unis : M. Reagan donné largement vainqueur

### Epreuve de force ?

Depuis la mi-août, l'Afrique du Sud a été le théâtre de multiples scènes de violence : elles soulignent l'exaspération des Noirs face à un régime qui leur refuse avec brutalité leurs droits fondamentaux. Mais, avec la grève générale à laquelle de nombreux mouvements anti-apartheid ont appelé dans le Transvaal, il s'agit à présent d'une épreuve de force. Au-delà des revendications matérielles habituelles, l'exigence de droits politiques n'a jamais été aussi clairement exprimée.

Depuis qu'une révision constitutionnelle a permis d'associer des noirs et des Indiens au pouvoir, l'agitation s'est répandue dans les « townships », les écoles et les mines. En l'espace de quatre mois, entre cent et deux cents personnes ont été tuées, des centaines d'autres, sinon des milliers, ont été blessées, et les dégâts matériels sont considérables. Fin octobre, pour passer au peigne fin des cités noires, le gouvernement a dû faire intervenir l'armée.

Entre-temps, les mots d'ordre des syndicats et des organisations qui luttent contre le « développement séparé » des races se sont durcis, tandis que leurs revendications matérielles se multipliaient. La communauté noire sud-africaine, qui forme les deux tiers de la population, est en effet la principale victime de la grave récession économique qui frappe le pays.

Force est de constater que la seule arme de la répression n'a pas permis aux autorités de rétablir le calme. Pour la première fois depuis longtemps, Pretoria est contraint d'envisager sérieusement de lâcher un peu de lest face à la colère des Noirs. Ceux-ci commencent enfin à réaliser qu'ils peuvent, au moins en partie, paralyser l'outil économique et ainsi remettre en cause le niveau et le style de vie des Blancs.

L'enjeu de la partie qui s'engage est donc considérable. Pretoria semble mieux armée en effet pour faire face au « terrorisme » - qui fait moins parler de lui ces derniers mois - que pour contenir l'agitation larvée qui paraît s'étendre peu à peu à l'ensemble des cités noires et des mines.

Pour le président Pieter Botha, l'épreuve est d'autant plus inopportune qu'il s'est lancé dans une vaste offensive diplomatique pour tenter de trouver un terrain d'entente avec ses principaux voisins et convaincre ses amis occidentaux qu'une stabilisation de la région était concevable sans remettre en question les fondements essentiels de son régime.

Ce pari de Pretoria est loin d'être gagné, le régime de l'apartheid paraissant bien peu amendable. L'Afrique du Sud semble vouée à plonger, lentement mais sûrement, dans une violence à laquelle les Noirs urbanisés semblent déjà se résigner pour faire valoir, aujourd'hui, leurs revendications au bien-être et, demain sans doute, leur liberté.

Un entretien avec M. Lansana Conté chef de l'Etat guinéen

LIRE PAGE 6

### Quinze morts le premier jour du mouvement déclenché par les organisations anti-apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. - Le mouvement de grève générale de quarante-huit heures lancé, lundi 5 novembre, dans la province du Transvaal par un comité regroupant de nombreuses organisations anti-apartheid a été largement suivi par la population noire, notamment dans les townships. La première journée a été marquée par la mort de neuf personnes, pour la plupart dans des conditions inconnues. Six autres personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à mardi. Au moins une dizaine de Noirs ont été blessés ainsi qu'un policier blanc. Au total, près d'une cinquantaine d'arrestations ont été opérées.

L'appel à « rester chez soi » avait été diffusé au moyen de milliers de tracts distribués dans les cités noires. Sur l'un d'eux on pouvait lire : « Votre sueur, votre travail et votre énergie ont été abusés pendant des années et des siècles. Pendant des décennies et des générations, le sang de vos enfants a été répandu en vain dans la honte. Debout, vous les opprimés et les exploités ! Réveillez-vous, les opprimés et les exploités ! Lève-vous, vous, les déçus et les bernés. »

Ces tracts réclamaient la suppression de l'augmentation des loyers, des tarifs d'électricité et du prix de l'eau. Ils appelaient à la réintégration des licenciés, à la libération des personnes arrêtées, et demandaient que les autorités fassent droit aux revendications des écoles noires. Le mot d'ordre visait toutes les catégories professionnelles : les étudiants, tous « les travailleurs d'un pays uni qui n'a rien à vendre sinon ses chaînes. Le pouvoir au peuple ».

Ce mouvement de grève, à l'initiative de plusieurs fédérations de syndicats et de nombreuses associations luttant contre le système ségrégationniste, avait reçu le soutien du Front démocratique uni (UDF), organisation qui a été à la pointe de la campagne de boycottage lors des élections de l'été dernier. Pour la première fois depuis longtemps, un embryon de consensus s'était réalisé autour d'un ensemble de revendications. De l'avis des organisations, le succès est indéniable. Une réussite qui n'a pas été atteinte depuis une dizaine d'années.

Dans certains secteurs comme le triangle du Vaal, où les émeutes ont éclaté début septembre, la grève a été suivie par près de 90 % des travailleurs. La région est de Johannesburg a aussi été particulièrement affectée. De nombreux grands magasins n'ont pas fonctionné normalement. Les transports en commun ont été en grande partie paralysés. Au total, 250 000 écoliers sont restés chez eux.

De nombreux incidents ont marqué cette première journée. Des chauffeurs d'autobus ont été molestés, et leurs véhicules endommagés. Des cocktails Molotov ont été lancés contre deux banques. Des cafés ont été incendiés, ainsi que des maisons particulières, notamment celle d'un policier. Presque tous les magasins de Soweto étaient fermés. Des inscriptions en rouge ont fait leur apparition sur les murs : « Nous voulons notre liberté ». « Botha doit démissionner ».

A Katlehong, Tembisa, Rosenda et Tokai, neuf Noirs au total ont été tués dans des conditions que la police n'a pas révélées.

MICHEL SOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 6.)

### Le président sortant bénéficie de la restauration de la puissance américaine et de la reprise économique

Les électeurs américains se sont rendus aux urnes, mardi 6 novembre, pour désigner le prochain président des Etats-Unis et procéder au renouvellement de la Chambre des représentants, ainsi que du tiers (treize-trois sur cent) des sénateurs. A la veille du scrutin, M. Reagan était donné largement vainqueur, par un écart allant de 10 à 25 points, sur son adversaire M. Mondale.

Voilà un homme qui revient de loin ! Aujourd'hui en passe de sauver une victoire annoncée d'une rare ampleur, M. Ronald Reagan paraît bien mal parti lorsqu'en janvier 1983 il faisait le bilan de ses deux premières années de mandat. Le président optimiste et sûr de lui qui, au lendemain de son élection, annonçait un « nouveau commencement » pour une Amérique de nouveau

« forte et respectée » semblait embourbé dans la récession économique, tandis que sa politique étrangère peinait étrangement par les mêmes fluctuations et incertitudes si vivement reprochées dans le passé à son prédécesseur, l'infortuné Jimmy Carter.

Que s'est-il donc passé ? Faut-il crier au miracle, à l'imposture ou au génie ? Il y a dans la réussite, malgré tout relative, de M. Reagan une part de paradoxe, voire d'irrationnel. Il suffit de se reporter aux analyses faites pendant la première période du mandat présidentiel par la plupart des spécialistes pour s'en convaincre. L'accroissement du déficit budgétaire, expliquant ces experts, ne pourrait qu'alimenter l'inflation, et si celle-ci persistait, la reprise économique susceptible d'entraîner une diminution du chômage en serait retardée d'autant. Or il faut bien se rendre à l'évidence :

jamais le déficit budgétaire n'a été, en chiffres absolus, aussi important (de l'ordre de 170 milliards de dollars en 1984 au lieu de 58 milliards en 1981), mais, dans le même temps, l'inflation est descendue à un taux particulièrement bas (4,2 %) et le chômage, lui aussi, est en très net repli par rapport au maximum de l'année 1982 (7,4 % au lieu de 11 %). Une démonstration si besoin était que l'économie n'est pas encore une science exacte.

Ce retournement spectaculaire de situation, M. Reagan le doit pour une part - et ce n'est là qu'un des paradoxes de cette présidence décidément pas comme les autres - à un homme qui n'est pas de son bord : M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, la banque centrale des Etats-Unis.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 3.)

### LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION

## L'union dans la concurrence

Le discours de l'union, la pratique de la concurrence : ainsi peut-on, aujourd'hui, décrire l'opposition et le comportement obligé de ses chefs de file. L'union c'était dimanche soir M. Jacques Chirac proposant aux deux autres présidents de constituer une « commission du bilan » pour évaluer l'héritage de la gauche. C'était lundi soir M. Raymond Barre affirmant qu'entre lui-même et les deux autres présidents de l'opposition il n'y a guère que des « nuances ». C'était aussi, jointe à cette proclamation, une façon désormais implicite, et non plus explicite, de se démarquer de M. Chirac.

Le discours sur l'union, c'est aussi une commune façon de marcher à reculons, comme si les trois présidents étaient effrayés d'avoir lancé le bouchon de l'ultra-libéralisme trop loin. Les voilà conduits à se définir en négatif : M. Chirac « n'est pas reaganien », M. Barre résume les étiennes que lui donne le « microcosme », M. Giscard d'Estaing accole toujours une épithète plus restrictive à son libéralisme. Mais le message est de plus en plus commun : M. Barre veut « réduire l'emprise de l'Etat » ; M. Chirac souhaite « un Etat ramené à l'essentiel » ; M. Giscard

d'Estaing est un chaud partisan du « moins d'Etat » et du « mieux d'Etat ».

Cette union est, en fait, le résultat d'une contrainte, celle du système majoritaire de la Ve République - dont M. Barre se voudrait le plus fidèle défenseur - qui impose un affrontement bloc contre bloc, camp contre camp ; ne serait-ce que parce qu'aucune force politique ne peut, a priori, prétendre gouverner seule (la situation des socialistes en 1981 est, de ce point de vue, exceptionnelle). L'union correspond également à une forte demande des électeurs de l'opposition, parce qu'elle attribue les échecs de 1981 à la déunion. Quitte d'ailleurs à ce que cette aspiration à l'union, une fois satisfaite, contredise l'intérêt objectif de l'opposition, comme ce fut le cas lors des élections européennes.

Les discours sur l'union sont enfin un message à l'adresse de M. Mitterrand. Chacun sait que la survie du pouvoir passe, entre autres, en 1986, par la démission ou le départ à droite. Vous ne diviseriez pas l'opposition, semblent répondre en chœur MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing à l'actuel chef de l'Etat.

L'une des (nombreuses) erreurs qui guettent la gauche est certainement de surestimer les divisions de l'opposition, au moment précisément où, sur le fond, celles-ci tendent à se réduire. Il reste que la concurrence, à droite, reste la règle. Au vrai, elle avait commencé dès avant le 11 mai 1981. Le récent sondage de l'IFOP montrant que MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac sont tous trois en mesure de battre l'actuel

président est là pour les conforter dans leur démarche ; celle-ci ressemble de nos jours à une campagne pour le premier tour d'une élection présidentielle, que M. Barre prévoit désormais avant le terme normal de 1988.

Si la concurrence est aussi vive, c'est que la victoire de l'opposition en 1986 semble désormais considérée comme inéluctable. Dès lors, il est possible aux uns et aux autres d'intégrer le glissement de leur électorat vers la droite et de tenter de faire pièce à M. Le Pen sur son propre terrain. Ce sont les voix du Front national que l'on veut récupérer, chacun à sa manière, en faisant porter le débat sur les questions de société, avortement ou peine de mort.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

## « Le Monde » et la télématique

Après quelques autres organes de presse, mais avant tous les autres pour ce qui est de l'importance et de la diversification des produits qui seront offerts au public, le Monde se lance dans la télématique.

Dans les mois qui viennent, et en tout cas avant la fin de 1985, plusieurs services entièrement nouveaux seront accessibles aux lecteurs du Monde - et aussi aux autres - qui disposent dans leur entreprise ou à domicile d'un micro-ordinateur ou d'un simple terminal Minitel :

- d'une part, la lecture en texte intégral de tous les articles publiés dans le Monde, sur appel de n'importe quel mot figurant dans ce texte ;

- d'autre part, et en complément, un fichier signalétique et analytique des mêmes articles, élaboré par M. Deges et par les services de documentation et d'information du Monde et qui fonctionne en usage interne depuis dix-huit mois.

L'intérêt de ces deux services, qui seront en temps utile complétés par une banque de données de type « événementiel », enregistrant les principaux faits de l'actualité nationale et internationale, n'échappera à personne. Qui n'a pas eu ou n'a pas en permanence, dans son tra-

### AU JOUR LE JOUR

#### Président

La France est un pays fort riche. Trop riche même en présidents. Côté socialistes, il y a MM. Mitterrand, Fabius, Mauroy, Rocard, Delors... Du côté de la droite, la troïka des opposants est riche d'espérances, d'expériences et de personnalités : MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing luttent au coude à coude.

Mais la France hésite à faire son choix parmi tant de présidents et tant de prétentions. Les popularités se croisent et s'entrechoquent dans les sondages, traduisant un trouble profond.

Lundi, enfin, on a appris avec soulagement qu'une solution existe. Les Français voteront pour M. Reagan s'il se présente à leurs suffrages. Or, dans quatre ans, M. Reagan sera disponible.

BRUNO FRAPPAT.

### LES NOUVEAUX RETRAITÉS

Lire page 10 les articles de ROBERT SOLÉ : « Vieillesse sans âge » et de JEAN-LOUIS BEMER : « Les limites du bénévolat en Lorraine »



### UNE ÉDUCATION FRANÇAISE

Par Odile Marcel

Une éducation française part du malaise d'une petite fille habillée en bleu marine. Odile Marcel interroge les trois générations de sa famille qui, venues de la bourgeoisie radicale, ont, à partir de 1920, renversé leurs valeurs et fait des bonnes manières, de la spiritualité, un rempart contre le monde réel. Que nous est-il arrivé ?

Collection « Questions » dirigée par Blanche Barre-Kragel - 200 pages - 70 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 17.)

### LE MONDE diplomatique

du mois de novembre

EST PARU

#### Au sommaire :

- La foire aux libertés (III) : Le corset libéral (CLAUDE JULIEN).
- Droits de l'homme, extraditions et immigration.







# étranger

## LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

### Les oubliés de la course à la Maison Blanche

Pour la plupart des électeurs américains, le choix pour la Maison Blanche se limite à un duel entre le président sortant, M. Reagan, et son adversaire, le démocrate Walter Mondale. Cependant, selon un décompte non officiel, seize autres candidats ont présenté quinze partis différents, sur un total d'environ deux cent vingt postulants au départ, figurent sur les listes électorales d'un ou de plusieurs des cinquante États américains.

Parmi les candidatures folkloriques, qui ont été écrites, on relève les noms de deux députés, ayant en tête de leur programme... la réforme du système pénitentiaire. Un autre personnage, M. Philip Baker, du Kentucky, promettrait la Lune à ses concitoyens, en voyage organisé, bien sûr, tandis qu'un habitant du New-Jersey se proposait, lui, de distribuer dix mille dollars à chaque Américain.

Les oubliés de la course à la Maison Blanche ? Il y en a pour tous les goûts : du Parti libéral, une formation de droite, au Parti communiste, en passant par les prohibitionnistes et le Parti du monde des travailleurs, qui se passe même le luxe de présenter deux candidats au poste de chef de l'exécutif. Tous ou presque - M. Gus Hall, le chef du PC, fait exception - partagent, cependant, un point de vue : M. Reagan et M. Mondale, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

#### A droite...

A l'extrême droite de l'échiquier, on trouve M. Delmar Dennis qui défendra les couleurs du Parti américain (American Party) dans six États. Pour ce directeur d'une maison d'édition de Pigeon-Forge, petite ville du Tennessee, l'administration est trop tentaculaire, coûte trop cher et outrepassse ses prérogatives.

Même philosophie chez M. David Bergland, qui représentera le Parti libertarien et veut de surcroît réduire les intrusions des États-Unis à l'étranger. Pour cet avocat de quarante-neuf ans de Costa-Mesa, en Californie, la différence entre M. Mondale et M. Reagan, explique-t-il, est celle qu'il y a entre « un socialiste honnête », et un homme qui « affirme ne pas être socialiste alors qu'en réalité il en est un ». Un autre candidat conservateur prône le retour à la prohibition de l'alcool, supprimée par un amendement à la Constitution fédérale en 1933. C'est M. Earl Dodge, représentant du Parti de

la prohibition, qui, comme M. Dennis, est inscrit dans six États.

Toujours à droite, le plus bruyant des prétendants marginaux à la Maison Blanche est un économiste de la Nouvelle-Angleterre, M. Lyndon Larouche, qui, à grands renforts de chiffres, a schématisé des dizaines de minutes aux heures de grande écoute sur les principales chaînes de télévision.

M. Larouche, un ancien trotskiste, qui se présente comme « indépendant », est l'avocat d'un nouvel ordre économique international et de la suppression des sociétés multinationales. Il y a quelque temps, il avait qualifié l'ancien secrétaire d'État, M. Kissinger, d'« agent secret des communistes ». Le magazine *New Republic* lui prête des facilités d'accès à un niveau élevé auprès des responsables de la CIA.

#### et à gauche

A gauche, le Parti communiste prosoviétique présente à nouveau la candidature de son secrétaire général, M. Gus Hall, soixante-quatre ans. Comme en 1980, le coadjuteur de M. Hall sera Angela Davis, la militante noire des années 60, âgée aujourd'hui de quarante ans. Le PC américain est présent dans vingt-deux États, ainsi que dans le district de Columbia, la circonscription de la capitale fédérale. L'équipe Gus Hall-Angela Davis n'avait obtenu que 0,05 % des voix en 1980.

Toujours à gauche, M. Dennis Sarrette, quarante-quatre ans, candidat noir représenté dans trente-trois États, défend les couleurs d'un Parti de l'alliance indépendante (Independent Alliance Party). Cet agent des télécommunications, né à Harlem, a repris à son compte plusieurs thèmes du programme du Révérend Jackson, le candidat noir qui avait disputé à M. Mondale l'investiture du Parti démocrate.

On trouve aussi, à gauche, une candidate féminine de Virginia, mère de deux enfants, M<sup>lle</sup> Sonia Johnson, quarante-huit ans, qui défendra les couleurs du Parti des citoyens (Citizens Party). Adapte des mormons, M<sup>lle</sup> Johnson a été exclue de cette secte religieuse pour avoir défendu avec vigueur l'adoption d'un amendement à la Constitution fédérale sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et s'être enchaînée pour manifester ses idées aux grilles de la Maison Blanche. — (AFP, Reuters, UPI.)

### A LA VEILLE DU SCRUTIN

### M. Tchernenko a dénoncé de nouveau « l'objectif délirant des États-Unis »

De notre correspondant

Moscou. — A la veille de l'élection présidentielle américaine, M. Tchernenko a choisi de répéter encore une fois ce qui constitue le leitmotiv de ses discours de politique étrangère depuis son accession au pouvoir. « Si la situation dans le monde suscite une inquiétude, la responsabilité en incombe entièrement et complètement à la réaction impérialiste menée par les États-Unis. Ce sont précisément eux et leurs alliés qui poursuivent l'objectif délirant de parvenir à la suprématie militaire sur les États socialistes. Nous ne pouvons naturellement pas le tolérer et nous ne le tolérerons pas », a déclaré lundi 5 novembre le chef du PC soviétique devant des responsables des organisations de jeunesse des pays socialistes réunis à Moscou.

M. Tchernenko n'avait certainement pas l'illusion qu'il serait entendu outre-Atlantique en un tel moment ni qu'il influerait en quoi que ce soit sur le scrutin. Il a sans doute voulu simplement marquer l'événement et prendre date.

La légère amélioration des relations soviéto-américaines constatée depuis le voyage de M. Gromyko aux États-Unis, fin septembre, n'a guère abouti jusqu'à maintenant qu'à des résultats de pure forme. Les contacts diplomatiques n'ont pas été interrompus à un rythme un peu plus soutenu. Le secrétaire d'État américain M. Shultz a eu un entretien avec le président du conseil soviétique, M. Tikhonov, à l'occasion des funérailles d'Indira Gandhi.

La surprise provoquée par les anciennes déclarations du président Reagan à propos de l'« empire du mal » est loin d'être oubliée. Les dirigeants soviétiques qui pensaient avoir une sorte de monopole en matière de lutte idéologique ont été pris de court par les discours manichéens

de M. Reagan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### M. Ronald Reagan donné largement vainqueur

(Suite de la première page.)

Vivant symbole de l'orthodoxie monétaire, cet ancien fonctionnaire démocrate du Trésor, en provoquant volontairement une récession de l'économie à partir de 1980 pour réduire l'inflation, avait partiellement contribué à la perte de celui qui l'avait nommé à ce poste, M. Carter. La reconduction dans ses fonctions en juin 1983 de cet homme intraitable, plus sensible aux exigences du long terme — rigueur monétaire et dollar fort — qu'aux sollicitations immédiates — gonflement des liquidités et distribution des crédits au service d'une reprise rapide, — fut assurément, de la part de M. Reagan, une décision avisée, dénotant autant de sagesse que de prudence. Après avoir atteint le fond en novembre 1982, la machine économique avait déjà commencé à repartir depuis le début de l'année 1983, mais le maintien de M. Volcker marqua, à n'en pas douter, un tournant dans la mesure où se manifestait de la sorte une continuité et une volonté.

Dès son entrée en fonctions à la Maison Blanche, l'ancien gouverneur de Californie avait, à dire vrai, manifesté par ses orientations et quelques formules choc qu'il fallait se garder de ne voir en lui qu'un vieux scribe un peu cabot et dilettante. Des slogans ? Dans son discours inaugural, le nouvel élu déclara : « Le gouvernement (c'est-à-dire l'État) n'est pas la solution à nos problèmes. Le gouvernement est le problème. » C'est non seulement le dos tourné à l'idéologie rooseveltienne du New Deal, mais à cinquante ans de consolidation et de perfectionnement de l'État-providence.

#### Des principes simples

Les principes ? Ils sont simples : il faut moins d'impôts, moins de dépenses fédérales et moins de réglementations administratives. Le résultat doit être une limitation de la taille et de l'influence du pouvoir fédéral. Car, — en bonne logique reaganienne, et historique — ce n'est pas le gouvernement qui a créé les États fédérés et devrait en tirer profit en les maintenant sous sa férule, mais les États qui se sont dotés d'un gouvernement et sont donc, de ce fait, en droit de le contrôler.

Assurément, aussi, fait M. Reagan est à peine installé dans le bureau ovale qu'il présente un programme de redressement économique en rupture avec le budget, en cours, de son prédécesseur : au cours des trois prochaines années, les impôts doivent subir un abaissement de 30 % et les dépenses publiques connaître une réduction drastique. La seule exception concerne la défense nationale à laquelle, sur cinq ans, 1 600 milliards de dollars devront être affectés. En 1984, l'augmentation réelle des dépenses militaires aura été de 5 % par rapport à 1981, le budget de la défense dans la dernière loi de finances adoptée par le Congrès avant de se séparer le mois dernier, les 300 milliards de dollars.

Les réticences de la Chambre des représentants, les démissions après les élections de novembre 1982 renforçant leur majorité, amèneront des amendements au plan présidentiel. L'essentiel, toutefois, sera maintenu : au lieu d'être de 30 %, la diminution des impôts sur le revenu des personnes et des entreprises ne sera que de 25 %. Les députés essaieront de sauver ce qu'ils peuvent dans les coupes sombres de l'administration dans les dépenses sociales. Le choc n'en est pas moins rude : réduction de la durée des indemnités de chômage, suppression des « Food stamps » (bons d'alimentation) pour toute une série de catégories de personnes, suppression des repas scolaires gratuits, etc., alors même que le nombre officiel de pauvres, selon les critères américains, (environ 10 000 dollars par an pour une famille de quatre personnes) ne cesse d'augmenter : ils étaient 25 millions en 1981, ils sont 35 millions en 1984. Les minorités sont les plus durement touchées : le taux de pauvreté atteint 28,4 % de la population hispanique en 1983 et 35,7 % des Noirs (globalement, ce taux est de 15,2 %).

Les dégâts de la politique ainsi mise en œuvre, dont l'un des creusets est l'assassinat du président d'un comité de coopération avec Hanoi. — Le professeur Edward Cooperman, professeur de physique à l'université de Fullerton (Californie), a été assassiné le 13 octobre par un fugitif vietnamien. Agé de quarante-huit ans, le professeur Cooperman était président du Comité américain pour la coopération scientifique avec le Vietnam. Ce comité a la charge de gérer les crédits du gouvernement des États-Unis destinés à l'échange de chercheurs entre les deux pays et à financer des programmes de coopération.

est la déréglementation et la mise au régime sec des fonctionnaires (et des douze mille contrôleurs aériens licenciés collectivement en août 1981 pour fait de grève), ne sont pas seulement de nature sociale. Les réductions des rentrées fiscales conjuguées au programme massif d'armement croissant rapidement le déficit budgétaire, maintenant ainsi les taux d'intérêt à un niveau élevé, compte tenu surtout de la baisse de l'inflation. Simultanément, la surévaluation du dollar attire sur le marché des produits étrangers en quantité croissante, provoquant à partir de 1983 une dégradation accentuée de la balance commerciale. A la fin de 1984, le déficit des échanges devra avoir quintuplé par rapport à 1980.

Si, en matière économique, M. Reagan a été immédiatement en mesure d'appliquer les principes qu'il proclamait, il en est allé différemment en ce qui concerne ses convictions morales. Qu'il s'agisse de l'interdiction de l'avortement, du rétablissement de la prière à l'école, des limitations au *busing* (le ramassage scolaire destiné à lutter contre la ségrégation scolaire), les intentions présidentielles en sont, pour l'essentiel, restées au stade du discours, au grand dépit de l'extrême droite qui ne le cache pas. C'est, assurément, en ces domaines qu'un deuxième mandat de M. Reagan pourrait lui donner le temps de concrétiser ses idées.

#### Remontée en puissance

La volonté de remontée en puissance que reflète le succès de l'idéologie reaganienne devait inévitablement se traduire, sur le plan extérieur, par une politique de fermeté. L'Amérique est de nouveau debout, le monde entier n'a qu'à bien se tenir. Les premiers à faire les frais de ce discours « musclé » sont, évidemment, les Soviétiques. D'habitude, M. Reagan retrouve les accents oubliés de la guerre froide. Accusés d'« alimenter le terrorisme international », les Russes sont, entre autres gracieusetés, qualifiés par le chef de l'autre superpuissance de « menteurs » et de « tricheurs ». Moscou, bien sûr, réplique sur le même registre.

La grande affaire, cependant, qui va occuper pleinement les États-Unis et ses alliés occidentaux jusqu'à la fin de 1983, c'est la ri-

poste au déploiement par les Soviétiques des SS-20. Un dialogue finit par s'engager. M. Reagan, longtemps, s'en tint à l'option zéro : ni Pershing-2 ni missiles de croisière en Europe occidentale, si les Russes démantellent leurs fusées déjà installées et pointées vers l'Ouest. De propositions en contre-propositions, on semble approcher d'un accord pendant l'été 1982, avec la formule dite de la « promenade dans la forêt » (pas de Pershing-2, 50 à 100 missiles de croisière, contre 75 SS-20 en Europe et 90 en Asie). Les négociateurs s'étaient-ils imprudemment avancés ? L'accord, finalement, ne se fait pas. A la fin de 1983, conformément à la décision de l'OTAN de 1979, les premières fusées Pershing arrivent dans plusieurs pays occidentaux.

De tous les dossiers de politique étrangère, celui-ci est sans doute celui où la diplomatie américaine, relayée par celles de ses alliés, a commencé par la France, a remporté le succès le plus net. L'épreuve de force risquée par Moscou s'est terminée à son désavantage. Mais le résultat est qu'entre les deux grandes puissances les ponts sont désormais coupés. Il faudra attendre les dernières semaines précédant le scrutin présidentiel pour que M. Reagan rencontre, enfin, en la personne de M. Gromyko, un dirigeant soviétique de haut rang.

En Amérique centrale, autre dossier prioritaire pour Washington, si le pire a été évité — M. Reagan a préféré envoyer ses « marines » à la Grenade plutôt qu'au Nicaragua — les tensions demeurent. Dans un premier temps, l'administration républicaine, faisant passer les considérations humanitaires au second plan, a semblé donner la préférence aux solutions fortes : soutien à un gouvernement salvadorien prisonnier de l'armée, rétablissement des livraisons d'armes au régime militaire guatémaltèque, suppression de l'aide, pourtant très modeste, au Nicaragua, contre lequel la CIA a entrepris une douloureuse opération de minage portuaire condamnée par la Cour internationale de La Haye.

Peu à peu, malgré tout, le réalisme prend le dessus sur l'idéologie. Washington entre en contact avec les rebelles salvadoriens et appuie la tentative de négociation engagée par le président Duarte après son retour au pouvoir au printemps dernier. Par ses pressions sur certains oppo-

sants, l'administration républicaine s'efforce d'ôter le maximum de crédibilité aux élections nicaraguayennes. Mais celles-ci, finalement, se tiennent. L'avenir dira si les absents ont eu tort. On peut gager qu'un Reagan réélu « dans un fauteuil » continuera de harceler le régime sandiniste, mais il lui sera maintenant plus difficile de dénier toute légitimité au président Ortega et à ses compagnons.

#### Déboires

#### au Proche-Orient

C'est en fin de compte au Proche-Orient que l'absence d'une doctrine claire aura le plus fait défaut à l'équipe Reagan. Après avoir envisagé le conflit existant dans cette région dans la perspective d'un « consensus stratégique » entre les États-Unis, Israël et les pays arabes modérés, Washington est, par la suite, revenu à une approche plus modeste du problème. Le 1<sup>er</sup> septembre 1982, M. Reagan présentait un plan de règlement, qui avait au moins le mérite d'aborder le problème palestinien et réclamait d'Israël un gel de la colonisation des territoires occupés, ainsi qu'un retrait partiel de Cisjordanie. Mais l'opposition de Jérusalem et, surtout, l'embarquement du Liban contribuaient à renvoyer au placard ces intentions louables. Victimes de trois attaques terroristes meurtrières, les troupes américaines de la force d'interposition internationale se retirèrent finalement sans gloire de Beyrouth. La baisse de prestige des États-Unis dans la région se facilitera assurément pas leur rôle futur dans la recherche d'un règlement.

Il abote plus qu'il ne mord, avait-on l'habitude de dire de M. Reagan, lorsqu'il était gouverneur de Californie. A quelques exceptions près — dont l'invasion de la minuscule Grenade est la plus notable —, le jugement s'est vérifié dans l'action internationale du président républicain depuis 1981. Sa politique chinoise en témoigne : l'ancien ami de Taiwan n'a-t-il pas été reçu à Pékin avec tous les honneurs en avril dernier ? Les pays du tiers monde, envers lesquels Washington ne manifeste guère de générosité (réduction de l'aide, gonflement de l'endettement par le jeu des taux d'intérêt), savent, quant à eux, que les morsures de la puissance impériale américaine peuvent être fort douloureuses.

MANUEL LUCBERT.

### Quatre ans de « reaganisme » en chiffres

	1980	1981	1982	1983	1984
Chômage (en % de la population active)	7 %	7,5 %	9,5 %	9,5 %	7,5 % (estim. OCDE)
Croissance (évolution du PIB en volume)	-0,3 %	2,6 %	-1,9 %	3,4 %	6 % (estim. OCDE)
Prix à la consommation	13,5 %	10,4 %	6,1 %	3,9 %	4 % (estim. OCDE)
Déficit budgétaire (en milliards de dollars)	60	60	110	195,4	175,3
Balance commerciale (en milliards de dollars)	-25,3	-27,9	-36,3	-69,4	-130 (estimation)
Balance courante (en milliards de dollars)	0,4	4,5	-11,21	-41,6	-90 (estimation)
Le dollar (moyenne annuelle en francs)	4,22	5,43	6,57	7,62	8,61 (10 francs, mois 64)

A considérer les tableaux que nous publions et qui concernent les principaux indicateurs économiques des cinq dernières années, on peut constater que la politique économique de M. Reagan a pleinement réussi en matière d'inflation, que le chômage, après un « pic » en 1982, a été ramené à son niveau de 1980, et que le déficit budgétaire, très élevé en 1982 et en 1983, revient, en 1984, pratiquement à son niveau de 1980. Mais ces

résultats, dont les Américains ne peuvent que se flatter, ont été obtenus en dépit d'un accroissement considérable des déficits (déficit du budget fédéral et déficit des échanges extérieurs), alors que M. Reagan avait justement promis en 1980 de réduire ces déficits. Mais il est vrai que les déficits commerciaux ont été favorisés par la montée du dollar, dont le valeur, par rapport au franc, a tout simplement doublé en quatre ans.



MARIE-CLAIRE BANCQUART

**ANATOLE FRANCE**

UN SCEPTIQUE PASSIONNÉ

« Travail d'érudition mais aussi un livre engagé sur un homme qui, de son vivant, fut admiré autant que dénigré. »

*Geneviève Brisac / Le Monde*

« Point de grande ni de petite histoire, mais un beau fleuve nourri d'informations sur la France de 1844 à 1924. »

*Emmanuelle Klausner / La Croix*

**CALMANN-LÉVY**



# AMÉRIQUES

## Canada

DANS SON PREMIER « DISCOURS DU TRÔNE »

### M. Mulroney a lancé un appel à la réconciliation nationale

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre conservateur M. Brian Mulroney a présenté lundi 5 novembre à Ottawa son programme de gouvernement en invitant les parlementaires à participer à la « noble tâche de réconciliation nationale de renouveau économique et de justice sociale ».

Dans le discours du Trône lu au Sénat selon la tradition par le gouverneur général, M. Jean Sauvé, qui représente la reine d'Angleterre au Canada, le chef du gouvernement fédéral a confirmé qu'il accorderait la priorité au redressement économique et à la lutte contre le chômage. Les détails du programme économique ne seront révélés que jeudi par le ministre des finances, M. Michael Wilson.

M. Mulroney a annoncé qu'il avait l'intention de consulter les gouvernements des dix provinces et les agents économiques pour obtenir leur collaboration active dans le plan de redressement économique. « L'objectif », a-t-il déclaré, « sera de créer au Canada un nouveau climat plus propice à la prise de décisions économiques ».

Conformément à ses promesses, M. Mulroney s'est engagé à « redonner au Canada sa réputation de lieu propice aux affaires ». Il a présenté une stratégie en trois volets : « rétablir la responsabilité financière », par la réduction du déficit budgétaire, « supprimer les obstacles à la croissance » et « favoriser les nouveaux investissements ».

Les mots « consensus » et « réconciliation » reviennent à plusieurs reprises dans le discours de M. Mulroney qui a bâti toute sa carrière politique sur le « dialogue ». « Ce nouveau Parlement », a-t-il déclaré, « nous offre une occasion peut-être unique dans notre histoire de surmonter les différends ».

qui ont pu nous diviser par le passé ». M. Mulroney faisait surtout allusion aux relations difficiles entre Ottawa et Québec qu'il s'est engagé à améliorer.

### Réaction favorable au Québec

Contrairement à son prédécesseur M. Trudeau, le nouveau premier ministre est tout à fait disposé à négocier avec le gouvernement indépendantiste du Québec pour le convaincre de signer la Constitution adoptée en 1981 par les neuf autres provinces. Le gouvernement québécois qui avait bien accueilli l'élection de M. Mulroney a réagi favorablement à « l'ouverture » constatée dans le discours du Trône.

Sur le plan international, le premier ministre a annoncé qu'il souhaitait renforcer les relations avec les États-Unis (premier partenaire du Canada), car il existe de « nombreuses possibilités encore inexploitées de collaboration fructueuse ». Le Canada doit jouer « à nouveau un rôle actif et constructif sur la scène mondiale » a affirmé M. Mulroney qui s'est engagé également à renforcer la position de son pays au sein de l'OTAN en assumant « pleinement les obligations qui lui incombent » au titre de la défense.

Le discours du Trône a été bien reçu par les gouvernements des provinces, par les milieux d'affaires, et même, curieusement, par certains syndicats qui voyaient encore récemment en M. Mulroney le Reagan canadien. En revanche l'opposition à la Chambre des Communes a sévèrement critiqué le discours.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## LA VICTOIRE ÉLECTORALE DES SANDINISTES AU NICARAGUA

### Le Front entend continuer le « dialogue national » avec l'opposition

Sans attendre les résultats officiels, M. Daniel Ortega s'est, le lundi 5 novembre, déclaré vainqueur du scrutin du 4. Il assurera ses fonctions de président de la République à partir du 10 janvier prochain. Un tiers environ des députés de la prochaine Assemblée,

législative et constituyente, appartiendront à l'opposition sandiniste. Notre envoyé spécial à Managua rapporte que les autorités révolutionnaires entendent poursuivre le dialogue avec l'opposition, ouvert cinq jours avant le scrutin. Cependant, les Contras ont, dès le

lendemain de la consultation, levé la trêve qu'ils avaient annoncée : le ministre des communications, M. Enrique Schmidt, a trouvé la mort lors d'un accrochage entre soldats nicaraguayens et rebelles dans le nord du pays.

De notre envoyé spécial

Les dirigeants des oppositions, de l'intérieur et de l'extérieur, se montrent naturellement moins confiants. La Coordination démocratique n'est pas certaine de continuer à participer au « dialogue », et parle d'« impasse ». Pour M. Eden Pastora, qui est retourné dans son pays de la jungle dans le sud du Nicaragua, « c'est une farce ». Et il déplore que M. Brooklin Rivera, chef des Misticos, ait décidé de négocier avec Managua.

Le taux d'abstention n'est pas négligeable compte tenu du contexte particulier du scrutin. Surtout — et c'est peut-être l'élément le plus intéressant — deux petits partis, le Parti libéral indépendant — resté sur les bulletins en dépit de la décision de non-participation des dirigeants — et le Parti conservateur démocrate, obtiennent environ 10 % des suffrages obéissants. C'est beaucoup. C'est la preuve que les termes de « libéraux » et de « conservateurs » (les partis traditionnels depuis le dix-neuvième siècle) comptent encore. Il est clair maintenant que la Coordination démocratique aurait — même dans les conditions difficiles de campagne qui lui étaient imposées par le gouvernement — remporté un vrai succès. Elle aurait pu capitaliser les voix de tous les mé-

contents, des indécis et des adversaires du sandinisme.

Elle a laissé passer sa chance — et aussi une chance d'infléchir l'évolution politique au Nicaragua. L'avenir dira si les dirigeants (manifestement divisés sur leur stratégie) de la Coordination démocratique ont en tort ou raison de céder au « recommandation » de leurs amis, notamment des États-Unis. M. Virgilio Godoy, dirigeant du PLL, plus habile et plus « politique » que M. Arturo Cruz, pourrait bien être, demain, le vrai porte-parole de l'opposition intérieure.

Les sociaux-chrétiens de gauche du FPSC ont fait une prestation modeste (environ 5 %) : ils sont plus proches des sandinistes (par leurs contacts avec l'Eglise « populaire ») que les conservateurs ou les libéraux. Les trois partis d'extrême gauche : le Mouvement populaire d'action marxiste-léniniste (MAP-ML), le Parti communiste du Nicaragua (issu d'une scission du Parti socialiste nicaraguayen) et le PSN (la plus orthodoxe des formations qui se proclament « communistes ») ont été laminés : c'est que leurs bases ouvrières sont très faibles. Et, surtout, le Front sandiniste occupe, en fait, déjà l'espace politique qu'ils pouvaient espérer conquérir.

MARCEL NIEDERGANG.

## La guerre est le problème numéro un

nous déclare M. Daniel Ortega

De notre envoyé spécial

La grande affaire, l'obsession pour les commandants, et pour M. Daniel Ortega, c'est la menace d'invasion américaine. Aux Nations unies, le coordinateur de la junte avait précisé que l'attaque aurait lieu le 15 octobre. « En fait », dit-il, « j'ai annoncé que le processus commencerait le 15 octobre. Mais il y a plusieurs phases. La première a consisté à déplacer des unités de la FDN vers le sud. Huit cents mercenaires de cette organisation armée se trouvent au Costa Rica, au sud de Rivas. Des avions les ravitaillent en armements et en matériel depuis la zone du canal de Panama. Pendant la seconde phase, il s'agit pour nos adversaires d'aggraver la tension avec le Costa Rica, de multiplier les incidents de frontière. Ce plan est toujours en vigueur. Au Honduras, la situation n'a pas changé. Ce pays est devenu une base

militaire américaine. En dernier lieu, nous visons réclamer le soutien et l'intervention des États-Unis ».

Pourtant, les négociations directes se poursuivent entre le Nicaragua et les États-Unis. Une nouvelle réunion des deux délégations a eu lieu la semaine dernière à Manzanillo, au Mexique. Mais sans plus de succès que les précédentes, assure-t-on ici.

Et M. Daniel Ortega précise : « Nous avons fait savoir aux Américains que nous étions disposés à une délimitation réelle, au départ de tous les conseillers militaires étrangers de la région centro-américaine. Mais les États-Unis ont fait une contre-proposition qui se réfère seulement à la présence des conseillers militaires qui n'appartiennent pas à des pays de l'hémisphère occidental ».

M. N.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38. AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

# RTL AND THE AMERICAN ELECTIONS

Starting at 8 p.m. every hour on the hour, and throughout the night on RTL (LW 1271), Stephen Langford of NBC will broadcast the latest results of the U.S. Presidential Election, live and in English.

Traduction du texte ci-dessus : RTL et les élections américaines

A partir de 20 h, à chaque flash d'information, et pendant toute la nuit, sur RTL (1271 MGO), Stephen Langford, de la NBC, communiquera les tout derniers résultats de l'élection présidentielle américaine, en direct et en anglais.

## De la misère à la présidence

« Mes camarades m'ont choisi parce que j'ai acquis de l'expérience », M. Daniel Ortega a la voix basse, une élocution rapide, la moustache tombante. L'œil triste derrière les lunettes à grosses montures d'écaille qui lui mûrissent le visage, il donne l'impression, au premier abord, d'être timide. Plutôt frêle dans son uniforme vert olive, les épaulettes frappées des étoiles de commandant de la révolution, il a un maintien sans affectation. Il n'a pas le sens des formules à l'emportement et la brutalité colossale de M. Tomas Borge, le ministre de l'intérieur, ni le brio à la limite de la provocation de Bayardo Arce, autre commandant, responsable des relations internationales, l'élégance nonchalante qui plait aux militaires de Jaime Wheelock. Daniel Ortega semble le plus « neutre » des dirigeants. C'est, en apparence, le « petit pouvoir » dans ce « groupe des neuf » commandants qui détiennent la totalité du pouvoir et vont continuer à l'exercer.

Et pourtant, le pouvoir peut transformer un homme, et surtout en faire un symbole. L'accession à la présidence de Daniel Ortega est logique. Il était le seul des « neuf » à être également membre de la junte de gouvernement. Coordonnateur d'un organisme exécutif chargé d'appliquer la politique décidée en commun par les « neuf », sa tâche était, et sera, de réaliser le programme de gouvernement défini par la direction du Front sandiniste. A ce poste, Daniel Ortega a effectivement acquis beaucoup d'expérience, une connaissance solide de tous les dossiers intérieurs et internationaux, et aussi le sens de l'écoute et de la fausse confiance.

M. Daniel Ortega, est né le 11 novembre 1945 à La Libertad (département de Chontales), au

nord du lac de Nicaragua, dans une famille très modeste. Deux de ses frères sont morts, dit-on, par manque de soins médicaux : une situation banale, aujourd'hui encore, dans les foyers pauvres de ce pays. Pour fuir la misère, la famille Ortega décide d'aller tenter sa chance à Managua. Dans les quartiers misérables de la capitale, Daniel grandit entre le colère et la honte, très influencé par son père, un fervent admirateur de Sandino, le « petit général triste » qui a tenu tête aux troupes américaines, dans les montagnes du Nord, au tournant des années 30.

En 1962, à l'âge de dix-sept ans, Daniel Ortega adhère au Front sandiniste de libération nationale, qui vient de se fonder. Des débuts timides et peu convaincants. Comme ses camarades étudiants, il a bien sûr les yeux tournés vers Cuba, où Fidel Castro consolide sa révolution. Ils rêvent tous de lutte armée, de Sierra Maestra. Ils rédigent des tracts, des feuilles ronéotypées incendiaires qui attirent l'attention de la police de Somoza. En 1963, ils font du militantisme dans les banlieues populaires sans beaucoup de succès. Tomas Borge, aujourd'hui ministre de l'intérieur, commente avec humour cette période : « On en était arrivé à réclamer des adductions d'eau et des pavés dans les rues. Heureusement, nous nous sommes réveillés ».

### « Tercerista »

Somoza aussi se réveille. En 1967, il envoie Daniel Ortega au cachot, avec d'autres militants du Front. A l'intérieur, les maquisards développent leurs actions. Ils s'interrogent sur la meilleure stratégie révolutionnaire. La « guerre populaire prolongée » (GPP), thèse défendue par Tomas Borge, est critiquée par les « pro-

létaires », dont les chefs sont Carrion, Wheelock et Nunez (aujourd'hui membres de la direction nationale des neuf « commandantes » du Front ; ils insistent, eux, sur l'importance de l'action politique de masse. Le Front éclate.

Le 27 décembre 1974, Daniel Ortega sort enfin de prison, grâce à l'action d'un commando révolutionnaire qui a pris des diplomates et des personnalités somozcistes en otages le soir du réveillon de Noël. Il se lance alors résolument dans l'action et, avec son frère Humberto, l'actuel commandant en chef de l'armée populaire sandiniste, il fonde la ligne « tercériste », la troisième voie, — qui tente de faire la synthèse entre les positions des partisans de la GPP et les « prolétaires ».

Les « tercéristes » sont favorables à une stratégie d'alliance avec la bourgeoisie d'opposition. En octobre 1977, ils attaquent Ocotal, Masaya et San Carlos. En janvier 1978, l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, directeur de la presse, par le clan Somoza, sonne l'effacement du régime, en provoquant un mouvement d'insurrection généralisée, la grève, puis un premier soulèvement à l'automne 1978, et enfin l'insurrection du printemps 1979. Somoza tombe le 19 juillet. Daniel Ortega a déjà été choisi par ses camarades de la direction nationale du Front (trois « tercéristes », trois « prolétaires », et trois de la « GPP ») pour être leur « homme » dans la junte révolutionnaire de gouvernement.

Daniel Ortega n'a pas trente-neuf ans. Il est maintenant le numéro un officiel. Il jure que ses relations avec ses camarades de la direction n'en seront pas affectées.

M. N.



# AMÉRIQUES

Chili

**La démission du premier ministre, M. Jarpa, consacre le nouveau durcissement du régime Pinochet**

Correspondance

Santiago. — On avait tant de fois annoncé son départ qu'on finissait par ne plus y croire. M. Onofre Jarpa, qui exerçait à la fois les fonctions de ministre de l'Intérieur et de chef du gouvernement, paraissait décidé à s'écarter de son poste contre vents et marées. Le lundi 5 novembre, pourtant, il a présenté sa démission au chef de l'Etat, le général Pinochet. M. Jarpa aura donc résisté un peu moins de quinze mois. « Ma tâche est devenue impossible », a-t-il déclaré à la presse, les yeux larmoyants. M. Jarpa a reconnu qu'il avait échoué. « Il faut être réaliste. Nous n'avons atteint aucun des objectifs que nous nous étions fixés ».

Une réunion qui s'est tenue récemment à Rome entre deux membres de l'épiscopat chilien et un groupe de cent cinquante exilés, parmi lesquels figuraient le dirigeant socialiste Claudio Almonacid et l'ex-sénateur communiste Volodia Teitelboim, serait à l'origine de cette décision. « Lorsqu'on voit des événements se dérouler, on se rend compte que le régime pinochéte est devenu insupportable », a déclaré le ministre. Les participants avaient sévèrement critiqué le refus du gouvernement de reconnaître le droit pour tout Chilien de vivre dans sa patrie. M. Jarpa ne comprend pas que « tant de gens s'alièrent avec les communistes ou adoptent une attitude ambiguë à leur égard... Je suis absolument convaincu que toute entente avec les communistes constitue une erreur terrible du point de vue politique et une grave menace pour notre indépendance ».

Il est sans aucun doute sincère, ce fervent partisan de la guerre à outrance contre le marxisme : l'attitude de plus en plus hostile de l'Eglise catholique chilienne à l'égard d'un gouvernement censé défendre les « valeurs occidentales et chrétiennes » ne pouvait que désarçonner ce « croisé ».

Mais, si M. Jarpa quitte le gouvernement, c'est avant tout parce que sa politique d'ouverture a complètement échoué. Le « plan Jarpa » visait deux objectifs principaux : en premier lieu, neutraliser l'extrême gauche ; en second lieu, faire en sorte que l'opposition reconnaisse la légitimité du régime en échange d'élections législatives anticipées et d'une réorientation de la politique économique. Il disposait au départ de l'appui des formations politiques modérées et — semble-t-il — d'un secteur important des forces armées.

Le « dialogue » engagé en septembre 1983 avec les dirigeants de l'Alliance démocratique devait pourtant tourner court, et, très vite, le ministre de l'Intérieur a cessé d'être considéré comme un interlocuteur valable. L'échec en juillet d'une tentative de regroupement des partis de droite ne fit qu'accroître son isolement.

Dans le domaine économique, M. Jarpa obtint certes, en avril, le départ des « Chicago Boys », ces tenants de l'hyperlibéralisme. Mais l'arrivée au ministère des finances de M. Escobar et à l'économie de M. Collados ne s'est traduite par aucun changement de fond. M. Jarpa n'a guère été plus heureux dans son offensive contre le Parti communiste. Celui-ci est en effet plus actif que jamais, et commence à recueillir les fruits de sa politique unitaire.

Ce que le ministre de l'Intérieur n'a pas dit, c'est que le principal responsable de la faillite de cette politique est le général Pinochet.

Si le chef de l'Etat avait fait appel, en août 1983, à l'ex-président du Parti national, ce n'était pas pour libéraliser le régime, mais pour gagner du temps. Le mouvement des protestations avait atteint, en effet, son point culminant. Dès le mois d'octobre, il était clair que la marge de manœuvre de M. Onofre Jarpa s'était considérablement réduite. Pourquoi n'a-t-il pas quitté le gouvernement plus tôt ? Sans doute parce qu'il a cru jusqu'au dernier moment que le général Pinochet soutiendrait maintenant au moins l'apparence d'une ouverture.

Après le discours prononcé le 29 octobre par le chef de l'Etat, dans lequel celui-ci avait définitivement coupé les ponts avec l'opposition, la situation de son principal collaborateur civil était devenue intenable.

JACQUES DESPRES.

Yougoslavie

**LE PROCÈS DES SIX CONTESTATAIRES Certains accusés mettent en cause la compétence du tribunal**

De notre correspondant

Belgrade. — Le procès des six contestataires yougoslaves, MM. Vladimir Miljanovic, Pavlosko Imitovic, Miodrag Milic, Dragomir Oljic, Gordal Jovanovic et Milan Nikolic, s'est ouvert lundi 5 novembre devant le tribunal départemental de Belgrade, en présence d'une centaine de personnes (nos dernières éditions du 6 novembre), une autre centaine étant devant la porte de la salle d'audience, trop petite pour accueillir tous ceux qui avaient voulu y assister. On remarqua un nombre jamais vu à un procès politique en Yougoslavie de représentants des organisations internationales, notamment d'Amnesty International, de la Fédération internationale des droits de l'homme, du Comité de surveillance des accords d'Helsinki et d'un groupe de députés du parti des Verts de l'Allemagne fédérale, conduit par M. Petra Kelly. Quinze journalistes étrangers au total avaient obtenu une carte d'entrée, mais certains ne purent assister aux audiences qu'un jour sur deux.

Le manque de place dans la salle d'audience a donné lieu à de bruyantes manifestations du public, et, devant la colère qui s'était accrue, l'épouse de M. Miljanovic a annoncé que les parents de tous les accusés, solidaires de ceux qui attendaient devant la porte, avaient décidé eux aussi, en signe de mécontentement, de ne pas se faire de leur droit d'entrée dans la salle.

A leur arrivée dans le palais de justice, les accusés, qui se présentaient en vêtements libres (ils avaient obtenu leur remise en liberté à la suite d'une longue grève de la faim), ont été salués par des applaudisse-

ments nourris venant de la foule et par des cris réclamant au président de la cour une salle d'audience plus grande. Ces réclamations sont demeurées sans écho, ce qui a amené M. Miljanovic à déclarer qu'il refuserait sa collaboration à la cour et qu'il ne répondrait pas à ses questions. De son côté, M. Imitovic a voulu savoir si les cinq juges de la cour étaient membres du Parti communiste et s'ils se considéraient soumis, dans ce cas concret, aux obligations découlant du principe du centralisme démocratique. Dans l'affirmative, a-t-il souligné, les juges ne pourront pas être objectifs, ce qui est contraire aux règles élémentaires de la justice. Enfin M. Milic a demandé que le président, M. Zoran Stojkovic, soit récusé parce qu'il lui avait refusé la photocopie d'un de ses documents saisis par la police, dont il avait besoin pour sa défense. M. Milic a immédiatement distribué le texte roncopié de sa déclaration aux représentants de la presse, sous le regard embarrassé du président, qui, violemment, ne s'attendait pas à ce geste sans précédent d'un accusé politique.

Les questions des trois accusés, qui soulèvent quelques-uns des problèmes fondamentaux de la justice yougoslave, ont provoqué une certaine confusion. C'est elle qui, semble-t-il, a conduit le président à lever la séance une demi-heure à peine après son ouverture et à reporter la suite du procès à ce mardi matin 6 novembre.

PAUL YANKOVITCH.

Pologne

**Les suites de l'assassinat du Père Popieluszko Un colonel de la police politique a été inculpé**

Un colonel de la police politique (SB), Adam Pietruszka, a été inculpé, lundi 5 novembre, de complicité d'enlèvement et d'assassinat à la suite du meurtre du Père Popieluszko, pour lequel trois autres officiers de rang inférieur ont déjà été arrêtés et inculpés en tant que responsables. Ces trois hommes sont présentés être les auteurs directs du crime. Le colonel Pietruszka avait été arrêté vendredi 2 novembre — à la veille des obsèques du prêtre — en même temps qu'un lieutenant-colonel, Leszek W., qui lui a été remis en liberté et fait l'objet d'un complément d'enquête. D'autre part, le général Zenon Ptasek a été suspendu de ses fonctions. Tous ces officiers appartenaient, semble-t-il, à la même section du ministère de l'Intérieur, en charge des affaires religieuses.

Lundi également, le professeur Edward Lipinski, un économiste de grande renommée à présent âgé de quatre-vingt-seize ans, membre de l'Académie des sciences et cofondateur du KOR (Comité de défense des ouvriers), a adressé au général Jaruzelski une lettre ouverte par laquelle il lui demande de démissionner de ses fonctions. « Nous voulons croire », écrit M. Lipinski, « que ce n'est pas vous, général, qui avez ordonné l'assassinat du Père Popieluszko, mais c'est vous qui en êtes responsable. (...) »

Ce n'est pas « le premier acte de terrorisme », ajoute M. Lipinski : « Des miliciens ont assassiné Grzegorz Przemyk, l'armé à tirer sur les ouvriers de la Baltique et les mineurs de Phleg, des Polonais ont été tués dans des commissariats et des prisons. Ces meurtres sont accomplis pour vous et votre gouvernement. » Le meurtre du Père Popieluszko, affirme encore le vieux professeur, illustre l'état d'esprit dans lequel sont éduqués l'armée, la milice et la police politique.

Parallèlement, seize anciens membres du KOR et de Solidarité ont dénoncé les attaques lancées par la presse officielle contre cinq militants connus du syndicat, accusés d'être des « matras de la provocation » destinés à exploiter l'assassinat du Père Popieluszko. Selon les signataires de ce texte, ces attaques sont du même type que celles qui « ont créé le climat qui a permis le meurtre du Père Popieluszko. Elles ont pour but d'éveiller la haine, d'aggraver les tensions et l'inquiétude au sein de la société ».

M. Malcolm Rifkind, ministre d'Etat chargé des relations Est-Ouest au Foreign Office, qui a entamé une visite de quatre jours à

Varsovie, s'est rendu dès lundi sur la tombe du Père Popieluszko, où il a déposé une gerbe, au milieu des drapeaux et des banderoles portant les emblèmes de Solidarité. Dans une brève déclaration à la presse, M. Rifkind a souligné que le Père Popieluszko représentait « des idées auxquelles le peuple polonais s'identifie », et il a fait part de « la grande émotion ressentie par le gouvernement et le peuple britanniques » à la suite de sa mort tragique.

M. Rifkind, qui est le premier membre d'un gouvernement de l'OTAN à se rendre en Pologne (si l'on excepte le cas très particulier du premier ministre grec Papandréou) depuis le coup de force de décembre 1981, a encore expliqué que sa présence en Pologne témoignait de l'intérêt que portait le gouvernement britannique à la restauration d'un dialogue entre le pouvoir et la société polonaise. Il a souligné que la levée de l'état de guerre et la récente amnistie de la plupart des prisonniers politiques « soient le prélude à de nouvelles réformes souhaitées par le peuple polonais ».

En plus de ces déclarations et de ces gestes, clairement destinés à éviter toute mauvaise interprétation de sa venue à Varsovie par l'opinion tant polonaise que britannique, M. Rifkind a déjà rencontré deux anciens conseillers de Solidarité, MM. Gieremek et Mazowiecki, ainsi que M. Oryszewicz, ancien porte-parole du syndicat. Le diplomate britannique, qui est l'invité d'un vice-ministre polonais des affaires étrangères, M. Ernest Kucza, doit avoir un entretien avec M. Jozef Czyrek, membre du bureau politique. Il doit aussi rencontrer des représentants de l'épiscopat. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

La Charte 77 réagit à l'assassinat du Père Popieluszko. — La Charte 77, mouvement tchécoslovaque de la défense des droits de l'homme, a condamné dans un communiqué le meurtre du Père Popieluszko, « acte de terrorisme et de haine aveugle » qui provoque « indignation et dégoût ». Vivant dans un pays soumis « aux mêmes destins et systèmes politiques » que la Pologne, les membres de la Charte, « ne sont pas disposés à croire que cette opération terroriste, commise par des membres de la police secrète, n'ait pas été inspirée par des forces encore plus puissantes ». La Charte 77 invite les Polonais à « ne pas succomber aux provocations ni à la lassitude ». — (AFP.)

## DIPLOMATIE

**LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DE LA RFA**

**MM. von Weizsäcker et Mitterrand prônent le dialogue avec l'Europe de l'Est**

La construction d'une Communauté européenne forte sous l'impulsion de la France et de la République fédérale, l'ouverture d'un dialogue avec l'Europe de l'Est, tels ont été les thèmes dominants des conversations qu'ont eues le lundi 5 novembre M. Mitterrand et le président de la République fédérale d'Allemagne, M. von Weizsäcker. Arrivé à Orléans en début d'après-midi, le président allemand avait été accueilli par M. Mitterrand, qui l'avait ensuite accompagné jusqu'à sa résidence, l'hôtel Marigny, proche de l'Elysée. Les deux chefs d'Etat se sont ensuite retrouvés pour un dîner à l'Elysée, auquel étaient conviées plus de cent trente personnes.

« Libre et forte, notre communauté pourra poursuivre avec l'autre partie de l'Europe un dialogue que la France veut ouvert, nourri, sérieux, compréhensif, bénéfique pour tous », a notamment déclaré M. Mitterrand. Il a aussi souligné « que, au-delà des appartenances diverses sinon antagonistes, demeure sur le continent européen une unité fondamentale, et que partout sur ce continent il soit possible, un jour, d'imaginer un autre langage ».

M. von Weizsäcker a pour sa part évoqué « les liens particuliers, fraternitaires et nationaux, qui unissent les Allemands de l'Ouest à ceux qui habitent dans l'autre Etat allemand (...) ». Comme les Polonais,

les Tchèques et d'autres, ils portent la lourde charge de l'Europe divisée, mais ils sont et restent des Européens comme nous », a-t-il dit. « C'est pourquoi nous aspirons à une paix qui permette de surmonter les séparations à l'échelle européenne ».

PARIS

650 F\* GENÈVE

## Une nouvelle constellation dans le ciel de Swissair.

Jusqu'à présent, vous aviez mille raisons de vous rendre à Genève : les lacs en été, les Alpes en hiver, et, bien sûr, la courtoisie traditionnelle des Suisses, et des Savoyards.

Vous en aurez désormais une de plus, et de taille : Swissair vous propose, du 1<sup>er</sup> novembre 1984 au 31 mars 1985, le billet Paris-Genève aller/retour au tarif week-end Superpex pour seulement 650 F.

Vous pouvez par exemple quitter Paris dès 8h45 le samedi et revenir le jour même ou le dimanche : il y a jusqu'à 7 vols par jour, Swissair Superpex et Air France Vols Vacances réunis.

Et puisque ce billet est valable 8 jours, vous pouvez même faire durer votre plaisir toute une semaine jusqu'au samedi ou au dimanche suivant.

Le tarif week-end Superpex de Swissair : une nouvelle raison de vous rendre à Genève. Consultez vite votre agent de voyages ou Swissair.

swissair

## EUROPE 1 ELECTIONS AMERICAINES

MERCREDI 7 NOVEMBRE de 7 H00 à 9 H15

• 7 H00 - 7 H30 - 8 H00 - 9 H00 :

JOURNAUX AVEC LES COMMENTAIRES DE GERARD CARREYROU, JEAN-MARIE LEFEBVRE ET JEAN-PIERRE JOULIN

• 7 H15 : JEAN FRANCOIS-PONCET

• 7 H45 : CLAUDE CHEYSSON

• 8 H15 : DEBAT ANIME PAR YVAN LEVAI AVEC : JEAN BOISSONNAT, GERARD CARREYROU, JEAN DANIEL, CLAUDE IMBERT, SERGE JULY

AVEC LA PARTICIPATION D'YVES MONTAND

Europe 1



# AFRIQUE

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT GUINÉEN

## « L'aide de l'étranger ne remplacera jamais l'effort que nous devons consentir nous-mêmes »

nous déclare M. Lansana Conté

Monsieur le président, sept mois après le coup d'Etat du 3 avril, quelle est la situation exacte de votre pays ?

On a du mal quand on est à l'étranger à réaliser dans quelle situation nous nous trouvons. Durant vingt-six ans, la Guinée, ce fut Sekou Touré. Nous n'avions ni courrier, ni téléphone, ni journaux ; il était dangereux de se montrer avec un Européen en public. Nous n'avions pas de contact avec le reste du monde et celui-ci ne connaissait pas la Guinée que son président. Lui, il s'exprimait ! Pour parler et pour écrire, il était fort. Et il disait souvent de bonnes choses. Cela a séduit beaucoup de monde, notamment parmi vos compatriotes, et certains y croient encore...

En Guinée, les illusions se sont vite envolées. La réalité était à l'opposé de ce qu'il disait. Il parlait de démocratie, de mobilisation populaire, toute la population était entrée dans les organisations politiques : le Guinéen s'est mis à vivre pour la politique. Il a désappris le travail. On obtenait un poste non parce qu'on était compétent, mais par flatterie ou par délation ; l'avancement se faisait à coup de lettres anonymes ; on dénonçait les femmes de leur foyer, les enfants du droit chemin ; tout le monde avait peur. Le résultat, c'est un peuple totalement démobilité qui a perdu le sens de l'initiative et de la responsabilité.

Les multiples entraves à la libre circulation des hommes et des marchandises, les lourds prélèvements en nature exigés des paysans, ont fait chuter notre production agricole. Les routes, les voies ferrées, le réseau téléphonique, ont été laissés à l'abandon. La Guinée est à l'abandon. Ce pays que l'on dit le plus riche de l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui le plus sous-développé ; l'héritage du régime défunt, c'est aussi tout cela.

A l'étranger on a surtout parlé des déceptions arbitraires, du camp Boiro où on laissait mourir les gens de faim et de soif.

Il y a eu probablement plusieurs milliers de morts. Mais Sekou Touré était responsable de beaucoup plus que cela : un pays à l'abandon, un tissu social détruit, des citoyens passifs... La plus importante pour nous, aujourd'hui, c'est de changer les mentalités, de mettre tous les Guinéens au travail, de leur redonner le goût d'entreprendre, de l'ambition pour eux et pour leur pays.

C'est une lourde tâche, elle exige une grande cohésion entre vous, un régime stable...

Je sais que l'étranger nous observe. C'est vrai : nous sommes encore divisés. Le précédent régime nous a laissé cet autre lourd héritage : la désunion entre les Guinéens. Il a joué les ethnies les uns contre les autres, a créé un problème peuhl. Sekou Touré n'était entouré que de gens de sa famille, de son clan ; cela n'a pas empêché sa pro-

pre ethnic malinké de beaucoup souffrir de la répression. A sa mort, ses héritiers étaient prêts à s'affronter, les armes à la main ; cela aurait déclenché une guerre civile et peut-être l'écclatement du pays.

C'est d'abord pour cela que les militaires sont intervenus : pour éviter un bain de sang. Et si le peuple nous a accueillis avec enthousiasme, ce n'est pas uniquement à cause de la liberté retrouvée, c'est parce qu'il attend des militaires qu'ils garantissent la paix civile. Dans tous mes déplacements en province, je sens cette volonté s'exprimer. Ma première ambition est de préserver, de fortifier, cette unité retrouvée.

Pour la République, tous les Guinéens sont égaux. Nous ne privilégions dans le choix des hommes que la compétence, l'honnêteté et le travail. Mon premier devoir est de ne tolérer aucune division au sein de l'armée : elle doit montrer l'exemple. Je n'ai pas cherché le pouvoir et je suis prêt, le jour venu, à retourner à ma campagne, mais tant que je serai président, j'assumerai toutes mes responsabilités, et la première, c'est la maintien de notre unité.

### « Nous avons besoin de lucidité »

Quel premier bilan faites-vous de votre action durant ces sept mois ?

Nous avons entrepris le redressement dans tous les secteurs à la fois. Pour l'éducation, la santé, l'industrie, les grands chantiers nationaux se sont déjà tenus. Notre premier examen de passage, ce fut la rentrée scolaire. Grâce à la mobilisation générale des cadres de l'enseignement et au concours de pays amis, je crois que nous l'avons réussie. La tâche qui nous attend reste considérable. Pour la mener à bien, la première chose dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de lucidité. Nous devons à nos amis de nous critiquer, de montrer du doigt ce qui ne va pas.

Je sais qu'il y a encore beaucoup à corriger, qu'il se passe chez moi des choses que je n'aime pas. Les habitudes de corruption, de faiblesse, de parasitisme, sont dures à faire disparaître. L'existence pour le sily, notre monnaie, d'un cours réel beaucoup plus bas que le cours légal encourage la spéculation...

Chez les fonctionnaires, la routine, la paresse, les lenteurs administratives, c'est encore un héritage du passé ; nous avons pratiquement conservé tous les cadres de l'ancien régime...

### Un « père du régiment »

Installé dans un bureau, au deuxième étage de ce Palais des congrès que Sekou Touré avait fait construire, avant sa mort, pour y recevoir le sommet de l'Organisation de l'unité africaine, M. Lansana Conté, président du conseil militaire de redressement national (CMRN), formé lors du coup d'Etat du 3 avril, a conservé toute sa simplicité. Quelques gardes traînent dans le couloir, et à l'heure du rendez-vous, il ouvre la porte en personne, grande silhouette en boubou maron et blanc, cigarette à la main. Il s'installe sur un canapé. « Vous les journalistes, dit-il en souriant, vous ne savez que poser des questions. » Pendant trois heures, cet homme, âgé d'un mois cinquante ans, qu'on dit réservé, qui préfère écouter plutôt que parler, va se livrer au jeu des questions et des réponses, ne se levant que pour aller chercher une cigarette de tabac dans son réfrigérateur ou pour fermer la porte à clé, car il ne veut plus être dérangé.

Le président Conté est un ancien « père du régiment ». Il parle volontiers « rigueur », « morale », « discipline ». « Malheureusement, dit-il, nous devons faire de la politique, mais nous la faisons au nom de principes. » Il n'apprécie pas les écarts de ses collaborateurs. Surtout, cet officier en civil, qui a déjà passé près de trente ans sous l'uniforme et dont Sekou Touré se méfiait - le faisant longtemps, de 1975 à 1984, occuper les fonctions sans grand contenu de chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, - a visiblement décidé

d'être le « patron » de la Guinée. Il a eu tout le loisir de jauger l'état de son pays et de mesurer le mal que Sekou Touré lui a fait.

M. Lansana Conté a des cordes à son arc. Avant de tomber en disgrâce, ce Sous-sous a été le conseiller de la guérilla de Guinée-Bissau, qui a mené la vie dure, avant l'indépendance, à l'armée portugaise. C'est lui qui, en 1970, avait été chargé d'assurer la protection de Conakry, lorsque des opposants guinéens et des Portugais tentèrent de renverser Sekou Touré. Parmi ses proches collaborateurs, on retrouve plusieurs de ces officiers qui ont vieilli sans promotion, un peu en marge du régime, et qui créèrent la surprise en avril, en écartant de la succession l'entourage du dictateur disparu.

Le président Conté a une idée très précise de ce qu'il veut faire. Il digère vite les dossiers et, s'il laisse à d'autres le plaisir de se mettre en avant, il garde un œil sur toutes les affaires de l'Etat, se prononçant, lui-même, en dernier ressort, sur les questions importantes. Avec lui, ce sont les « anciens » d'une armée marginalisée par Sekou Touré qui ont relevé le défi de la reconstruction du pays. M. Lansana Conté continue de vivre, bien modestement, au camp Samory, une caserne délabrée de Conakry. Chaque matin, pour gagner son bureau, où il donne encore un peu l'impression de camper, il traverse donc une capitale dont les ruines ne peuvent que lui rappeler l'ampleur de la tâche qui l'attend.

J.-C.P.

constitueraient sur des bases ethniques. Nos priorités sont évidentes, et, pour assurer le redressement national, nous devons être étroitement unis ; pourquoi encourager de nouvelles divisions ? Lorsque le pays se sera redressé, de nouveaux choix seront à faire ; les Guinéens seront alors, nous l'espérons, redevenus des gens responsables ; dans ces conditions, un débat public pourra être utile au pays ; la démocratie telle que vous l'entendez aura alors enfin un sens pour nous.

Le prochain sommet de l'OUA aura-t-il à se tenir à Conakry. Vous y avez renoncé. Quelle est aujourd'hui la position de la Guinée envers cette organisation et qu'attend-elle de ce sommet ?

Ce sommet sera très important pour l'Afrique. Nous sommes face à de multiples et graves problèmes. Saurons-nous nous situer sérieusement à ces problèmes ? L'Afrique va-t-elle enfin réaliser que la question la plus importante pour elle est celle du développement économique ? L'enjeu du sommet est là.

Or, à la veille de son ouverture, on ne parle que du Tchad et du Sahara occidental. Il ne s'agit pas de nous désintéresser de ces régions. Quand des frères africains sont en difficulté, nous devons les aider. Mais, actuellement, c'est l'inverse qui se produit : ces conflits locaux contaminent toute l'Afrique. A cause du Sahara occidental, les Africains se divisent en deux blocs, l'OUA est à la veille d'écclater !

Nous autres, États africains, devons encourager l'union et non la division, et pour cela nous abstenons d'appuyer un pays au détriment de l'autre. La Guinée se refuse à choisir entre l'Algérie et le Maroc. Elle restera à l'additionnelle quelle que soit la solution adoptée à propos de l'admission de la RASD. La coopération entre les États africains serait la plus saine et la plus fructueuse de nous interdirait de tolérer sur son territoire toute activité de subversion dirigée contre un autre État africain.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI

## Tunisie

### Le président Bourguiba a été hospitalisé

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba est souffrant et a dû être hospitalisé, lundi 5 novembre, à Tunis, mais son état n'inspire pas d'inquiétude, assure-t-on dans les milieux gouvernementaux.

Un premier communiqué diffusé dans la matinée avait indiqué que, à la suite d'une légère indisposition due au surmenage, le président devait observer « un repos en chambre pendant quelques jours ». Mais, dans l'après-midi, des médecins traitants annonçaient que, afin d'assurer une meilleure surveillance et procéder à un traitement approprié, le chef de l'Etat avait été

admis au service de cardiologie de l'hôpital Ernest-Consoli de Tunis.

L'entourage de M. Bourguiba s'était montré quelque peu préoccupé de son insistance à participer, la semaine passée à Alger, à toutes les cérémonies marquant le trentième anniversaire de la révolution, le 1<sup>er</sup> novembre, alors que son âge - quatre-vingt-un ans - et son état de santé lui commandaient de se ménager. Il avait regagné Tunis vendredi dernier, après un séjour de quarante-huit heures à Alger.

M. D.

## République sud-africaine

### Grève sanglante au Transvaal

(Suite de la première page.)

Des heurts souvent violents ont opposé des hommes participant au boycottage à des membres d'un conseil municipal. L'un d'entre eux a été mortellement blessé par des employés municipaux qui ont ouvert le feu sur des manifestants qui tentaient d'incendier une maison appartenant à l'un des leurs.

Un policier noir est également mort dans la nuit de dimanche à lundi après avoir été grièvement blessé à Duduza, au sud-est de Johannesburg, par des jets de pierres. Ce policier est la première victime dans les rangs des forces de l'ordre depuis le début de l'agitation dans les cités noires, le 3 septembre, qui au total a fait plus de quatre-vingt-dix victimes. Selon le Sunday Star, les événements qui ont affectés l'Afrique du Sud depuis le 13 février, que ce soit d'abord dans les écoles noires, puis lors de la grève des mines d'or et enfin au cours des émeutes dans les townships, ont causé la mort de cent quarante personnes. D'importantes forces de police sillonnaient lundi les cités noires ou contrôlaient les identités à des barrières. Des milliers de tracts ont été lancés d'un hélicoptère au-dessus de la cité satellite de Johannesburg, ainsi qu'au-dessus d'Eldorado Park pour inciter la population à se rendre au travail. La grève, proclamait-elle, « nous portera préjudice à nous seuls et pas aux organisations qui en sont à l'origine ».

La situation reste très tendue, d'autant que l'électricité a été coupée à Sharpeville, les résidents n'ayant pas payé leur note depuis début septembre. Le conseil municipal de Lekoo, qui regroupe plusieurs townships, a menacé de faire de même dans d'autres cités et d'arrêter également la distribution d'eau. « Ils veulent nous faire payer les humiliations dont ils ont souffert », a déclaré l'un des habitants.

Ce mouvement de grève devait se poursuivre mardi. Déjà l'UDF se réjouit de son « succès étonnant », ajoutant : « Le gouvernement doit tenir compte de la voix du peuple. Le plus grand tort qu'il pourrait avoir serait une fois de plus d'ignorer des demandes justifiées et de répondre à cette grève seulement par la violence ».

Quinze jours après l'opération combinée de la police et de l'armée à Sebokeng, le 23 octobre, un grand nombre d'organisations sont parvenues à mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et d'écoliers. Le gouvernement pourra-t-il continuer à faire la sourde oreille, alors que des troubles de plus en plus violents se produisent également dans la région de Port-Elizabeth, au sud, et que les syndicats apportent leur précieux soutien à ceux qui protestent contre l'augmentation du coût de la vie et leur exclusion des institutions politiques ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

VOTRE IDÉE,  
REALISEZ-LA,  
VOTRE PROJET,  
MONTEZ-LE,  
VOTRE  
INDEPENDANCE,  
GAGNEZ-LA,

NOUS POUVONS VOUS AIDER A ENTREPRENDRE DANS LES MÉTIERS DE LA COMMUNICATION.

TÉLÉPHONEZ OU ÉCRIVEZ : FONDATION JACQUES DOUCE  
31, RUE DU COLISÉE 75008 PARIS - TEL : 359.50.50



FONDATION JACQUES DOUCE







Le Monde

# société

## LES NOUVEAUX RETRAITÉS Vieillesse sans âge

La vieillesse n'est plus ce qu'elle était. Sa durée, son statut, et même sa définition ont changé au fil des ans. Cette étonnante mutation, lourde de conséquences, vient d'être soulignée par deux réunions d'experts : un congrès international de gérontologie à Rome et un colloque de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sanitaire à Paris.

Les Français vivent de plus en plus vieux. Ce phénomène, dû aux progrès de la médecine et à de meilleures conditions sanitaires, se conjugue avec la baisse de la fécondité pour provoquer un véritable « baby-boom ». Selon le professeur Henri Péquignot, le septuagénaire de 1984 se porte nettement mieux que le sexagénaire de 1960. Ce dernier pouvait espérer encore vivre 15,9 ans (pour un homme) ou 20,1 ans (pour une femme). Le sexagénaire d'aujourd'hui a déjà « gagné » deux bonnes années sur ces chiffres. Progression spectaculaire chez les grands vieillards de quatre-vingt-cinq ans et plus : leur nombre est passé de 200 000 en 1950 à 580 000 actuellement et atteindra 900 000 à la fin du siècle. La proportion des personnes âgées augmente donc sans cesse. Déjà, un Français sur six a plus de soixante ans.

On voit ainsi, de plus en plus, des « familles à quatre étages », comprenant des enfants, des parents, des grands-parents et des arrière-grands-parents. Selon M. Paul Paillet (INED), un Français de cinquante-neuf ans sur quatre appartient à de telles familles. Cette cohabitation de générations modifie les relations sociales et crée de nou-

velles responsabilités. Aujourd'hui, un salarié qui part en préretraite peut avoir un fils chômeur, des petits-enfants et un parent à charge. Ce qui n'empêche pas 1,5 million de Français de plus de soixante-cinq ans de vivre dans une grande solitude. Sans compter les « couples seuls » (un sur trois dans cette tranche d'âge) qui ne font parfois qu'additionner les difficultés matérielles de deux handicapés.

Une nouvelle image de la vieillesse, plus positive, est apparue en France depuis une vingtaine d'années. Des activités spécifiques ont été créées pour le « troisième âge », une politique a été inventée à son intention.

### Reclassement symbolique

« C'était un reclassement symbolique », remarque M. René Lenoir, maître-assistant de sociologie à Paris-I. Une autre étape devait être franchie, l'an dernier, avec les Assises nationales des retraités et des personnes âgées : ils sont censés se prendre en charge à travers leurs associations, au lieu de laisser des experts parler en leur nom.

Mais il ne suffit pas d'être nombreux ou réunis en associations pour constituer une force sociale. Trop d'inégalités traversent le « troisième âge » — y compris une inégalité des sexes (les femmes vivent en moyenne cinq ans de plus que les hommes) et une inégalité devant la mort (les enseignants vivent en moyenne dix ans de plus que les ouvriers agricoles). « Vieillesse » ne

peut plus s'employer qu'au pluriel. Cette population hétérogène est surtout divisée par l'âge de ses membres, puisque l'éventail s'élargit sans cesse, en raison d'un curieux paradoxe : si on vit de plus en plus vieux en France, on cesse d'y travailler de plus en plus tôt.

En 1954, quatre septuagénaires sur dix exerçaient encore une activité professionnelle. Aujourd'hui, il n'y a plus que 1 % d'actifs chez les plus de soixante-cinq ans, et cela est dû en partie à l'extension du salariat (1). Chez les plus de soixante ans, la proportion est passée de 22,6 % en 1968 à 10 % en 1982. Elle baissera encore avec le succès obtenu par le droit à la retraite à soixante ans. Les chiffres sont tout aussi spectaculaires dans la tranche d'âge cinquante-cinq-soixante ans, où les cessations anticipées d'activité, volontaires ou non, se multiplient.

Jusqu'à une époque récente, la société se partageait en trois mondes

bien définis : l'enfance (on se formait), la vie adulte (on travaillait) et la vieillesse (on se reposait en attendant la mort). Que reste-t-il de ces univers rassurants ? Toutes les frontières d'hier ont bougé. La formation se veut permanente, les jeunes vivent dans la banlieue du chômage, et, chaque année, de gré ou de force, des personnes en pleine possession de leurs moyens vont rejoindre la cohorte des retraités. Ce n'est plus la biologie qui détermine la vieillesse mais la conjonction économique.

### Un énorme gâchis

Or la plupart des préretraités n'ont pas le sentiment d'être vieux. Le seul modèle qu'on leur propose est celui du « troisième âge ». Modèle récusé avec force. Faudrait-il parler de deuxième âge et demi ?

M. Xavier Gruellier, chargé de recherches au CNRS, a étudié de

près ces quinquagénaires, « trop vieux pour être actifs, trop jeunes pour être à la retraite », et qui se retrouvent brusquement dans un « plein temps de temps libre ». Ils passent généralement par une période euphorique (« les grandes vacances »), bientôt suivie d'une crise d'identité assez profonde, avec un sentiment de mort sociale. Ce n'est que dans un troisième temps qu'ils découvriront la « nouvelle vie » tant vantée, souvent marquée par un « activisme socioculturel » assez artificiel.

« Dix millions d'hommes et de femmes en France sont condamnés à l'inutilité sociale », constate abruptement P. Brasseur (2). Condamnés à n'être que de simples consommateurs, sans avoir toujours les moyens de consommer. Cet énorme gâchis est vrai, notamment pour les préretraités, qui coûtent très cher à la société tout en privant leurs entreprises d'une expérience précieuse.

Le secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées plaidera, le 17 octobre en conseil des ministres, pour le bénévolat « dans tous les cas où il ne se substitue pas à des emplois existants ou à créer ». Mais le bénévolat est une réponse bien mineure à cet immense problème de société. Tous les experts admettent qu'il faudra s'engager dans des voies beaucoup plus audacieuses. Les Assises nationales des retraités et des personnes âgées recommandaient « de nouvelles formules permettant une répartition différente des temps de formation, de vie professionnelle, loisir et retraite, alternés tout au long de la vie ». Cesser en somme de découper l'existence en rondelles et de donner à l'âge une signification qu'il n'a plus. On ne devrait pas vieillir par décret.

ROBERT SOLÉ

(1) Chiffre cité dans « Vieillesse en France », la Documentation française, 27 juillet 1984.  
(2) Gérontologie, juillet 1983.

## Les limites du bénévolat en Lorraine

De notre correspondant

Nancy. — Le préretraité s'est banalisé au point de devenir un des paramètres classiques de la politique de l'emploi. En Lorraine, elle touche désormais plus de cinquante mille personnes, agissant souvent sur les sidérurgistes comme une sorte de « rattrapage », beaucoup n'étant pas psychologiquement préparés à une telle situation.

Si on considère parfois les préretraités comme des privilégiés, nombre d'entre eux sont mal dans leur peau, ce qui se devine, mais plus mal encore dans leur statut : « Selon son âge, le préretraité passe d'un statut à un autre. Ainsi, dans le cas de la sidérurgie, le préretraité ayant perdu son emploi brutallement ne perd que progressivement son statut d'actif, en passant par la phase de « période de cinquante à cinquante-cinq ans, avec maintien sur les effectifs de l'entreprise, puis par la cessation anticipée d'activité, avant d'acquiescer, après une période de garantie de ressources, au statut de retraité », résume une jeune sociologue nancéienne, M<sup>me</sup> Monique Legrand, chargée par différents organismes d'études sur la préretraite en Lorraine.

Il existe une réglementation extrêmement restrictive des activités post-professionnelles des préretraités. Le texte de l'UNEDIC

du 20 juillet 1983 définit le bénévolat par la négative. Ainsi, un préretraité peut adhérer à un mouvement associatif à but non lucratif, mais ne doit pas exercer de tâches administratives dans une association. La frontière entre travail bénévole et travail rémunéré reste souvent une question d'appréciation laissée aux ASSEDIC départementales.

« L'ambiguïté des textes, qui n'interdisent pas d'ailleurs toute activité, favorise le développement des crimes et des fausses rumeurs, comme l'interdiction du bénévolat, et conduisent les préretraités à adopter des attitudes attentistes, commente M<sup>me</sup> Legrand. Beaucoup développent ainsi un sentiment d'inutilité sociale. Le préretraité n'est ni un salarié ni un retraité, et pas vraiment un chômeur. »

Cette précarité n'est, certes, pas vécue par tous les préretraités avec la même angoisse. Les plus touchés sont les travailleurs qui avaient leur emploi du temps entièrement assés autour de leur activité professionnelle. La vie familiale, le déroulement complet de la journée prend, pour eux, une tout autre dimension. « Même des loisirs qui se définissent auparavant comme

une période privilégiée entre deux temps de travail n'ont plus le même attrait, ajoute M<sup>me</sup> Legrand. L'absence d'activité professionnelle brise aussi et surtout le système des relations sociales. » Plus question de faire la route avec le voisin ou de s'arrêter au retour pour jouer aux cartes. On aboutit parfois à une véritable mort sociale, voire à un alcoolisme naissant. « Moi, j'ai tout multiplié par deux. Le matin, dix minutes au lieu de cinq pour me raser, vingt minutes pour boire le café au lait », explique un préretraité de Longwy.

### Trois sortes d'associations

Malgré les ambiguïtés de la législation sur le bénévolat, plus d'une trentaine d'associations de préretraités à but non lucratif ont pris naissance en Lorraine, en l'espace d'un à deux ans. Leur diversité est grande. En première place, figurent les associations d'information et de défense des préretraités. Généralement issues de mouvements syndicaux, ces groupes ont pour but d'aider leurs adhérents à aborder une législation sans cesse mouvante et donc de plus en plus complexe.

Deuxième grand type : les associations de travail bénévole. L'Atelier fer et bois de Nivange, par exemple, a été créé par une quarantaine de préretraités qui ont remis en état un local afin de faire une expérience de « travail libre collectif ». C'est la réinvention d'une ambiance d'atelier, avec les contraintes de rentabilité et de production en moins.

Enfin, on voit naître des groupes d'animation culturelle qui sont souvent le prétexte pour éviter l'isolement. Le Groupe des marcheurs de Mézières, près de Longwy, en est une illustration, la marche n'excluant pas les discussions et les découvertes d'intérêt commun en tout genre. Même regroupement à Hagondange, où une vingtaine de préretraités s'attachent à la recherche et au rassemblement de documents concernant la vie locale, en rapport avec l'évolution des technologies.

Quatre mille à cinq mille préretraités se sont ainsi pris en charge. M<sup>me</sup> Legrand pense qu'il ne faut surtout pas se substituer à eux. « Les créations d'associations sont une réponse de personnes encore actives qui refusent de sombrer dans une mentalité d'assistés. »

JEAN-LOUIS BEMER

**Plus vite, moins cher !**

**Vous cherchez**  
• une 305 !  
• une 505 !

**Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !**

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) : 205 GR, SR, GT, 205 XL, XR, XT • 205 LACOSTE • SAMBA BAHIA ET SOLARA

**PEUGEOT-TALBOT**  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

227, bd Anatole France ST-DENIS Métro : Marie de St Ouen

**-20%, l'affaire est claire!**

**-20% SUR CANAPES ET LUMINAIRES JUSQU'AU 8 DEC.**

**AU BON MARCHÉ**  
Rue Raoul  
Métro Sevrès-Bahylone. Parking.

Canapé 2 places, tissu coton, convertible, 1,40 m-69x75 5565,60 F. Lampe H.69 cm 615F 492 F.

**Exportateurs, pour vous aider**

**TELEMAQUE**  
diffuse quotidiennement des messages d'affaires sur les marchés étrangers  
Information : Tél. (1) 505.32.08 ou demande de documentation à adresser au

**CFE**  
CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
20, avenue de la République, 93500 Paris, Cedex 15

**Halte au Vol**

1 serrure à 5 points  
**PICARD**  
+ d'autres marques

Matériel  
**GARANTI 5 ANS**

+  
1 blindage acier 15/10°

+  
4 goupilles d'acier anti-dégondage

+  
3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

**OFFRE EXCEPTIONNELLE**  
**3.600 F TTC**

Pose et dépi. comp.  
**PARIS-BANLIEUE**

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
554.41.95

**FACILITES DE PAIEMENT**



# APRÈS L'INCULPATION DE BERNARD LAROCHE POUR L'ASSASSINAT DE GREGORY VILLEMEN

## L'heure des psychanalystes

De notre envoyé spécial

Epinal. — En inculquant d'assassinat, le lundi 5 novembre à 16 heures, Bernard Larocche, cousin germain du père de Gregory Villemén, jetté pieds et poings liés dans la Voie, le 16 octobre dernier à Doleilles (Vosges), le juge d'instruction, Jean-Michel Lambert, aura, au moins provisoirement, permis à tout le pays de sortir d'un long cauchemar éveillé.

Cette inculpation résistera-t-elle à la longue instruction qui s'annonce ? Jusque sur les marches du palais de justice d'Epinal, Bernard Larocche n'a cessé de clamer son innocence. Mais dans l'immédiat, l'essentiel n'est pas là. La région tout entière avait, physiquement, besoin de souffler. Ces trois semaines d'une enquête hallucinatoire ont charrié trop de boue, distillé trop de poison : incestes, adultères, chantages sournois et mesquineries de toutes sortes : l'intimité de tout un clan familial, ni meilleur ni pire sans doute que les autres, s'est trouvée jetée en pâture à la France entière.

Il était temps que cela se termine. résume M. Yvon Homel, maire d'Aumontzey, où résidait Bernard Larocche.

Des dizaines de journalistes qui s'agglutinaient aux barrières des pavillons, fouillaient les greniers et les mémoires, subtilisaient ou achetaient à coup de centaines de milliers de francs les photos de famille. Des Estafettes de gendarmerie, sèches barbaques sur les routes de montagne, jour et nuit. Des interrogatoires toujours recommencés, des gardes à vue qui tourmentaient, des dizaines de membres du clan soumis à des dictées de la main gauche pour démasquer le « corbeau » qui avait revendiqué, par lettre, l'assassinat. Par dessus tout, cette suspicion terrible qui n'épargnait personne : trois semaines à se répéter que le voisin, le cousin, le frère, est peut-être le monstre.

### Forces macabres

Les psychanalystes vont avoir du boulot !, résume un observateur. En effet, ils apparaissent dans cette histoire davantage à leur place que les juges ou les graphologues. Une course-poursuite, entre deux cousins germains, Bernard et Jean-Marie. Depuis qu'ils ont atteint l'âge d'homme, depuis que Bernard a couronné en vain la femme de Jean-Marie, Bernard s'efforce à rattraper Jean-Marie. Jean-Marie se fait construire une orgueilleuse villa avec « poutres apparentes » au sommet d'une colline qui domine Lépages. Bernard, sur une colline qui surplombe Aumontzey, se fait aussi construire une maison.

A la suite de son front, Jean-Marie devient « chef », surveillant de chaîne à l'usine Autopoussin. Bernard, en septembre dernier, est à son tour nommé chef d'une équipe de nuit à la filature Ancel. Mais il est un domaine où Bernard ne rattrape jamais Jean-Marie. Ce domaine est le père d'un petit garçon riche et épiqué, Gregory, qu'un surnomme Titi. Bernard a aussi un fils, Sébastien, né à dix jours d'intervalle. Il l'appelle également Titi. Mais Titi-Sébastien est handicapé hydrocéphale.

Bernard, père malheureux, s'est-il mué lentement en un meurtrier pervers ? Peu après la mort de son propre père, en 1981, a-t-il com-

me campagne d'affiches pour sensibiliser les lycéens aux maladies vénériennes. — L'union départementale des sociétés mutualistes (UDSM) de la Côte-d'Or organise, dans les établissements scolaires de la région dijonnaise, une campagne d'affiches pour sensibiliser les élèves aux dangers des maladies sexuellement transmissibles (MST). Deux affiches, à une semaine d'intervalle, expliquant les risques de contamination, de stérilité et d'infections sont prévues pour mettre en garde les lycéens contre ces maladies qui entraînent, plus d'un million de personnes en France chaque année.

Trois morts et six blessés dans l'accident d'un minibus scolaire. — Trois adolescents, âgés de quinze à dix-neuf ans, ont été tués et six enfants de sept à douze ans gravement blessés, lundi 5 novembre, dans un accident de la circulation sur la RN 4 à Nant-le-Petit (Meuse). Les enfants rejoignaient, après une promenade en forêt, le centre éducatif Montplon, où ils étaient placés par la DDASS, à bord d'un minibus scolaire qui, après avoir brusquement freiné sous la pluie, a heurté un camion.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Bani - 75008 Paris

menacé à multiplier lettres et appels anonymes, d'abord à Jean-Marie, le rival, le père comblé, puis à toute la parenté ? L'ouvrier de la filature, le bon gros garçon terrible, esquiné de ses voisins, a-t-il tenté d'engluver le clan tout entier dans une toile d'araignée, dans les insultes anonymes, de vagues menaces, des farces macabres ? A Jean-Marie : « Tu viens de tapisser des chambres en bleu, je le sais » ou « Le vieux s'est pendu dans la grange, allez vite voir ». En fond sonore de ces interventions, un disque des Charcos que les gendarmes ont saisi chez lui. « Chef, un petit verre, on a soif ». Parfois, un quart d'heure durant il se contentait de respirer. « Tu as peur, hein ? » Un jour, au beau milieu d'une fête familiale, est-ce encore lui qui fit livrer un cerceau tout neuf chez son oncle ? Machiavélique, a-t-il tenté de tirer parti de la brouille qui oppose Jean-Marie à son demi-frère Jacky, en s'efforçant dans ses appels de « réhabiliter » Jacky ?

Peu après l'assassinat, Jean-Marie, carabine au poing, s'est précipité chez son demi-frère. Larocche, lui, est inoccupable. Parent et confident irréprochable, il recueille les plaintes des victimes du « corbeau » conseiller, console. « Assurément, un brave garçon » convient Aumontzey. Mais les relations à l'intérieur du clan sont empoisonnées. Ils doivent tous changer de téléphone et se faire inscrire sur la liste rouge.

Peu à peu, pour se venger, tout le monde se met à téléphoner à tout le monde. Les gendarmes découvrent, effarés, que chacun des membres de la tribu recompose l'auteur d'un meurtre un appel anonyme. « Sept cents, au total, en trois ans » a recensé la grand-mère. Ce n'est plus une famille, c'est un club d'insultes par correspondance. « Ton Titi, je le tuerais », a menacé plusieurs fois le « corbeau ».

Pourquoi le 16 octobre, Larocche aurait-il décidé de passer à l'acte ? Sa belle-sœur Marielle Boile, quinze ans, a raconté, lundi, cette journée par le menu au juge d'instruction. Larocche serait donc venu la chercher, vers 16 h 30, à la sortie du collège. L'homme et la jeune fille se connaissent bien : il arrive souvent à Marielle de garder le petit Sébastien. Justement, l'enfant se trouve aussi dans la voiture. Bernard et sa belle-sœur seraient partis directement chercher Gregory, qui joue au bac à sable devant chez lui à Lépages ; ils le font embarquer dans la voiture. Le petit garçon, reconnaissant son camarade de jeu, serait monté sans méfiance. Bernard aurait alors posté la lettre qui l'a confondue : « Te voilà content avec ton pognon, ton fils est mort, je me suis vengé ».

Puis, la voiture ayant toujours à son bord les deux enfants, l'adolescent et l'assassin présumé, se dirige vers le village de Doleilles. Selon la jeune fille, Bernard et Gregory se seraient éloignés de la voiture. Bernard revenant seul après quelques minutes. On connaît la suite. Quelques heures plus tard, le corps de Gregory sera retrouvé dans la rivière, entravé par des nœuds de tisserand, assez lâches pour lui permettre de bouger, le bonnet rabattu sur la tête. L'autopsie ne décollera sur son visage aucune trace de rictus. Le petit garçon, à aucun moment, n'a eu peur.

L'instruction devra s'attacher à préciser le rôle de Marielle. Pourquoi ne s'est-elle résolue à parler que trois semaines après le début de l'enquête ? Entendue, une première fois, il y a quelques jours, elle avait fourni un faux témoignage, prétendant avoir vu Bernard chez lui à l'heure du crime, à sa descente du car scolaire. C'est ce témoignage qui

avait permis d'innocenter l'inculpé d'aujourd'hui, alors confondu par les expertises graphologiques. Après une journée de garde à vue, le 1<sup>er</sup> novembre, les enquêteurs avaient dû le relâcher.

Larocche, entre ces deux interrogatoires, n'a rien tenté pour s'enfuir : « mais je serais bien incapable de tuer un enfant », répétait-il aux journalistes, montrant ses mains de bûcheron. « Il reste dans le champ de l'enquête », précisait, en écho, les gendarmes à qui voulait les entendre. On ne devait attendre que quelques jours. Des témoignages devaient vite établir que Marielle ne se trouvait pas dans le car scolaire au moment du crime. Lundi soir, l'adolescente racontait tout.

Trois hommes ont eu, ce soir-là, bien du mal à avoir la jubilation discrète. Ce sont le capitaine Sennat, le commandant Chaillan et l'adjudant Lamirand, les trois gendarmes qui ont mené l'enquête. A-t-on assez raillé leurs maladresses, les pièces à conviction oubliées, les empreintes effacées, et, tout au long de l'enquête, un certain triomphalisme hors de propos ? A-t-on assez agité le spectre du dessaisissement au profit de la police ? S'est-on assez moqué d'eux, dégringolant de branche en branche du labyrinthe généalogique des Villemén, perdus dans le labyrinthe des rumeurs, des rancœurs, des jalousies et des soupçons familiaux ? Pour l'heure, ils avouent leur revanche.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## AU TRIBUNAL DE REIMS Canular idéologique

De notre envoyé spécial

Reims. — A la chambre correctionnelle du tribunal de Reims, M. Deltail est un président traditionnel. Dans cette affaire d'usage de faux en écritures publiques et d'immixtion sans titre dans une fonction publique qui, par sa nature, sortait de l'ordinaire, l'idéologie en ayant été le seul mobile, il se sentait peu enclin à écouter les raisons de ces trois jeunes gens libertaires et écologistes. Il n'attendait, lui, retenu que leurs aveux. Car tout était reconnu.

En novembre et décembre 1982, Catherine Guseo, Christian Drouot et Pascal Ruffier avaient, bel et bien, adressé à des habitants de Reims des convocations en bonne et due forme les invitant à se rendre au commissariat pour y être fichés et photographiés dans le cadre du fichier général de la population entretenu par la police nationale depuis plusieurs années.

Mais pourquoi ce singulier canular ? Pas pour s'amuser, évidemment, mais pour montrer combien, aux yeux de ceux qui l'organisaient, était inquiétante et dangereuse cette idée d'un fichier violences, attentats, terrorisme qui, à l'époque, était dans l'air. La preuve de ce danger n'était-elle pas, au reste, apportée par l'effet même du canular ? N'avait-on pas vu soudainement des Reims venir ainsi au commissariat sans se poser de questions. N'avait-on pas vu, aussi, l'ensemble dans la région de soupçons portés contre tel ou tel manifestant antinucléaire, notamment à Chozy dans les Ardennes, comme M. Vincent Leroy, cité comme témoin par les prévenus ?

M. Leroy a raconté son aventure. Alors qu'il lui arriva, en sa qualité de représentant du mouvement d'être l'interlocuteur des autorités locales lors des plus violentes manifestations, il lui suffit, en 1982, d'avoir fait, pendant ses vacances, un voyage en Inde pour qu'à son retour il découvre à l'aéroport de Roissy qu'il figurait sur une liste de personnes à contrôler. Voilà pourquoi, expliquant donc en substance les prévenus, nous avons fait ce que nous avons fait.

M. Deltail n'éprouvait qu'un médiocre intérêt à ces explications. Tout cela, disait-il, est bel et bien, mais vous nous racontez là des histoires qui n'ont pas

grand-chose à voir avec notre affaire. Supposons même que vous ayez telle ou telle conviction, ce ne vous autorise pas à vous immiscer dans une fonction publique.

« Mais, monsieur le Président, l'aspect politique est fondamental ».

— Alors, en somme, vous êtes heureux d'être ici aujourd'hui ?

« Il nous restait peu de moyens autres pour exprimer notre inquiétude ».

— Eh bien, le tribunal vous dit seulement que vous avez beaucoup de chance de vivre en France ».

### Exprimer l'inquiétude

Et un peu plus tard, en écoutant plaider M. Alain Fournier et M. Jocelyne Beyer qui, pour expliquer le geste, rappelaient le projet du fichier qui devait porter de deux mille à cent mille le nombre de personnes suspectes et l'avis favorable qu'y avait donné la commission nationale d'information et de liberté, M. Deltail ne put retenir une autre réflexion : ce problème des fichiers n'est pas de la compétence du tribunal, il est de celle du gouvernement français.

Substitut du procureur de la République, M. Jean Lassalle devait requérir des peines d'amende de 5 000 F. Pour lui aussi, « il existe d'autres moyens pour exprimer ses inquiétudes à l'endroit de l'information et des fichiers, et la preuve en est apportée par toutes les articles et toutes les émissions de radio ou de télévision dans lesquelles les oppositions peuvent s'exprimer ».

Finalement, le tribunal a estimé que 3 000 F d'amende suffiraient. Mais M. Deltail a tenu à ajouter à l'intention des condamnés : « Le délit existe bel et bien, quelles que soient vos motivations politico-idéologiques ». Catherine Guseo, Christian Drouot et Pascal Ruffier, et la dizaine d'amis qui les accompagnaient, n'avaient plus qu'à repartir un peu déconcertés d'avoir finalement trop attendu et espéré d'un procès qui, en fin de compte, les laissait bien soignés.

J.-M. THÉOLLEYRE.

### APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
- préparation aux examens universitaires
- cours spéciaux, vacances de Noël à Londres

RAYFAR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75008. Tél. 286-10-76

## ...ET ZIIP BERLITZ.



Pour apprendre une langue : immersion totale, leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

BOULOGNE: 80130, CHAMPS-ÉLYSÉES: 720410.  
LA DÉPENSE: 75306, NATION: 371134.  
OPÉRA: 721338, PANTHÉON:  
633.98.77, SAINT-LAZARE:  
522.22.23, SAINT-GERMAIN:  
EN-LA-NE: 973.75.00.  
VERSAILLES: 950.08.70.

Enthal: le nez d'orientation  
sans engagement de votre part.  
**BERLITZ**  
LE SYMBOLE DE CHAQUE LANGUE

## UN TRÈS BEAU ET TRÈS IMPORTANT TRAVAIL D'ETHNOGRAPHE.

Jean Cazeneuve  
de l'Institut  
Le Figaro.



## TÉLÉcopieur PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 337.21.32

Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne  
centre d'éducation permanente  
14, rue Cujas - 75230 Paris Cedex 05

CYCLE DE FORMATION A LA CONSOMMATION  
ET AU CONSUMÉRISME  
de Novembre 1984 à Juin 1985  
8 modules d'une semaine chacun, soit 280 Heures.  
Réservé aux Salariés d'Entreprise et aux Demandeurs d'emploi de niveau Bac + 2 ou 4 et (ou) expérience professionnelle.  
Contact : Madame BASTIDE 329.75.23 - 354.67.80

## FORMATION INFORMATIQUE

## INITIATION PERFECTIONNEMENT

Le programme d'Informatique Générale prépare les informaticiens ou non informaticiens à l'emploi des techniques d'aujourd'hui. Le programme d'Informatique Générale propose différents modules de formation selon votre degré de connaissance : par exemple découverte et programmation de micro-ordinateur, conduite de projet bureautique, constructions de réseaux locaux. Pour tout renseignement contactez : Bull Direction Formation France, Julien Hermondez - Bât. le Central, La Courneuve Mont d'Est - ZAC du Centre Urbain Régional - 93160 Noisy le Grand - Tél. (1) 304.98.55.





## JUSTICE

### EN CONGRÈS A AIX-EN-PROVENCE

#### Les avocats de gauche ne veulent pas être des « bœuf-oui-oui »

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Le Syndicat des avocats de France (SAF) veut rester un aiguillon pour le gouvernement. En matière judiciaire et de droits de l'homme, celui-ci a longtemps paru exemplaire. Mais, selon Me Alain Molla (Aix-en-Provence), « l'épreuve des responsabilités a inévitablement assombri l'image du pouvoir ». Devant certains dérapages, le SAF doit-il se montrer intransigeant ? Les trois cent cinquante avocats qui ont participé, à Aix-en-Provence, au XI<sup>e</sup> Congrès du syndicat, en ont débattu du 1<sup>er</sup> au 3 novembre, et leur réponse est nuancée : le SAF ne veut pas rompre avec le gouvernement, mais les mille cinq cents adhérents qui revendiquent son président, Me Frank Natali (Evry), se refusent à être des « bœuf-oui-oui ».

Ils l'ont fait savoir avec un certain agacement à M. Raymond Forni, président (socialiste) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, venu leur demander de choisir leur camp, c'est-à-dire celui de la majorité. L'intervention de M. Jean-Pierre Plantard, directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, n'a guère été mieux accueillie. Le SAF a condamné l'extrême, au mois de septembre, de trois Basques espagnols, et les congressistes ont assez mal pris que le représentant de M. Badinter justifie ce qu'ils considéraient comme injustifiable.

Avocats et de gauche, les militants du SAF ont dû avaler, ces derniers mois, beaucoup de couleuvres. Cela va du projet de budget du ministère de la justice qualifié par eux de « quasi dérisoire » au « relâchement des mesures relatives aux étrangers ».

Toutes les facettes de la politique judiciaire ont été passées au tamis au cours de ce congrès, qui avait pour thème : « Changer la justice ».

« Quelles pratiques professionnelles ? ». A côté de pépites comme l'abolition de la peine de mort et la disparition de la Cour de sûreté de

l'Etat, le SAF découvre, navré, des scories, tel l'« enlèvement » du projet de création de tribunaux de l'application des peines, projet adopté au cours de l'été 1983 par le conseil des ministres. Ce projet vise à transférer à des magistrats du siège la décision d'accorder aux détenus les permissions de sortir et les libérations conditionnelles. Certaines de ces libérations le sont actuellement par la chancellerie seule.

La création de ces nouveaux tribunaux supposerait l'embauche de nombreux magistrats. Mais ce projet a également été mal accueilli à droite, et le SAF soupçonne le gouvernement de céder « au ravage de l'idéologie sécuritaire ».

Ni « bœuf-oui-oui », ni « godillots », les militants du SAF s'entendent pas pour autant faire preuve d'« irresponsabilité ». On perçoit chez eux, à l'égard du gouvernement, ce que Me Molla a appelé une « reconnaissance pour l'acquis ». Malgré de fortes tentations d'épouser certaines causes extrêmes, tentations qui se sont manifestées lors de votes serrés, les congressistes ont repoussé une motion sur le Pays basque et une autre sur la Corse, inspirées par les thèses nationalistes les plus intransigeantes.

Le SAF, par exemple, exige l'arrêt des poursuites engagées à Bastia à l'encontre de M. Marie-Hélène Mattéi, qui, à la sortie d'une audience, a accusé les magistrats de rendre des décisions politiques. Mais, à la différence de sa version initiale, la motion adoptée ne fait plus référence à la « censure » de soirées culturelles ni à « l'exhumation » de lois désuètes en Corse. M. Forni et, avec lui, le gouvernement socialiste ne peuvent sans doute espérer faire rentrer le SAF dans leurs rangs, mais de leur point de vue, les dégâts sont limités.

BERTRAND LE GENDRE.  
\* Syndicat des avocats de France, 21 bis, rue Victor-Massé, 75009 Paris, Tél. : 262-01-26.

## SCIENCES

### UNE PREMIÈRE SPATIALE

#### La navette Discovery doit capturer et ramener deux satellites

Pour sa deuxième mission, la navette américaine Discovery quittera en principe le centre spatial Kennedy mercredi 7 novembre à 13 h 18 (heure française) avec deux satellites de télécommunications à bord. Elle y reviendra jeudi 15 novembre à 12 h 57, avec toujours deux satellites de télécommunications à bord. Mais ce ne seront pas les mêmes : pour la première fois, des satellites inutilisables doivent être capturés en orbite et ramenés au sol pour réparation et réutilisation ultérieure.

C'est un pas supplémentaire par rapport à ce qui a été fait en avril dernier : le satellite Solar Max, destiné à l'étude des éruptions solaires, avait été — difficilement — capturé et réparé en orbite par deux astronautes qui changèrent des composants électroniques dont la panne interdisait au satellite de s'orienter vers le soleil (le Monde des 10, 11 et 13 avril).

#### Un marché d'occasions

Les cinq membres de l'équipage Discovery mettront en orbite, jeudi 8 novembre, un satellite canadien, Anik D-2, puis, vendredi 9, un satellite américain, Syncom 4-1. Le samedi 10 novembre, ils tenteront de capturer le satellite indonésien Palapa B-2 et, deux jours plus tard, le satellite américain Westar-6. Ces deux satellites avaient été mis en orbite en février 1984 par la navette Challenger, mais les étapes de transfert (PAM-D) qui devaient les envoyer vers l'orbite géostationnaire étaient défectueuses : les satellites se retrouvent sur des orbites complètement inadéquates à leur mission. Considérés comme perdus, ils furent remboursés à leurs propriétaires par les compagnies d'assurances, qui en ont maintenant la propriété.

Ces compagnies devraient en partie récupérer leurs débours

(180 millions de dollars au total) s'il se confirme qu'après leur retour au sol les satellites pourront, sans grand frais supplémentaires, être remis à neuf et renvoyés plus tard en orbite. Neuf, les satellites coûtaient entre 35 et 40 millions de dollars ; le reste de l'assurance couvrait les frais de lancement et la perte de recettes que l'absence d'un satellite entraînerait pour l'exploitant téléphonique. La récupération de Westar-6 et de Palapa B-2 coûtera 5,5 millions de dollars aux assureurs, qui espèrent ensuite vendre les satellites. Ce serait la première transaction d'un nouveau marché : celui du satellite d'occasion.

Cinq astronautes seront à bord de Discovery pour cette mission. Le commandant de bord est Frederick Hauck, qui participa comme pilote à la deuxième mission de Challenger en juin 1983. Le pilote est David Walker, qui fait son premier vol. Les trois ingénieurs sont Joseph Allen, Anna Fischer et Dale Gardner. Anna Fischer a déjà volé en novembre 1982, lors de la cinquième mission de la navette Columbia. Dale Gardner est aussi un récidiviste : il participa en septembre 1983 à la troisième mission de Challenger. Pour Anna Fischer, c'est le baptême spatial : après Sally Ride et Kathryn Sullivan, elle va devenir la troisième Américaine de l'espace.

Si le largage d'un satellite est pour les astronautes une opération maintenant bien rodée, il n'en est pas de même de la saisie et de l'arrimage dans la soute d'un satellite, d'autant qu'il s'agit, dans le cas présent, d'engins de forme cylindrique qui tournent sur eux-mêmes. Pour la récupération de Palapa B2, Hauck et Walker devront amener Discovery à une dizaine de mètres du satellite.

Allen s'installera dans un des fauteuils propulsifs essayés en début d'année (le Monde daté 12-

13 février) et devra rejoindre le satellite, fixer sur celui-ci une sorte de grappin spécialement conçu, et utiliser son propre système propulsif pour stopper la rotation. Manœuvrant depuis l'intérieur de la navette le bras télémanipulateur, Anna Fischer pourra alors saisir Palapa B-2 et le ramener, ainsi qu'Allen, à l'intérieur de la soute où Gardner l'attendra pour l'arrimer, après en avoir détaché une grande antenne qui empêcherait la fermeture de la soute si elle restait en place. Le même processus sera mis en œuvre le lendemain pour Westar-6, à ceci près qu'Allen et Gardner permureront.

MAURICE ARVONNY.

## SPORTS

### CYCLISME

#### VALLET ET FRANK RÉCIDIVENT A GRENOBLE

Repris en main par un organisateur privé, Marc Brailion, qui dirige une société de travail temporaire apportant une aide financière au sport, et orchestrés par l'ancien champion de France Henry Anglade, les Six Jours de Grenoble se sont terminés, le 5 novembre, par le succès de l'équipe franco-danoise, Vallet-Frank, déjà victorieuse à Paris-Bercy au mois de février.

L'épreuve a obtenu un succès populaire encourageant, alors que le cyclisme sur piste tente péniblement de refaire surface. L'affiche, il est vrai, ne manquait pas de qualité. Elle réunissait notamment le recordman de l'heure Francesco Moser, Bondue, Gisiger, Clerc, Hofeditz et l'Australien Wiggins, considéré comme un des maîtres de la spécialité, qui ont donné une bonne réplique aux vainqueurs.

Ces séquences de sport-spectacle auxquelles s'est intéressé le ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Cabanis, ont été le dernier soir, ont, d'autre part, fourni à de jeunes routiers tels que Vincent Barreau, révélation du Tour de France, ou Charles Mottez, le lauréat du Tour de l'Avenir, l'occasion de se familiariser avec l'apprentissage du vélodrome.

Pour la circonstance, Grenoble innovait — une fois de plus — avec des Six Jours féminins. Dans cet exercice d'un genre nouveau, Jeanne Longo, associée à la championne du sprint Isabelle Gautheron, n'a laissé aucune chance à ses rivales.

J. A.

● **TENNIS : McEnroe vainqueur et suspendu.** — Après six rencontres, l'Américain John McEnroe et le Suédois Mats Wilander sont désormais à égalité, trois victoires chacun. Le numéro un mondial a, en effet, battu Wilander en trois manches (6-2, 3-6, 6-2), lors de la finale du tournoi de Stockholm le 5 novembre.

En raison de sa « conduite non sportive » au cours de la demi-finale contre le Suédois Anders Jarryd, l'Américain s'est vu infliger une amende de 2100 dollars. Le total de ses amendes en douze mois dépassant 7500 dollars, il encourt automatiquement une suspension qui peut être de vingt et un jours s'il ne participe à aucune exhibition ou bien de quarante-deux jours, McEnroe a renoncé à faire appel. Dans tous les cas, il pourra participer à la finale de la Coupe Davis contre la Suède du 16 au 18 décembre à Göteborg.

● **AUTOMOBILISME : Gérard Toth succède à Gérard Larrousse chez Renault.** — Le remplaçant de Gérard Larrousse, qui est passé chez Ligier, à la direction de la compétition et de Renault-Sport à la Régie est, depuis le 5 novembre, Gérard Toth, un ingénieur de l'Ecole de physique et de chimie de Paris, âgé de quarante-trois ans.

[Entré à la Régie Renault le 13 septembre 1976 en tant que directeur à la Société d'études et de réalisations industrielles (SERI), il est ensuite devenu, en 1980, assistant du directeur des recherches et développements automobiles, en 1981, assistant du directeur général adjoint technique automobile puis, en 1982, directeur de la qualité.]

## Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« Inde : mutinerie au unité ? »

## EN BREF

### Le porte-parole du Vatican nommé prêtre en Afrique

Cité du Vatican (AFP). — Le Père Romeo Panciroli, directeur de la salle de presse du Vatican depuis juin 1976, a été nommé, le 6 novembre, prêtre apostolique en Afrique et archevêque titulaire.

Le Père Panciroli représentera le Saint-Siège au Liberia et en Gambie. Il sera également délégué apostolique en Sierra-Leone et en Guinée.

### Emotion après deux nouveaux meurtres à Nice

Nice. — Le meurtre, dans la nuit de dimanche 4 à lundi 5 novembre à Nice, d'un pompier, M. Fabrice Mesnard, trente-cinq ans, père de cinq enfants, tué d'une balle dans la tête par des inconnus qui ont ramassé 347 francs dans le tiroir-caisse et celui, quelques heures plus tard, de la caissière du zoo de Saint-Jean-Cap-Ferrat, M<sup>lle</sup> Eliane Richard, trente-quatre ans, tuée d'une balle en plein cœur (un peu plus de 1 000 francs ont été dérobés), portent à quatre le nombre des crimes de sang ayant le vol pour mobile, commis en moins de trois mois dans les Alpes-Maritimes. Le 17 août dernier, un coiffeur de Saint-Laurent-du-Var, M. Bernard Soullard, quarante-cinq ans, avait été égorgé dans son salon pour une poignée de billets de 100 francs. Le 25 octobre, le livreur d'une boulangerie de la banlieue de Nice, M. Raymond Pariente, cinquante-sept ans, était tué de deux coups de fusil par un drogué qui avait emporté 180 francs.

Cette poussée de violence a suscité une très vive émotion dans la région où de nombreuses manifestations de soutien aux familles des victimes ont eu lieu. La chambre syndicale de la réparation automobile a demandé au préfet de police des Alpes-Maritimes, M. Coccardi, une entrevue pour obtenir de « véritables mesures de protection des stations-service » et M. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes, est aussi intervenu auprès de M. Joxe, ministre de l'intérieur, pour lui demander « quelles mesures il compte prendre pour lutter contre l'insécurité dans une région cosmopolite et astrale pour les délinquants et les caractériels ». — (Corresp.)

### UN LIVRE PLAIDOYER DU CAPITAIN BARRIL

Le capitaine Paul Barril vient de publier un ouvrage autobiographique, *Missions très spéciales*, aux Presses de la Cité (256 pages, 80 F.). L'ancien adjoint du chef d'escadron Christian Proustau à la tête du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), puis chef par intérim de ce même GIGN après la nomination de M. Proustau comme chargé de mission auprès de l'Elysée, s'y livre à un plaidoyer pro domo, accusant notamment la hiérarchie policière d'avoir cherché à briser sa carrière.

Mis en cause à propos des activités multiformes de la « cellule antiterroriste » mise en place à l'Elysée en 1982 autour de M. Proustau, et, en particulier, à propos de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes, en août 1982, le capitaine Barril est depuis mars en disponibilité pour cinq ans de la gendarmerie.

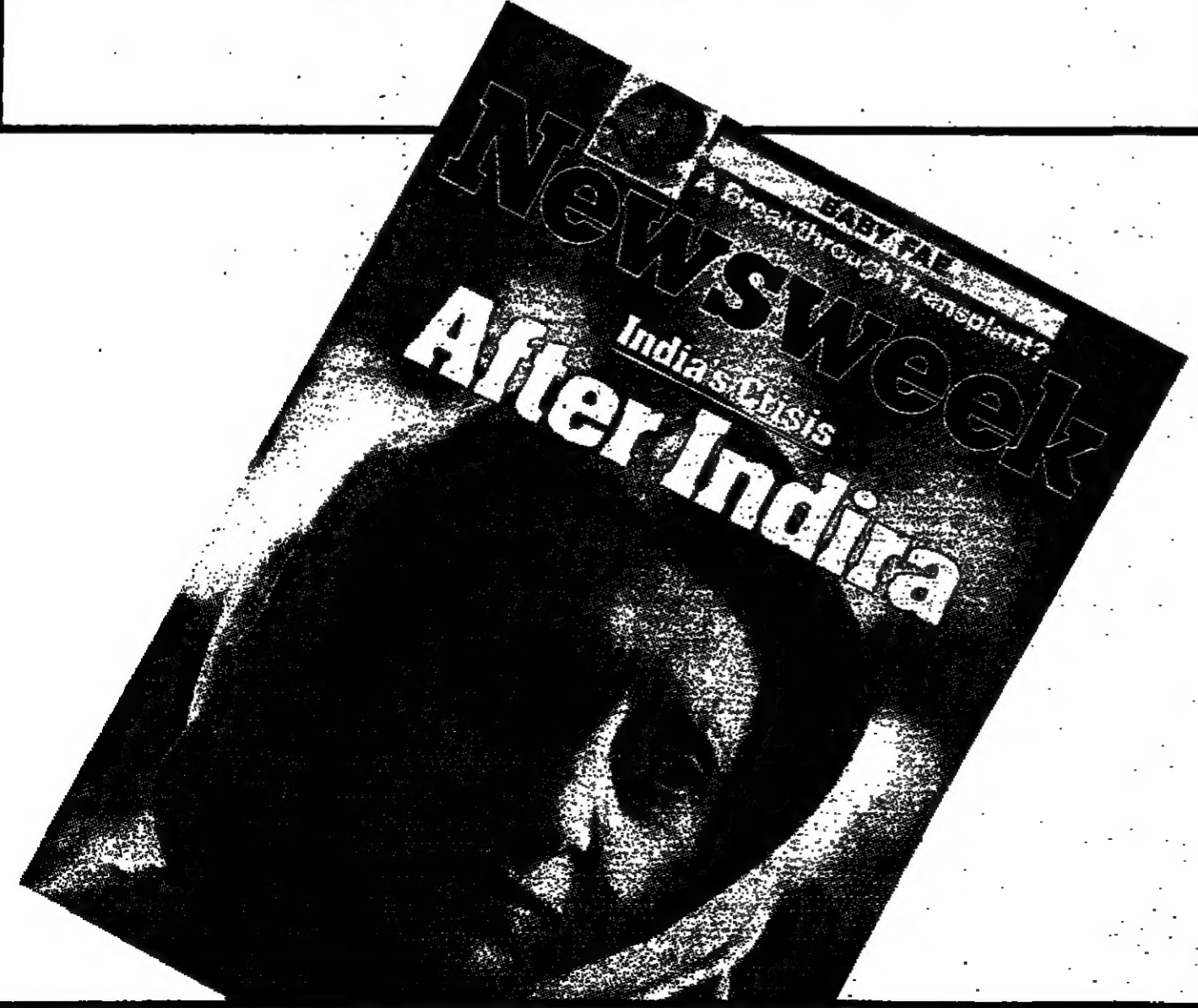
Sur la « bavure » irlandaise — qui a provoqué l'inculpation de deux gendarmes — le capitaine estime qu'elle était justifiée en tant qu'opération de police judiciaire préventive, mais il reconnaît que, d'un point de vue judiciaire, elle n'a pas évité les erreurs.

● **Le sabotage d'Alaccio est revendiqué.** — Une organisation, s'intitulant Groupe d'action corse du 1<sup>er</sup> novembre, inconnue jusqu'ici, a revendiqué, lundi 5 novembre, le sabotage commis jeudi dernier (le Monde du 3 novembre) contre un convoi exceptionnel destiné à EDF. Un rotor de 74 tonnes, prévu pour la centrale thermique du Vazio, a été précipité dans le port d'Alaccio. Dans un communiqué, ce groupe évoque « la mémoire des soldats corse et français tombés en Algérie, victimes du colonialisme », ainsi que « la mémoire des combattants algériens tombés pour la libération de leur patrie ». Pour authentifier son action, cette organisation a détaillé les trois sortes de bombes fumigènes utilisées au cours de cette opération. Deux descriptions sur trois correspondent aux constatations de la police.

Lisez

Le Monde DE L'ÉDUCATION

# INDIAN MUTINY OR UNITY?



Outside views. Inside information.



VARIÉTÉS

UN «OPÉRA CARTOON»

Diane Dufresne  
à des milliers d'enfants

Diane Dufresne, la Québécoise, propose son nouveau spectacle produit par Albert Kaski, à partir du mercredi 7 novembre au Cirque d'Hiver : un opéra cartoon de Luc Plamondon et Angelo Finelli où elle interprète en chansons l'histoire d'une roulotte qui tombe amoureux d'un rayon rose.

Diane Dufresne revient à la manière d'une étoile qui brille, se retire et réapparaît encore plus lumineuse. Elle est de nouveau sur une scène avec ses rêves et ses voyages, ses extravagances et sa liberté, son extraordinaire ébriété et sa joie de vivre, sa manière de rire sur elle-même et son besoin d'espace, de swing et de couleurs.

« Je fais mon métier à l'ancienne manière, dit Diane Dufresne. Je n'essaie pas de vendre des disques, de fabriquer des shows en série, j'ai vingt ans de carrière et je ne suis pas blasée. J'y crois encore. Je m'effrite, je me bats, je donne toute mon énergie sur scène, je provoque, je cherche à amener les gens où je veux, à faire éclater un désir. Participe, en jouant avec le public, j'arrive vraiment à toucher la fibre, une autre dimension... »

« Quand je prépare un spectacle, j'entre dans un nouvel univers. Et peu à peu je deviens schizophrène. Toutes mes cordes de sensibilité sont ébranlées. Même ma violence. Je suis fragile. Après une série de concerts, il me faut prendre l'avion et changer de climat. Je vais en Californie, au bord de la mer ou dans les bois, je deviens anonyme. Mais quitter le public, quand on le voit une fois tous les deux ans seulement, et un seul soir, c'est une peine douloureuse. C'est très douloureux. Je sais qu'il n'y a pas beaucoup de monde aujourd'hui dans le show-business, mais j'ai le public comme d'un être humain. Mais je considère les gens qui forment le public comme mes enfants. C'est mon côté maternel. Je n'ai pas eu le temps de faire des enfants. Les gens

m'aiment. Je les aime aussi et j'en prends soin. »

Diane Dufresne est née dans un quartier ouvrier de Montréal : « Je suis une fille de l'Est, et j'ai l'accent de la rue. Mon père a d'abord été agent d'assurances. Et puis il est devenu star dans son affaire : il est passé courtier. » A quinze ans, Diane Dufresne commence à travailler dans un hôpital pour pouvoir se payer des cours de chant et de diction, le soir : « Je chantais des chansons de Léo Ferré, de Charles Aznavour et de Gilbert Bécaud. » A dix-neuf ans, elle part pour Paris, étudie le chant chez Jean Lumière et l'art dramatique chez Françoise Rosay. Elle chante dans les clubs de la rue quai : l'Écluse de Jacob, le Port du salut et l'Écluse, avant de retourner au Québec.

En 1983, Diane Dufresne retrouve une partie de sa vraie nature dans une revue, les *Girls*, où elle improvise à corps perdu dans son rôle de star. Elle fait aussi la rencontre du musicien François Couineau, qui va lui donner une nouvelle orientation musicale. Elle découvre le rock, qui devient pour elle quelque chose de vital, comme son parler québécois. Et c'est dans la conjugaison de ces deux éléments qu'elle va trouver son identité de chanteuse.

Luc Plamondon et François Couineau écrivent pour Diane Dufresne un album et un spectacle : *Tiens toi bien l'arrivée*. D'autres revues suivront à Montréal et à Paris, où elle apparaît dans une pléiade de nuances et d'humour, où elle bouge, swingue, vocalise, « scote », évoque la Jodie Joplin, la Elvis Presley, la « première histoire d'amour ». Au Cirque d'Hiver, Diane Dufresne est seule. Avec ses musiciens, des lasers, le rayon rose et des chansons de Luc Plamondon écrites avec des mots simples, elle fait l'espérance, souligne la chanteuse. Pour que les gens puissent rêver. Plus tard, j'aimerais vieillir avec la nature, voir évoluer les arbres et les fleurs avec les changements de saison. Mais, pour l'instant, je veux encore « fighter ».

CLAUDE FLEUTER.

AU CENTRE POMPIDOU

« Télévision 84 », un forum d'images  
de sons et de conversations

La télévision va vite, on ne voit le plus souvent les émissions qu'une fois (Canal Plus vient de rompre la règle). Les feuilletons, les dramatiques, les documents historiques, les séries artistiques passent à l'écran comme passent les jours, aussi éphémères. La manifestation qui a lieu pour la cinquième fois cette année au Centre Pompidou permet de voir (ou de revoir) certaines productions, de prendre du recul et de dresser sinon « une sorte de bilan annuel » (comme il est dit un peu ambiguëment) dans la médiation des styles et des écritures.

« Télévision 84 », qui est organisé aussi par les trois chaînes, ainsi que par Intermedia, la SACEM et la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), propose cette année une sélection d'émissions regroupées par thème ou par genre. Pendant six jours, du 7 au 12 novembre, on pourra donc revoir

une soixantaine de documents projetés dans différentes salles, accompagnés d'un ou deux débats par jour avec des créateurs, des techniciens, des responsables et des journalistes.

« Au programme : mercredi 7, « L'histoire à la télévision », projections de 14 h à 20 h 30, débat à 21 h. Jeudi 8, « Images pour la télévision », avec un débat (14 h 30) sur la production et la programmation face à la réception des réseaux de diffusion, service public et entreprise privée, voie hertzienne, câble, satellite ; projections de 14 h à 22 h, débats sur des émissions d'antennes des stations régionales de FR3, suivies d'un débat (21 h) sur un cas de régionalisme.

Vendredi 9, « Le son à la télévision », débats à 15 h et 21 h.

Samedi 10, « Variétés », projections de 14 h à 21 h 30.

Dimanche 11, « Variétés », projections de 14 h à 21 h.

Lundi 12, « La télévision à la première personne », projections de 14 h à 21 h, débat à 21 h.

La culture à TF 1

BRAVOS, MAIS PAS BIS

Tout au début, on rendait-vous s'appelait « Pleins feux » et avait duré près de cinq années sur TF 1. Depuis plus d'un an, José Artur et Clément Gerbier avaient rebaptisé « Bravos » ce magazine des amoureux du spectacle et du théâtre, plus particulièrement peut-être parce qu'il recueillait des applaudissements toujours plus nombreux. « Bravos », en effet, avait son public d'habités. Plus de 8 % des téléspectateurs certains soirs s'étaient entendus le voir de José Artur et regarder les reportages nocturnes de Clément Gerbier. « Bravos » était le seul magazine du théâtre sur TF 1 et devenait, au fil du temps, un peu comme « Apostrophes », sur Antenne 2, un institut médiatique. « Bravos », apprend-on, disparaît et sera remplacé prochainement par un magazine pluriculturel (le Monde du 2 novembre). Le théâtre y trouvera-t-il son compte ?

MARC GIANNESINI.

PATRIMOINE

Péril en Tonnerrois

Le 8 novembre 1983, M. Léo Grégoire, député (PS) de l'Yonne, attirait à l'Assemblée nationale, l'attention du ministre délégué à la culture sur « l'état d'abandon dans lequel se trouve, depuis plusieurs années, le château de Maubuisson, situé sur la commune de Cruzille-Château (Yonne) ».

Construit vers 1570 et déjà décrit par J. Androuet du Cerceau comme un des « plus excellents bâtiments de France » (1576), classé monument historique en 1942, le château de Maubuisson-Tonnerrois, où l'influence italienne (et peut-être l'intervention directe de l'architecte Serlio) s'est remarquablement exprimée, menace ruine.

Le cas n'a rien, malheureusement, de bien original, sinon qu'un lieu de mettre sur la sellette une traditionnelle « incurie » de l'Etat et de l'administration, c'est la négligence du proprié-

CINÉMA

« LES YEUX, LA BOUCHE », de Marco Bellocchio

Le temps de la réconciliation

En 1985, un jeune acteur d'origine danoise, Lou Castel, débute, avec éclat, dans le premier long métrage d'un jeune réalisateur italien, Marco Bellocchio, alors âgé de vingt-six ans. Le film s'intitule *Les Yeux, la Bouche*. Contemporain de *Prima della rivoluzione* de Bertolucci, il exprime, avec une rage peu commune, une violence atroce, le désir intellectuel et moral d'un adolescent (frappé symboliquement d'épilepsie) contre sa famille. En détruisant celle-ci, Alessandro détruit l'ordre bourgeois, ouvrait une longue ère de contestation chez le réalisateur.

En 1982, Lou Castel a repensé dans *Les Yeux, la Bouche* (réalisé avant *Henri IV le roi fou*, présenté à Cannes cette année), le désir intellectuel et moral d'un adolescent sous la direction de Liliana Cavani, Damiani, Lizzani, Fassbinder, Chabrol, Tachella, Wenders, Moricelli, Benoit Jacquot et quelques autres... Lou Castel porte les cheveux longs, il a le visage et le corps un peu empâtés, mais il garde — ou retrouve — une présence fascinante, des gestes impétueux. Il s'appelle Giovanni. Acteur bohème, il rejoint sa famille, à la veille du Jour de l'an, pour les obsèques de son frère jumeau, Pippo. Celui-ci s'est suicidé.

Le contraste entre l'atmosphère de fête hivernale d'une ville industrielle du Nord et l'atmosphère de deuil d'un appartement bourgeois, c'est du Bellocchio pur. On éprouve

un malaise à voir Giovanni épier les siens derrière les vitres, avant d'entrer, puis secouer trémolamment le cadavre étendu dans le cercueil, comme s'il voulait le ramener à la vie. Emanuele Riva, mère génésiste, se plaint, assise sur son lit, l'oncle, Michel Piccoli, prend des airs désinvoltes et cyniques. Les autres membres de la famille ressemblent à tous ces êtres sur lesquels Bellocchio s'est souvent acharné. L'insupportable Giovanni va-t-elle déborder le rituel d'ordre qu'on essaie de maintenir ? Non, elle va le consolider, si bizarre que cela puisse paraître.

Après avoir réglé des comptes avec une débauche de plus en plus morbide (*Le Saut dans le vide*), Bellocchio, la quarantaine passée, tire le trait, sans doute final, du bien et introduit, dans une mise en scène toujours inventive, par ses changements de ton instantanés, les éléments d'une réconciliation avec le passé, son passé, ses révoltes et ses haines. Lou Castel lui sert de truchement puisque Giovanni, non sans surmena, d'ailleurs, entre l'ancienne attitude et la nouvelle, va s'efforcer de faire croire à sa mère que Pippo ne s'est pas donné la mort, ne s'est pas détaché d'elle. Pour se débarrasser de sa propre culpabilité, il accuse au vent, Vanda, la maîtresse de son jumeau. Encanta de celui-ci, cause de son suicide pour avoir refusé de s'engager par le mariage et la maternité, que cela puisse paraître.

cette fille d'émigrés sud-américains rombe. Elle appartient à un autre milieu, à une génération pour laquelle mai 68 et la démolition des valeurs bourgeoises n'ont pas de sens. Énergique, têtue, ironique à l'occasion, Angela Molina représente ardemment une force de vie, de liberté, de sexualité niant toute contrainte. Lorsqu'elle assiste à une projection du film *Les Flinges dans les poches*, la bouche commence à se boucher.

Ces Giovanni est bien l'acteur de ce film d'adultère, l'Alessandro qui suit sa mère aveugle. Et, à partir de là, dans la relation Lou Castel-Angela Molina, *Les Yeux, la Bouche* devient une œuvre où la réalité affective doit être assumée, où la tendresse doit triompher des hallucinations, du déchirement entre la mère d'aujourd'hui et l'homme de l'homme apportée par Vanda. Giovanni évoque sa carrière depuis le premier film de Lou Castel. Avec une surprenante intensité émotionnelle, Marco Bellocchio conduit ensuite les dernières hésitations de son personnage devant le choix à faire, vers un double renouveau, il a obtenu de tous ses interprètes un jeu étrange et magnétique. Depuis, *Henri IV*, d'après Frénaud, a été une œuvre assez incertaine. Et Bellocchio prépare une nouvelle adaptation du *Diable au corps*...

JACQUES SCLIER.

\* Sortie le 7 novembre.

AU TROISIÈME FESTIVAL DU FILM DE BASTIA

Violence et nostalgie

Le troisième Festival du film de Bastia, méditerranéenne, qui vient d'avoir lieu à Bastia, s'est achevé par le couronnement d'un long métrage grec : le *Prix de l'Amour*, de Tonia Markataki, (le Monde du 2 novembre).

Sur le cours Paoli, artère principale de Bastia, flottaient encore les gaz lacrymogènes et tremblaient les fumeroles des cocktails Molotov. Les cars de CRS étaient massés comme aux grands jours. Ce n'était pas le troisième Festival de cinéma, mais le troisième Festival de violence et de nostalgie. Et c'est dans la conjugaison de ces deux éléments qu'elle va trouver son identité de chanteuse.

En dépit du ciel estival, l'orage est dans l'air. Le réalisateur égyptien Raafat Mili menace de se retirer de la compétition si l'Israélien Yehuda Ne'eman ne s'en retire pas lui-même. Vieilles histoires de familles, de mariages, de trahisons, de meurtres, de malice, dans l'espérance, souligne la chanteuse. Pour que les gens puissent rêver. Plus tard, j'aimerais vieillir avec la nature, voir évoluer les arbres et les fleurs avec les changements de saison. Mais, pour l'instant, je veux encore « fighter ».

Entre une rétrospective de cinéma grec et un hommage à l'Italien Comencini, le Festival de Bastia présente deux films en compétition et une sélection hors compétition. « Le journal, dit-il », n'est pas un genre mais une pratique. Ensuite, il lui paraît étonnant de dire que cette pratique renvoie au miroir.

« Le je ne s'oppose pas au moi, il sert à s'inscrire en faux par rapport au soi du monde », estime Eric Marty. De son côté, l'écrivain Marceline Pignatelli note que la modernité fait s'inscrire la chronologie : « On prend en compte, dit-il, des événements historiques en les réactualisant. Tout devient contemporain, tout s'inscrit dans une écriture globale. »

Qu'est-ce que ce je qui écrit ? Comment le fait-il ? Pourquoi ? La sincérité existe-t-elle ? Le présent existe-t-il ? Qu'est-ce que cela signifie, quand les cinéastes retournent leur caméra vers eux-mêmes ? Dans l'esprit des organisateurs (Françoise Calvez, directrice du Centre de

l'argent au massacre des trafics. Le *Prix de l'Amour*, de Tonia Markataki, d'un catholicisme appuyé, situé dans la Corfou du début du siècle est le sombre mélodrame d'une honnête fille séduite et abandonnée, sous-tendue de revendications sociales. Bertolucci n'est pas loin, mais Bertolucci n'est pas là.

Le film le plus fort, le plus dense, sans doute le *Miroir* du Turc Erden Kiral : un paysan y oblige sa femme à recevoir l'homme qui la courtise, qu'il égorge et enterré dans leur cabane, sous la table du bœuf. Passe l'hiver, au bout duquel, par un silence qui s'aventure, la femme rejoint le mort qu'elle a fini par aimer. huis clos qui évoque un certain cinéma japonais, celui de l'île nue, par exemple ; le mélo, à travers des

images d'une somptuosité nouvelle, retrouve simplement le tragique universel.

Des couleurs plus tendres, pour finir avec l'humour italien de Pupi Avati dans *Una gita scolastica* (une excursion scolaire). Un professeur de lettres — dont on aimerait qu'il soit Woody Allen — et un professeur de dessin conduisent en 1914 leurs élèves de Bologne à Florence, à travers champs et forêts : itinéraire initiatique dont nul ne sort indemne.

Le Festival de Bastia est devenu l'événement majeur — et à peu près unique — de la vie culturelle en Corse, une notion efficace pour arracher l'île à la tentation du ghetto, et qui répond à un besoin réel : en témoigne le très vil succès de ces rencontres.

BERNARD RAFFALLI.

RENCONTRES DE VALENCE

La mise en scène de la première personne

Les Rencontres de Valence, en collaboration avec Dominique Pélissier, la littérature n'était occupée que comme « un point de vue impur, d'où l'on interroge le cinéma ». Elle s'est néanmoins taillée la part du lion au cours des tables rondes quotidiennes animées par des écrivains et des critiques.

Les cinéastes invités, Joseph Morder, Alain Tanner, Gérard Courant, Edgardo Cozarinsky, Pascal Kané, sont finalement restés un peu en marge. Pourtant, la programmation (une cinquantaine de films, courts ou longs métrages réalisés pour leur presque totalité après 1970) donnait naissance à bien des rapprochements. De la vision lyrique chez Coppola, *Apocalypse Now* à l'intimité sociétaire de Danielle Jaeggi (*Mon tout premier baiser*), de la dérision de Vincent Toledano (*Narcisse*) à la gravité de Wim Wenders (*Nick's Movie*), les spectateurs de la manifestation valentinoise ont pu faire l'expérience de la richesse du thème. De ses ambiguïtés, aussi.

Joseph Morder ou Jonas Mekas font basculer le privé dans le public (*La Maison de Pologne*, *Darling*, *Notes et sketches*) tandis que Cozarinsky (*La Guerre d'un seul homme*) se révèle intimement à travers des images et des textes qui ne lui appartiennent pas, apparemment extérieurs à lui.


« La sincérité n'est qu'un imaginaire au second degré », écrit Roland Barthes qui a été avec Godard la référence la plus constante. Cette phrase a servi d'exergue aux Rencontres de Valence. Elle peut aussi être le résumé et la conclusion.

MARTYSE VAYASSEUL.

**MAISON DE LA POÉSIE**  
101, rue Rambuteau 75001 Paris - Tél.: 236.27.53  
Ouvert tous les jours sauf dimanche de 12 h à 18 h

**ADONIS**

EXPOSITION  
du 5 novembre  
au 18 décembre  
SOIRÉES LITTÉRAIRES  
les 7, 14, 21 et 23 novembre à 20 h 30



Les grilles  
de Gérard Lauzier

La *Tête dans le sac* — le film suit de près l'album du même titre, mais les scènes érotiques ont été éliminées, la fin est différente. Gérard Lauzier découpe ses bandes dessinées comme des séquences. Il se sert maintenant du cinéma pour les animer. Quelques mouvements d'appareil n'ajoutent rien à sa technique du récit en dessin.

Mais surtout — on l'avait déjà constaté avec *Prix ou* — les personnages de Lauzier perdent, en passant à l'écran, le trait dur, cruel, qui les rend tous dérisoires ou antipathiques. Ici, Mariae Berenson, Jacques François et Riton Liebman sont les seuls à retrouver le réalisme typé de leurs modèles. Lauzier réalise une fois les grilles de Lauzier dessinées.

La crise de la cinquantaine chez un patron de publicité, arrogant macho détrempé par le fils d'un copain et grisé par une fille créant dans un monde louche, est transformée en vague comédie de mœurs dont les gags relèvent du boulevard, avec caricature conventionnelle de spécimens bourgeois et d'homosexuels des deux sexes. Physiquement, Guy Marchand n'est pas Jean (rebatte Roman). Trop bon comédien pour rater sa partie, il arrive, pourtant, à nous amuser et à nous plonger dans son côté.

J. S.

\* Voir les films nouveaux.

Rock synthétique  
de Mike Oldfield

Salle comble et enthousiasme à Berry, lundi 5 novembre, pour Mike Oldfield, venu offrir une suite harmonieuse de climats, de mélodies simples, claires, interprétées avec dynamisme et un peu de clownerie.

Le triomphe de Mike Oldfield a coïncidé avec l'arrivée sur le marché du show business de la marque Virgin : *Tubular Bells*, un des succès les plus remarquables de l'histoire du rock, est le premier album paru sous ce nouveau label. *Tubular Bells* est joué pour la première fois au London Elizabeth Hall en juillet 1973, avec Kevin Ayers, Nick Taylor, les musiciens de Gong et Henry Cow. Un extrait de l'album sera utilisé par le film *L'Exorciste*.

Viendront ensuite d'autres succès commerciaux incontestables, comme *Hergest Ridge*, *Race* et *Onemadness*. Deux années de retraite et de méditation rendront plus spectaculaire encore un retour comme une explosion avec *Exposed*, interprété durant une tournée européenne par quarante-six musiciens, comprenant un corps rock, une section de cordes et de vents classique et un chœur. Ces nouvelles prestations donnent à Oldfield le goût de la scène, tandis qu'il fabrique de plus en plus de *hit single*, de titres qui grimpent aussitôt au sommet des hit-parades européennes.

Mike Oldfield s'entoure d'une équipe neuve (Simon Phillips à la batterie, Phil Spalding aux guitares, Mickey Simmonds aux claviers, Harold Zischneider au computer, Maggie Reilly et Barry Palmer aux voix) et entreprend cette tournée où tout est soigné, techniquement parfait, brillant même et un peu trop synthétique.

G. F.

\* Le 7 à Toulouse (complexe Compagny-Casarelli) ; le 8 à Bordeaux (la piscine de Mèdoc) ; le 9 à Clermont-Ferrand (maison des sports) ; le 10 à Strasbourg (hall Rhema).

Jean Fléchet

Le cinéaste occitan

Deux films assez différents, *Histoire d'Adrien* et *Le Trac*, ont évoqué ces dernières années, de manière très personnelle, le monde paysan français. *Le Trac* suit un itinéraire individuel, *Histoire d'Adrien* fait revivre une France, sa crise, au moment critique où la campagne commence à se dépeupler au profit de la ville.

Un jeune homme quitte son village pour se faire moniteur d'ours. Jean Fléchet, spécialiste du cinéma occitan, fait revivre à coups de belles images des paysans dignes de Millet, qui parlent un patois méridional très châli. Univers de rêve, joli, gentil, insouciant, incolore.

Objet de curiosité plus qu'étude d'une société encore soudeuse par ses valeurs, *Le Moniteur d'ours* dépote d'ailleurs plus qu'un espoir d'un grand film « régional », à danner le pion aux « Monteurs » de la ville, et d'abord de la capitale, auxquels il est fait allusion au cours du récit.

L. M.

\* Voir les exclusivités.







# SPECTACLES

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHARLOT (704-24-24)**  
15 h : Nous voulons les colonels, de M. Monicelli ; 19 h : Film réalisé par les étudiants de l'IDHEC ; 21 h : Hommage à Fritz Lang ; Métropole, 14 (320-89-52).

### Les exclusivités

**A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.a.)** : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

**BEAUBOURG (778-35-57)**  
Fidélité

**LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.a.)** : Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### BOUFFES PARISIENS

**la salle à manger**  
Comédie de A.R. GURNEY  
RÉALISÉ PAR BARILLET ET GREDY  
"Constantin, drôle, fascinant d'habileté scénique..."  
Guy Dumur LE NOUVEAU OBS  
"Spectacle bien fichu, qui pousse de jeunes comédiens..."  
Gilles Costes LE MATIN  
"Le succès devrait être au bout..."  
Pierre Marchetti LE FIGARO  
"Le jeu du divertissement, le bonheur de mouvement et des jeux... Le follement des thèmes et des personnages, c'est le théâtre même : l'aimable 'la salle à manger'..."  
Jean Poirot LE FIGARO  
"Une suite à manger où l'on ne traite pas, un repas qui ne reste pas sur l'estomac ! Une bonne adresse..."  
Dominique Janiet  
LE QUOTIDIEN DE PARIS

**l'Assiette au Boeuf**  
38,90 F et 48,90 F s.n.c.  
PARIS - 12<sup>e</sup> : Champs-Élysées (8)  
- Place St-Germain-des-Près (6)  
- 20, bd Montmartre (9)

### Connaissance du monde

**AFGHANISTAN ET DAÛOUDHUI**  
Récit et film d'Emmanuel BIRAQUET et Michel MONTESINOS  
HIER : Les images captivantes d'une expédition dans l'Afghanistan traditionnelle - Kaboul - Herat - Cavalier des steppes - La vie des nomades nomades.  
AUJOURD'HUI : Un témoignage bouleversant tourné dans le pays de tous les dangers avec les résistants.

**CINÉMA INTERNATIONAL CORPORATION**  
invite les lecteurs du Monde  
à une projection exceptionnelle  
en avant-première du film

**LES RUES DE FEU**  
Streets of Fire  
de Walter Hill  
avec MICHAEL PARE - DIANE LANE  
RICK MORANIS - AMY MADIGAN  
Musique de Ry COODER

Le mardi 13 novembre 1984, à 20 h 30,  
au cinéma GAUMONT-AMBASSADE  
50, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris.

Les invitations seront envoyées au fur  
et à mesure de la réception des demandes,  
dans la mesure des places disponibles

Invitation pour : 1 personne (\*)  
2 personnes

Retourner au Monde  
J.-F. Couvreur, 5, rue des Italiens  
75427 Paris CEDEX 09

accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE non timbrée  
à vos nom et adresse

(\*) Rayer la mention inutile.

### HISTOIRE D'UN NOIR (Fr.)

Arcaïde, 2 (233-54-58).  
HOLLYWOOD VIDEOS (A. v.a.) :  
Quintette, 5 (633-79-38).

### HOTEL NEW HAMPSHIRE (A. v.a.)

UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Espace  
Gablé, 14 (327-95-24).

### IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE

(A. v.a.) : Cluny Écoles, 5 (154-  
20-12) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

### INDIANA JONES ET LE TEMPLE

MAUDUIT (A. v.a.) : Cluny Écoles, 5 (154-  
20-12) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

### JOURNAL INTIME (Hongrois, v.a.)

Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77).

### JOYEUX PAQUETS (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LE JEU DE LA CHAÎNE (Fr.)

UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Espace  
Gablé, 14 (327-95-24).

### LE MEILLEUR DES MONDIAUX (Fr.)

UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Espace  
Gablé, 14 (327-95-24).

### LE MOUVEMENT DE LA VIE (A. v.a.)

UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Espace  
Gablé, 14 (327-95-24).

### LE NOUVEAU MONDE (Fr.)

UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Espace  
Gablé, 14 (327-95-24).

### LES FILMS NOUVEAUX

AMATEUR, film américain de Miles  
Forman, V.O./Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### AMATEUR VOLONTAIRES, film

soviétique de Sergueï Mikhaïlov,  
V.O./Cinéma, 6 (544-28-80).

### AVE MARIA, film français de Jacques

Richard, Forum Orient, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LA TÊTE DANS LE SAC, film français

de Gérard Lanchet, Forum, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LOCAL HERO (Brit. v.a.)

14 Juillet-  
Parma, 6 (326-58-00).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.i.)

Boîte à films, 17 (822-44-21).

### MARCHE À L'OMBRE (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LE MONTEUR D'OURS (Fr.)

Le  
Lafite, 4 (278-47-86).

### POLICE ACADEMY (A. v.a.)

George V, 8 (563-44-66) ; V.I. Fran-  
cois, 9 (770-33-88) ; Gablé Roche-  
chouart, 9 (878-81-77).

### PRENUM CARMEN (Fr.)

Grand  
Pavé, 15 (554-46-65).

### LES RIPOUX (Fr.)

Forum Orient  
Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26) ; Rex, 2 (236-  
83-93) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; UGC  
Danton, 6 (223-10-30) ; Cluny Écoles, 5 (154-  
20-12) ; UGC Montparnasse, 6 (329-  
54-84) ; UGC Biarritz, 8 (723-  
66-23) ; Colisée, 9 (359-36-14) ; UGC  
Normandie, 8 (563-16-16) ; UGC Boule-  
vard, 9 (574-95-40) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (336-  
23-44) ; Mistrall, 14<sup>e</sup> (327-52-37) ; Gaumont  
Convention, 15<sup>e</sup> (828-42-27) ; Muret, 16<sup>e</sup> (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (522-46-01) ; Gambetta, 20<sup>e</sup> (636-10-96).

### SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.)

Gaumont Halles, 1<sup>er</sup> (271-52-36) ; Saint-Germain  
Studio, 5<sup>e</sup> (633-63-20) ; Elysées-Lacordaire, 8<sup>e</sup> (359-36-14) ; Lumière, 9<sup>e</sup> (246-49-07) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### LES NUITS DE LA PLEINE LUNE

(Fr.) : 7<sup>e</sup> Art Beaubourg, 7 (278-34-15) ;  
Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-36-14) ; Parisien, 14<sup>e</sup> (328-83-11).

### PARIS, TEXAS (A. v.a.)

Movies 1<sup>er</sup> (260-43-99) ; Cluny Écoles, 5 (154-  
20-12) ; UGC Montparnasse, 6 (329-54-84) ; UGC Biarritz, 8 (723-66-23) ; Colisée, 9 (359-36-14) ; UGC Normandie, 8 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (336-23-44) ; Mistrall, 14<sup>e</sup> (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (828-42-27) ; Muret, 16<sup>e</sup> (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (522-46-01) ; Gambetta, 20<sup>e</sup> (636-10-96).

### LA TRICHE (Fr.)

Cinéma



# SPECTACLES

## Les grandes reprises

**ALIEN** (A. v.a.) : Châtaignier Victoria, 11\* (508-24-14); République Cinéma, 11\* (303-51-34); Éclipse Gaby, 10\* (327-95-94).

**ALICE DANS LES VILLES** (A.L. v.a.) : 14 Juillet Paroisse, 6 (326-18-00).

**L'AMI AMÉRICAIN** (A.L. v.a.) : Reliz Quartier Latin, 5\* (326-84-63); Action Christine Bie, 6 (329-11-30); Marbous, 9 (501-94-55); Action La Fayette, 9 (329-79-89).

**L'ARNAQUE** (A. v.a.) : Bette à films, 17\* (622-44-21).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.f.) : Napoléon, 17\* (622-43-53).

**L'ASCENSEUR** (A. v.f.) : Arcades, 2 (233-54-58).

**AU FIL DU TEMPS** (A.L. v.a.) : 14 Juillet Racine, 6 (326-18-68).

**L'AURORA** : Logos, 5\* (354-42-34).

**LES AVENTURIERS DE LA BANCHE PERDUE** (A. v.f.) : Capit, 2\* (308-11-69).

**BARBEROUSSE** (Jap. v.a.) : Saint-Lambert, 15\* (332-91-68).

**BARRY LYNDON** (Angl. v.a.) : Grand Paroisse, 15\* (554-46-53); Bette à films, 17\* (622-44-21).

**BUQUEFARRE** (Fr.) : Olympia Estropt, 14\* (544-43-14).

**BLADE RUNNER** (A. v.a.) : Studio Galande, 9 (354-72-71).

**BLANCHE-NEIGE** (A. v.f.) : Napoléon, 17\* (622-43-53).

**LE CRATÈRE QUI VENAIT DE L'ESPACE** (A. v.f.) : Napoléon, 17\* (622-43-53).

**LES CHAUSSURES ROUGES** (A. v.a.) : Balaie, 9 (501-10-60).

**CE FLAUSSE QU'ON DIT CHARNEL** (A. v.a.) : Champ, 5\* (354-51-60).

**LA CINQUIÈME COLONNE** (A. v.a.) : Action Christine Bie, 6 (329-11-30).

**LA CORDE** (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 14\* (233-42-36); Reliz Média, 9 (513-25-97); Action Christine, 6 (329-11-30); Éclipse Gaby, 10\* (327-95-94); George-V, 8\* (562-41-46); Action La Fayette, 9 (329-79-89); 14 Juillet Racine, 6 (326-18-68); Persistance, 14\* (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (575-79-79); V.F. Paramount Marivaux, 2\* (296-80-40); UGC Opéra, 2\* (374-92-50); Montparnasse Public, 14\* (320-12-06).

**LE CRI** (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7\* (783-64-66).

**LES DAMNÉS** (R. v.a.) : Champ, 5\* (354-51-60).

**DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'IMAGE** (Fr.) : Grand Paroisse, 15\* (554-46-53).

**DÉLIVRANCE** (A. v.a.) : Bette à films, 17\* (622-44-21).

**LE DERNIER TANGO A PARIS** (R. v.a.) : Saint-Ambroise, 11\* (700-89-16).

**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Rou-A. v.f.) : Capit, 2\* (308-11-69).

**DON GIOVANNI** (R. v.a.) : Champ, 5\* (354-51-60).

**EMMANUELLE** (Fr.) : Paramount City Triomphe, 9 (562-45-76).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16\* (288-44-44).

**L'ENIGME DE KASPAR HAUSER** (A.L. v.a.) : St-Ambroise, 11\* (700-89-16).

**L'ÉTAT DES CHOSES** (A. v.a.) : St-Ambroise, 11\* (700-89-16).

**EXCALIBUR** (A. v.f.) : Opéra Night, 2\* (296-82-56).

**FAME** (A. v.a.) : André-Bazin, 13\* (337-74-39).

**LA FEMME FLAMÈRE** (A. v.a.) : Champ, 5\* (354-51-60).

**FARFELICH** (Fr.) : Olympia Estropt, 14\* (544-43-14).

**FRANKENSTEIN JUNIOR** (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7\* (783-64-66).

**GLORIA** (A. v.a.) : Saint-Lambert, 15\* (332-91-68).

**L'HOMME AU COMPLET BLANC** (A. v.a.) : Logos, 5\* (354-42-34).

**HOTEL DU NORD** (Fr.) : Studio Bertrand, 7\* (783-64-66).

**L'IMPOTANT C'EST D'AIMER** (Fr.) : Champ, 5\* (354-51-60).

**J'AI LE DROIT DE VIVRE** (A. v.a.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Olympia Marylin, 14\* (544-43-14).

**JÉSUS DE NAZARETH** (Fr.) : Grand Paroisse, 15\* (554-46-53).

**KAURA** (A. v.a.) : Action Christine Bie, 6 (329-11-30); Mac Mahon, 17\* (380-24-81).

**LAWRENCE D'ARABIE** (A. v.a.) : Ranelagh, 16\* (288-44-44).

**LIQUID SKY** (A. v.a.) : Cinépolis, 6\* (533-10-42).

**LA LÉGENDE DU GRAND JUDO** (Jap. v.a.) : République Cinéma, 11\* (303-51-33).

**LILI-MARLEEN** (A.L. v.a.) : Rivoli, 6\* (272-63-32).

**LA MAIN AU COLLET** (A. v.a.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).

**MALEVIT** (Fr.) : Rialto, 19\* (607-87-61).

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A. v.f.) : Napoléon, 17\* (622-43-53).

**METROPOLIS** (A.L.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-52); Calypso, 17\* (386-30-11).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.f.) : Capit, 2\* (308-11-69).

**LA MORT EN CE JARDIN** (Fr.) : Logos, 5\* (354-42-34).

**NORLÉSSÉ OBLIGE** (A. v.a.) : Nuages Étoilés, 14\* (544-43-14).

**NUAGES ÉTOILÉS** (Jap. v.a.) : Rialto, 19\* (607-87-61).

**LA NUIT DE VARENNES** (Fr.) : Cinéma Présent, 19\* (203-02-55).

**L'OMME D'UN DOUTE** (A. v.a.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A. v.a.) : Studio Galande, 9 (354-72-71).

**PARISIAL** (A.L. v.a.) : Calypso, 17\* (386-30-11).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.a.) : Châtaignier Victoria, 11\* (303-51-33).

**PINK FLOYD THE WALL** (A. v.a.) : Club de l'Étoile, 17\* (380-42-05).

**LA POURSUITE INFERNALE** (A. v.a.) : Compteur, 9 (325-78-37).

**RASHOMON** (Jap. v.a.) : St-Lambert, 15\* (332-91-68).

**RUE CASES NÈGRES** (Fr.) : Grand Paroisse, 15\* (554-46-53).

**RUSTY JAMES** (A. v.f.) : Paris-Lesclap, 19\* (606-44-98).

**SCUSCIA** (R. v.a.) : Reliz Quartier Latin, 5\* (326-84-63).

**SEPT ANS DE RÉFLEXION** (A. v.a.) : Action Éclat, 9 (325-72-07); Balaie, 9 (501-10-60).

**SUNSET BOULEVARD** (A. v.a.) : Temple, 3\* (272-94-56).

**SPARTACUS** (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 5\* (329-44-40).

**TAXI DRIVER** (A. v.a.) : Bette à films, 17\* (622-44-21).

**THE BLUES BROTHERS** (A. v.a.) : Épée de Bois, 5\* (337-57-47).

**THE ROSE** (A. v.a.) : Temple, 3\* (272-94-56).

**ZARIBOÏE POINT** (A. v.a.) : Épée de Bois, 5\* (337-57-47).

**YOYO** (Fr.) : Cinéma Présent, 19\* (203-02-55).

# RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 6 novembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.

21 h 35 Bravo.

Émission de José Aron et Clément Garbin. Le dernier numéro de ce magazine de l'actualité hebdomadaire, "Le Dindon, du Fydean, les Temps difficiles, d'E. Bourdet, Dom Juan, etc.

22 h 25 Présentation de la soirée spéciale "discussions américaines".

TF1 organise un débat spécial à l'occasion des élections aux États-Unis. L'émission sera ouverte de 0 h 40 à 9 heures le mercredi matin.

22 h 35 Cinéma : les Hommes du président.

Film américain d'A.J. Pakula (1976), avec D. Hoffman, R. Redford, J. Farrow, M. Sallman, H. Holbrook, J. Roberts (Rediffusion).

Deux journalistes du Washington Post mènent une enquête sur le complot de l'immense du Watergate et découvrent une affaire d'État. La reconstitution minutieuse de la vie d'un grand journal américain est plus forte que l'analyse politique des événements qui ont mené à la chute du président Nixon. Joué par des vedettes, les reporters sont devenus des héros hollywoodiens.

0 h 40 Élection américaine.

Série spéciale en direct du studio 1. Yves Mourou, Dominique Bromberger et Simon Serfaty accueillent M. John Mervin, ministre conseiller de l'ambassade américaine, William Schlegel, doyen de l'Université de Californie à Irvine. Des spécialistes des problèmes américains, dont Michel Freyche, Pierre Lellouche. En duplex, des studios de CBS à Washington, Gérard Solon-Paul raconte des inédits. D'autres duplex et des reportages sont prévus à Paris, où sont réunies des équipes de journalistes américains. Vers 4 heures du matin, estimation définitive des résultats et analyses avec les invités.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**Félicien MARCEAU**  
de l'Académie française  
**Creezy**  
roman  
GALLIMARD 1984

20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Race des sapeurs.

Film français de P. Grandjean (1973), avec A. Delon, S. Romy, J. Moreau, C. Rich, J.-M. Roy, L. Ségur (Rediffusion).

Un jeune député appartenant à un parti de gauche mène des intrigues pour obtenir un portefeuille ministériel. Il est gâté par sa liaison avec une cover-girl trop amoureuse. Dans cette libre adaptation d'un roman de Félicien Marceau, le conflit des sentiments et de l'ambition est esquissé. On s'adresse surtout à l'interprétation d'Alain Delon en jeu de la politique.

22 h Débat : Grandeur et servitude de la vie publique.

Goût du pouvoir, sincérité, vie publique et vie privée des hommes politiques. Quel rôle jouera sur eux le développement des médias ? Avec les journalistes Catherine Nay, Jean Fernel, Philippe Texon, René Andrieu, l'historien Pierre Miquel et le romancier Félicien Marceau.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Soirée les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Bossu.

Film français d'A. Hunebelle (1959), avec J. Marais, Bonville, S. Selman, F. Chammets, J. Le Poulain, P. Cambo (Rediffusion).

A Paris, sous la Régence, un bon jeu un curieux rôle dans la lutte d'un chevalier errant qui veut faire rendre sa mère et sa fortune à une héritière dépossédée par un gentilhomme avarice. L'imagination féodalesque de Paul Féval est réduite, ici, à des images et à une intrigue assez plates. Seul Jean Marais a du panache.

22 h 25 Journaux scientifiques : la biologie végétale.

22 h 50 Vidéo à la chaîne.

22 h 55 Musique.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 12, Paix de bois ; 18 h 40, Albert Camus ; 18 h 55, Dessin animé : Inspector Gadget ; 19 h, feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

**FRANCE-CULTURE**

20 h 30 Pour ainsi dire : les lettres d'Eliard et Gala.

21 h 30 Les chemins de la connaissance : l'homme de l'air.

21 h 30 Musique : Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; livre-parcours variés.

22 h 30 Naïfs magiques : qui c'est, Fano ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h 30 Concert : Don Quichotte, de R. Strauss ; Atmosphère, de Ligeti ; Taverne Boulba, de Janáček, par l'Orchestre national de France, dir. G. Kuhn, sol. H. Derrien, violoncelle.

23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

Mercredi 7 novembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

7 h 15 Matin de l'élection américaine (suite et fin).

Résumé, en direct de l'ambassade des États-Unis, puis rappel, vers 8 heures, des résultats avec M. Ewan Galt, ambassadeur des États-Unis à Paris ; réactions à Bonn et à Moscou. L'émission réunit une centaine d'invités, parmi lesquels M. Edith Cresson, Nicole Barchès, M. Jean-François Ponce, Jean-François Ponce, Alain Chavrier, Paul-Loup Sulistru et Guy Sorman. Elle se terminera vers 9 heures.

11 h 20 TF1 Vision plus.

11 h 30 La une chez vous.

12 h 30 La boutique à la mer.

12 h 30 Journal.

13 h 40 Vitamine.

14 h 25 Microdico.

16 h 50 C'est super : l'herpétole.

17 h 10 Hip-hop.

17 h 25 Jack spot.

17 h 30 Journal.

18 h 30 Des jouets par milliers.

18 h 10 Le village, dans les nuages.

18 h 30 Série : Dames avec moi.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Cocorico.

19 h 53 Tirage du Tao-tao.

20 h 30 Journal.

20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Série : Daïan.

21 h 25 Document : la Vieillesse du Népal.

Un reportage en compagnie de Freya Stark ; réal. Colla Lalic et S. Haycock.

Portraits d'une infatigable dame âgée de quatre-vingt-huit ans, qui voyage à dos de poney à 4 000 mètres d'altitude par 30°C dans les montagnes du Népal.

22 h 25 Branches musicales.

Un spécial Serge Gainsbourg, interviewé par F. Hardy, avec J. Dubron, A. Bashung, J. Birkin et J. Adieu.

23 h 5 Télé-foot : spécial Coupe d'Europe.

23 h 45 C'est à lire.

23 h 50 Cigognes.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 10 Journal et météo.

12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 45 Feuilleton : Les amours des années 80.

14 h 45 Dessins animés : Wario, Wario ; X-Cl.

14 h 15 Révis A 2.

18 h 50 Micro-Kid.

19 h 25 Les carnets de l'aventure.

19 h 30 Pétite 48.

Par J. J. Bachelard, Plantes Sixties, Tina Turner, Culture Club.

19 h 30 C'est la vie.

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

20 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h 30 Football : Metz-Dynamo de Orléans.

22 h 20 Magazine : Cinéma, cinéma.

De M. Bouff, A. Andrieu et C. Ventura.

Un hommage à François Truffaut ; le cinéma des années 70 ; le nouvelliste Franck Vestraire ; le chef-opérateur Henri Alekan ; filmé par René Ruiz ; un extrait du dialogue entre Fritz Lang et Jean-Luc Godard.

23 h 20 Journal.

23 h 35 Soirée les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.

17 h 15 Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 5 Les Jeux.

20 h 35 Rinc-parade Cadence 2.

Émission de Guy Lux et Lella Miles.

Avec Juliette Clerc entourée d'Henri Vilard, Christophe, Axel Bauer, Francis Cabrel.

22 h Journal.

22 h 20 Téléfilm : Dis, dis-moi que tu m'aimes.

D'Yves Barbra, avec Caroline Appère, Marion Game. Ce film qui peut bien faire courir Caroline ? De petites annonces en petites annonces, de cabaret téléphonique en terrasses de brasserie, Caroline, jeune fille de quinze

ans, a peut-être des rendez-vous mystérieux. C'est ce que pense Michel, un garçon de son âge.

23 h 10 Vidéo à la chaîne : Vidéo musée.

23 h 15 Prélude à la nuit.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 10, La fabuloserie ; 17 h 40, Le club des pacs ; 17 h 55, Les molécules (chaque molécule) ; 18 h, Les ados ; cours et voix ; 18 h 30, Vie régionale ; 18 h 55, Dessin animé : Inspector Gadget ; 19 h, Feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC ; Bernard Krief.

**FRANCE-CULTURE**

7 h 15 Le goût du jour.

8 h 15 Les enjeux internationaux.

8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans la gloire (et à 10 h 50 : cherchez la voix).

9 h 15 Mathématiques de la science et les hommes : problèmes cosmologiques.

10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h).

11 h 10 Le livre converti en la vie : « le Bon Gros Géant », de Roland Dabli.

11 h 30 Feuilleton : la San-Felice.

12 h 15 Panorama.

12 h 45 Avant-garde : ou en est Philippe Caubert, auteur-interprète de la « Danse du Diable ».

14 h 15 Un livre, des voix : « Pacific Palms », de Jack-Alain Léger.

14 h 30 Passage du temps, de T. Ferrucci, avec J.-F. Lyotard et F. Burchard (rediffusion de l'émission du 3 novembre).

15 h 30 Lettres ouvertes.

17 h 10 Le pays d'Ici : en direct de Seine-et-Marne.

17 h 15 Solfège : Agnès, à 18 h 15, Tire ta langue.

18 h 30 Perspectives scientifiques : la biologie végétale.

20 h 30 Musique mode d'emploi.

21 h 30 Les enfants de minuit, par Mildred Chary. Extrait avec l'écrivain, textes lus par René Faraud.

21 h 30 Histoires : Paléontologie, IV. Festival d'art sacré de Charleville-Mézières.

22 h 30 Naïfs magiques : qui c'est, Fano ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

## FRANCE-MUSIQUE

2 h 15 Les amis de France-Musique.

7 h 10 Actualité de disque : à 8 h 45, en fanfares.

9 h 15 Le matin des musiciens : « Capriccio » : Liszt et la musique représentative ; œuvres de Liszt, Janáček.

12 h 15 Concert : les organes historiques du Nord : œuvres de Greville, Le Roy, Fidorouze, Françoise, Balbastre, Cherubini, Mozart... par André Boix.

13 h 32 Les chants de la terre.

14 h 25 Jeunes solistes.

15 h 15 Musique et musiciens du Nord : redécouvrir André Chytrý ; à 16 h 30, profil d'Albert Roussel.

17 h 15 Histoire de la musique.

18 h 15 Concert : œuvres de Marth, Runswick, Nordheim, Brooks, par Electric Phoenix.

19 h 15 L'imprévu.

20 h 15 Le temps de jazz : les inédits de l'âge classique.

20 h 30 Concert : Night Fantasies, de Carter ; Images pour piano, livre 1, de Debussy ; Davidshildt, de Schumann ; Lyon, les Cloches de Genève, Noëges grès Méphisto-valse n° 1, de Liszt, par Ursula Oppens, piano.

23 h 15 Les soirées de France-Musique : Verveine-scotch ; à 1 h, Petits d'or.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 7 NOVEMBRE

- MM. Claude Cherysson, ministre des relations extérieures, et Jean François-Ponce, ancien ministre des affaires étrangères, commentent les résultats des élections américaines sur Europe 1 à 7 heures.

- MM. Alain Juppé, adjoint au maire de Paris, membre du comité central du RPR, Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du PCF, en duplex de Paris, Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, et Van Vilder, consul général des États-Unis, en duplex de Marseille, ainsi que des journalistes, en duplex de Washington, analyseront les résultats des élections américaines sur RMC à 7 heures.

- M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, en duplex de Washington, et Jacques Delors, ancien ministre français de l'économie et des finances, en duplex de Bruxelles, seront invités au journal de 20 heures sur Antenne 2.

Il avait le cœur tendre et ne savait pas nager. Elle avait de beaux yeux et un corps de sirène... Ils se rencontrèrent sous la mer et leur amour fit...

**Splash**

TOUCHSTONE FILMS présente une production BRIAN CRAZER - un film de DON HOWARD "SPLASH" avec TOM HANKS-DARTY HANNAH-EUGENE LEVY-JOHN CANDY-JOHN THOMAS LEMON-LES WOLDRIDGE-Scénario de LOWELL GINTY & BARBARA MANDEL-BRUCE JAY FRIEDMAN-Musique de BRUCE JAY FRIEDMAN-Produit par BRIAN CRAZER-Réalisé par DON HOWARD

Dans l'Irlande en guerre... un amour impossible.

**CAL**

HELEN MIRREN

PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE FESTIVAL DE CANNES 84

la PRODUCTION MIRREN FILMS & GLOUCESTER la PRODUCTION PHENIXA "CAL" avec HELEN MIRREN & JOHN LYNDEN

avec DONAL MCCANN-JOHN KANAWICH-DONAL MCCANN-JOHN KANAWICH-DONAL MCCANN-JOHN KANAWICH

Réalisé par PAV O'CONNOR



# COMMUNICATION

## «Le Monde» et la télématique

(Suite de la première page.)

Ce sera chose faite avec les trois services que nous mettons actuellement sur pied, et pour lesquels une convention a été récemment conclue avec G. CAM. Serveur. De son Minitel ou de son terminal, l'utilisateur professionnel ou grand public pourra consulter soit notre banque de données « événements » pour une première recherche rapide, soit notre fichier analytique pour retrouver les références de l'article du Monde où le même événement est traité plus en détail ; il pourra s'arrêter là - et se reporter à la collection du journal s'il préfère travailler « sur papier » - mais l'accès au texte intégral sera toujours disponible pour tous ceux qui ne disposent pas de la collection du Monde et désirent accéder à cette bibliothèque de l'avenir qui sera le stockage sur mémoire électronique de tous les écrits, analyses et commentaires d'un grand quotidien comme le Monde.

Ce n'est pas tout, car nous comptons aussi utiliser l'informatic comme un instrument de recherche et de progrès des connaissances dans un domaine jusqu'à présent inexploité et qui nous est pourtant familier : les sciences sociales et politiques. Michel Tatu, dont l'intérêt pour la « télématologie » est bien connu de nos lecteurs, achève actuellement la mise sur pied d'une banque de données sur l'économie soviétique. Dès les premiers mois de 1985, cette banque sera accessible par les mêmes moyens télématiques à tous ceux qui, en France et à l'étranger, cherchent à savoir non seulement la composition des groupes qui ont entouré M. Tchernomirski à telle ou telle étape de sa longue carrière, mais plus simplement « qui est qui » et « qui fait quoi » en URSS, ou encore l'inventaire des principales administrations soviétiques, leur « profil » et leur histoire.

Or le progiciel, unique actuellement dans le monde, qui a été développé pour cette banque de données avec l'aide de l'Agence de l'informatic, est susceptible de bien d'autres domaines. Nous pensons notamment à une banque de données sur les institutions et la vie politique française, en commençant par un traitement informatic chiffré dans le temps des résultats électoraux d'une consultation à l'autre. Les services informatic du Monde avaient déjà mis au point de nombreux programmes permettant la présentation et les recoupements les plus complets possibles des résultats électoraux, comme nos lecteurs ont pu le

constater. Ces services enrichis et complétés seront prochainement mis à la disposition de tous les utilisateurs intéressés en France et dans le monde.

Nous n'oublions pas pour autant l'informatic « grand public ». En attendant la mise au point d'un journal électronique, le Monde, qui a déjà développé, en interne, une base de données « sigles et adresses » (plus de 10 000 organismes recensés), mettra prochainement à la disposition de tous les détenteurs de Minitel, outre cette base, un service « pédagogique », basé sur l'important fonds des Dossiers et documents réalisés au fil des ans, et actuellement sous la responsabilité de Daniel Junqua. Outre ce service plus spécialement destiné à nos jeunes lecteurs et utilisateurs, il fera connaître par la même voie le sommaire du quotidien et de ses publications annexes.

Ces activités de diversification dans un secteur entièrement nouveau exigent des structures nouvelles. Il nous est apparu utile de constituer une filiale du Monde, travaillant en liaison étroite avec le quotidien pour l'exploitation de son immense fonds documentaire, mais de manière distincte. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint, et Michel Tatu, coordinateur de ces projets télématiques, ont été chargés de prendre à cette fin les contacts nécessaires.

L'informatic, la télématique, apparaissent à beaucoup jusqu'à présent comme un merveilleux jouet mais comme quelque chose d'un peu abstrait, sans contenu clairement exploitable, hormis un aspect ludique qui a en effet alimenté les premiers engagements. Que faire d'un micro-ordinateur ? A quel doit servir ce Minitel qui seront deux millions en France l'an prochain ? Un peu comme le meilleur cerveau ne veut que par ce qu'il introduit l'information, l'informatic, l'informatic, a besoin de contenu, d'informations, de services et de banques de données adaptées à ce nouveau mode d'expression et de diffusion des connaissances. Le Monde entend bien occuper son « créneau » dans cette nouvelle révolution technologique des dix prochaines années.

ANDRÉ LAURENS.

## L'ORÉAL ENTRE DANS LE CAPITAL DE CANAL PLUS

La société L'Oréal vient d'entrer dans le capital de Canal Plus, en représentant les parts détenues par M. Guy Merlin (5 %) et la Compagnie d'exploitation des grandes marques (5 %). Avec 10 % du capital de la chaîne, L'Oréal devient son troisième actionnaire par ordre d'importance.

Aujourd'hui, le capital de la première société de télévision de droit privé, titulaire d'une concession de service public, se décompose ainsi : Havas (42,13 %), Compagnie générale des eaux (15 %), L'Oréal (10 %), Société générale (6,60 %), Assurance du groupe de Paris-vie (5 %), Garantie mutuelle des fonctionnaires (5 %), Banque nationale de France (3,34 %), Crédit lyonnais (3,34 %), Banque régionale de France (3,34 %), Banque régionale d'escompte et de dépôt (1,50 %), Consortium de valeurs immobilières (1,50 %), Nice-Matin (1 %), Ouest-France (0,66 %), Société pour le développement de la télévision (0,34 %), Centre France communications (0,33 %), le Bien Public (0,33 %), le Midi Libre (0,33 %), la République du Centre (0,20 %).

Par l'intermédiaire d'Havas et du secteur bancaire nationalisé, l'Etat contrôle près de 60 % du capital de Canal Plus.

## Naissances

— Michèle et Bernard DECÈRE, Augustin, Marie et Anne-Elise ont la joie d'annoncer la naissance de

Angèle, le 3 novembre 1984, 16, hameau Boileau, 75016 Paris.

— M. Axel le Blanc et M<sup>me</sup> née Magdelaine le Bel de Pessigny

Frédéric LIONEL-DUPONT et Diane Morlaix ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fille,

Tanguy, Paris, le 30 octobre 1984, 7, rue des Arènes, 75005, 5, rue de Lille, 75007.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice BOERES, rapplé à Dieu le dimanche 4 novembre 1984 en son domicile, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

De la part de May Boeres, son épouse, Philippe et Marylou Van Suren, Pierre et Christine Gossel, Claudine Boeres, Michel et Nicole Boeres, ses enfants, Et de Catherine, Odile, Patrick, Bénédicte, Cécile, Bertrand, Xavier, Luc, Arnaud, Michel, ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 novembre 1984, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Évry, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Évry.

Selon les vœux du défunt, des dons peuvent être adressés à l'association de la recherche sur la leucémie (cibique libellé à l'ordre de son Lion's Club d'Évry-Corbeil, qui transmettra).

22, rue du Bras-de-Fer, 91000 Évry.

— M<sup>me</sup> Marthe Meyer et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Haas et leurs enfants, M<sup>me</sup> Philippe Armand Favre et ses enfants, M. Georges Bouquet, ses sœurs, enfants, belles-filles et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Violette Marcelle FAYRE, née Darbon, survenue le 2 novembre.

L'inhumation a eu lieu le 5 novembre, à Vénissieux, dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Emmanuel FRAENKEL d'origine, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à son domicile de Gommecourt, le 4 novembre 1984.

L'inhumation aura lieu le 7 novembre, au cimetière du Montparnasse, à 11 heures.

De la part de Son épouse, M<sup>me</sup> Berthe Fraenkel, Ses enfants et petits-enfants, Fraenkel, Zwieman, Guevitzman, Parent, Victor, Et de la famille Elkou.

199, boulevard Malesherbes, 75017, 4, rue des Fauconniers, 75270 Gommecourt.

— M<sup>me</sup> Pierre Guénoun, Anne-Sylvie et Jean-Lucien Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GUÉNOUN, maître de conférences à l'université Paris-IV (Sorbonne), croix de guerre 1939-1945, ancien de la 2<sup>e</sup> DB, survenue le 23 octobre 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Pierre Hermann et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Cohen et leurs enfants, Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de

Pierre HERMANN, survenue le 1<sup>er</sup> novembre 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

53, rue du Général-de-Gaulle, 95880 Enghien.

— Claudine Herrmann, Nicole et Pierre Samuel, Jean-Claude et Annie Pecker, font part du décès de

Léon HERRMANN, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire aux universités de Bruxelles et de Rennes, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, grand officier de l'Ordre de Léopold-II, membre des Forces françaises libres.

À Coubert (Seine-et-Marne), le 1<sup>er</sup> novembre 1984.

Son inhumation a eu lieu le 6 novembre 1984 à Reims, cimetière de l'Est, 3, avenue du Lynde-Lakans, 92340 Bourg-la-Reine.

8, rue Tournefort, 75005 Paris.

— Les amis de M<sup>me</sup> Marcelle IMPERIALI, agrégée de l'université, professeur honoraire,

font part de son décès, survenu le 26 octobre 1984 dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Dijon-Polygone.

1, rue André-Rivoire, 38100 Grenoble.

— Marie Simone LONSDALE-CROUCH, née Bernard,

nous a quittés le 18 octobre 1984, après de longues années de maladie, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses enfants, Gerald et Marie-Diane Calderon, Michael Lonsdale, Ses sœurs et beau-frère, Anne-Marie Foray, Jean et Marcel Ariand, Sa belle-sœur, Pamela Crouch,

Ses petits-enfants, amis et proches l'ont accompagné à l'église Saint-François-Xavier et au cimetière de Montmartre dans la paix et l'espérance.

— M<sup>me</sup> Hebbelys-Nivoche, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Christian Sautureau et leurs fils, M. et M<sup>me</sup> Yves Nivoche, M. et M<sup>me</sup> Nivoche d'Almeida et leur fille, Ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Robert Meunier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Tygat, Les familles Nivoche, Annagat, Gonot et Pigoreau,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien NIVOCHÉ, ingénieur, survenue le 31 octobre, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Jean de Montmartre et l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Saint-Lubin-en-Vergennes (Loir-et-Cher).

46, rue d'Orsel, 75018 Paris.

— Le président du conseil d'administration, Le président du conseil de perfectionnement,

Le directeur, L'Union amicale des professeurs Et les personnels du Conservatoire national des arts et métiers, ont le regret de faire part du décès du

professeur Jean ROYON, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 novembre 1984, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, place des Marronniers, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

— M<sup>me</sup> Joseph Schmid, M. et M<sup>me</sup> Eric Schmid et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Fernand Schmid et leurs enfants, M. Philippe Schmid, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph SCHMID, conseil général de France à Fès, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue à Fès le 29 octobre 1984, dans sa cinquante-septième année, des suites de maladie.

Un office religieux a été célébré à Fès, le 31 octobre, en l'église Saint-François-d'Assise.

Le présent avis tient lieu de faire-part. Consulat général de France à Fès, Boite postale 227, Fès (Maroc).

— La direction générale de l'Union des assurances de Paris a la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 novembre 1984, de

Jean-Hugues THUILLIER, directeur de la communication.

Les obsèques auront lieu jeudi 8, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montmorency, 75014 Paris.

— Sauverny, Chambéry. M<sup>me</sup> Kristina Van-Wynsberghe, née Runkel, M. Hugues Van-Wynsberghe, M<sup>me</sup> Nilla Runkel, M. Niko Runkel, M<sup>me</sup> Francine Van-Wynsberghe, M<sup>me</sup> Mont Runkel, M<sup>me</sup> Paul Hubeau, M. et M<sup>me</sup> Francis Van-Wynsberghe et leurs enfants,

Les familles Hubeau, Demyille, Runkel, Delassus, Machard, Thery, parentes et alliées,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils ont éprouvée en la personne de

M. Robert VAN-WYNSBERGHE, retraité, inspecteur principal de la Concorde, ancien résistant,

décédé le 30 octobre 1984, à l'âge de cinquante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 2 novembre, à 15 heures, en l'église de Sauverny, suivies de l'inhumation au cimetière de la commune.

« Les Poncelets », Sauverny, 01220 Divonne-les-Bains, 147, rue Marceau, 73000 Chambéry.

## Remerciements

— La famille de Jacques BEAUVAIS

remercie tous ceux qui ont témoigné leur fidèle attachement à leur ami, collègue, camarade.

— M<sup>me</sup> Lucien Junillon, M. Alain Junillon, M<sup>me</sup> Maurice Junillon et ses filles, Et toute la famille, profondément touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées, adressent leurs sincères remerciements aux personnes qui se sont associées à leur peine.

## Messes anniversaires

— L'Association de l'X Mémorial invite tous les polytechniciens et leurs familles à participer, comme chaque année, à la messe pour les X décédés qui sera célébrée le samedi 10 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5<sup>e</sup>, par Mgr Mouisset, ancien évêque de Nice.

— Vous qui l'avez aimé et admiré, souvenez-vous de

Jacques de BEAUMARCHAIS, ambassadeur de France.

À l'occasion du cinquième anniversaire de sa mort. Une messe a été dite à son intention en l'église de Sarc (Pyrénées-Atlantiques).

Novembre 1979-novembre 1984.

— L'Association des Français libres fera célébrer le vendredi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du

général de GAULLE, chef de la France libre et président d'honneur de l'Association.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter le présent avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

— Il y a dix ans, Edmond LANIER quittait sa famille.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à participer ou à s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée le samedi 10 novembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

## Manifestation du souvenir

— Une cérémonie anniversaire à la Grande Mosquée en souvenir des musulmans morts pour la France.

Des prières seront dites au cours d'une cérémonie privée en présence du représentant de M. le président de la République, des membres du gouvernement et du Parlement, du corps diplomatique et des corps constitués, samedi 10 novembre 1984.

— 15 heures, pose d'une plaque au nom de Mohamed Ben ZOUAOU,

premier imam, membre d'honneur des médaillés de la Résistance française, décédé à 94 ans, quarante jours, place du Puits-de-l'Érmitage.

— 16 heures, un service de cars civil et militaire assurera le transport des délégations au cimetière de Bobigny pour se recueillir sur la tombe du regretté

imam Ben ZOUAOU. — Vao Vao 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

## Communications diverses

— ACADEMIE DE LUTÈCE Exposition de peinture 15, rue Merlin, Paris-11<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> Voltaire.

12 au 23 novembre, après-midi (sauf samedi et dimanche).

Vernissage 9 novembre, 17 heures.

— 9 novembre, 19 h 30, dîner-débat, hôtel Lutetia, 45, boulevard Raspail, Paris, sur « Projet coalition contre aberrations ». Renseignements : UMPS, 15, rue Erlanger, 75016 Paris. Tél. : 527-78-76.

## ROBLLOT S. A.

522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

## «LE PERE NOËL 1984 A BESOIN DE VOUS»



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

« TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NOTRE »

COMITÉ DU LIVRE

94, bd Auguste-Blanqui - 75013

CCP : 31-711-09 Y La Source

(Publicité)

Ne démontez pas la vieille baignoire



Les spécialistes Rénovbain viennent sur place la remettre à neuf à peu de frais. Blanc ou coloris de votre choix. Travaux garantis. Vingt ans d'expérience. 5, résidence Les Caseaux, 91120 Villebon-sur-Yvette, tél. (6) 010-51-99.

Novembre 25  
Décembre 20

# Accueillante, fascinante, passionnante, l'île de Chypre.

Cyprus Airways

## OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

15, rue de la Paix, 75002 Paris. (1) 261.42.49

# Secret d'un cœur par Fred.

Un cœur sert de diamants s'entrouvre sur un cœur d'or gris pour y graver le message à la dame de votre cœur.

## FRED

6, rue Royale, Paris. Tél. 260 30 65 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandin, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Lemaire, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly. 20, rue du Manège, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - Nice - etc.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIE ASSOCIATIVE

### Le Forum des « humanitaires »

Le monde, mon village, est un jouet cassé. Cette évidence s'impose à qui a participé au Forum international de la coopération volontaire (1) à Agen, du 25 au 28 octobre. Une cinquantaine d'associations humanitaires ont présenté leur travail dans le tiers-monde.

Constatation : l'urgence des États qui envahissent d'autres États. Question : pourquoi cette perversion de la force ? Les catastrophes naturelles - cyclones, sécheresses - ne suffisent-elles pas à déstabiliser la vie des populations ?

Evidence : la détresse du monde. Des millions de personnes déplacées, par continents entiers. Si l'on sait qu'un enfant sur deux est un réfugié, au Guatemala par exemple, on ne s'étonne plus du nombre d'associations vouées à l'enfance : Aide et action, Aide à l'enfance libanaise, Ecole sans frontières, Enfants réfugiés du monde, Enfance et partage, Partage avec les enfants du tiers-monde, SOS enfants sans frontières...

#### Les « Naam »

Constat encore, la venue des grandes organisations internationales, croisées de devises, monnaies qui s'auto-valorisent, les monnaies allant à ceux qu'elles ont mission de secourir. Efficacité des associations - on les appelle aussi les Organisations non gouvernementales (ONG) - grandes ou petites, éclatantes ou discrètes, qui couvrent sur le terrain.

M. Ba Mamedou, mauritanien, qualifie de « positif » le travail des ONG. « Au début, dit-il, certains États d'Afrique ont cru que ces organismes avaient un rôle subversif. Depuis quatre ans, ils ont pris conscience de la valeur de leur travail. Comment cela ? Elles font plus que les gouvernements pour la simple raison qu'elles s'attaquent à la base des problèmes, non au sommet ».

Par les films, les témoignages des organisations, ce forum fut l'occasion de constater l'état de santé - ou de délabrement - du monde, l'éclatement des frontières. La caméra saisi les Indiens Miskitos au Nicaragua, plonge sur un hanger qui abrite des handicapés ayant survécu aux mines en Angola, visite un centre de médecine traditionnelle au camp de réfugiés de Khao I Dang, en Thaïlande ; un gros plan sur une école en Afghanistan où, cités basées, suivent des caractères avec son doigt, un enfant répète sa leçon avec son grand-père.

Respect des traditions ancestrales et coordination caractérisant le travail des associations. Pour Chantal, médecin à l'Action internationale contre la faim, « toute démarche isolée est vouée à l'échec », qu'il s'agisse des actions d'urgence et de développement à mener de front ou de la collaboration entre associations.

Au Liban, par exemple, Aide à l'enfance libanaise a ouvert des écoles pour les enfants des réfugiés et fait appel à ingénieurs sans frontières pour amener l'eau

et construire des chauffe-eau solaires.

M. Bernard Ladeu-Queirogo présente une expérience originale : les Naam - des groupements paysans - au Burkina-Faso (ex-Haute-Volta). Les Naam empruntent à l'Afrique les valeurs humaines de solidarité et à l'Occident ses techniques... Ils mobilisent une région ? « Ce n'est pas étonnant, ce n'est pas plaqué, c'est nous », ils conservent les valeurs traditionnelles de l'Afrique ? « Il faut respecter toutes les valeurs, dit-il, et il faut que la demande vienne de la base : alors, les choses ont une racine ».

#### La colonisation de l'ONU

Si une place spéciale fut réservée à l'Afghanistan, on peut attribuer à la présence d'Anne de Beaumont, qui échappa à l'embuscade dans laquelle tomba l'équipe d'Antenne 2 le 17 septembre, aux nombreux témoignages des seize associations membres de la Coordination humanitaire européenne pour l'Afghanistan, à la venue, en fin, d'un Afghan.

Le Forum d'Agen, d'après les participants, a rempli son rôle de mise en commun d'expériences, d'informations. L'an prochain, on souhaite qu'il s'attaque aux problèmes de fond de la conception du développement. Pour le Père Pierre Cayrac, un prêtre, lui, après quarante-trois ans en Inde, travaille depuis mai 1980 dans les camps de réfugiés de Thaïlande, « le développement n'est pas une affaire économique comme on le croit trop souvent en Europe. Le développement est d'abord culturel ». Il insiste sur ses conséquences perverses : « Les techniques modernes tuent l'artisanat local, accélèrent la production et ne se préoccupent pas de la distribution de la richesse ».

Débat d'idées toujours, la question du témoignage. Le docteur Fyot (Médecins du monde) affirme la priorité de l'éthique - droit à la santé, à la vie - sur les règles politiques - principe de la souveraineté d'un État, non immixtion dans ses affaires intérieures. Il est prêt à témoigner d'une réalité qui « dépasse en honneur ce que l'on peut imaginer ». Le docteur Mailhuret (Médecins sans frontières) propose une « charte pour la protection des équipes humanitaires ».

Faut-il enfin le rapport marketing-éthique. Si certaines associations « vendent l'image au détriment du rôle d'information », cela reste l'exception. L'essentiel, d'après Pierre-Bernard Ladeu, directeur d'Aide et action, c'est d'avoir la foi en ce que nous faisons : aucune technique au monde ne pourra jamais remplacer cette foi.

**DANIELLE TRAMARD.**

(1) Le Forum d'Agen, dû à l'initiative de la Guilde européenne du raid, bénéficie du soutien des collectivités locales. L'Atelier de Carrouge lui assure 60 % de son financement. Les Mutuelles unies et le groupe Drouot assurent les 40 % restants.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-11-84 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 novembre à 6 heures et le mercredi 7 novembre à 24 heures.

Des perturbations actives circulent toujours autour de la vaste dépression s'étendant du proche Atlantique à l'Europe occidentale.

Mardi, une zone de temps pluvieux et couvert s'étendait en début de matinée de la Bretagne à l'Aquitaine. Elle progressait vers l'est pour concerner l'après-midi les régions de la moitié est, à l'exception de la Corse et de l'extrême Sud-Est. Les pluies seront fortes à très fortes en versant sud à sud-ouest des massifs de la moitié sud avec des orages, modérés ailleurs en moitié sud, plutôt faibles au Nord.

Avant l'arrivée de ces pluies, le temps sera gris avec des brouillards fréquents. A l'arrivée de la zone de pluie, le ciel sera nuageux orageux. Des averses se produiront de la Bretagne et du Cotentin au Sud-Ouest.

Les vents de secteur sud à sud-est seront assez forts près des côtes de la Méditerranée.

Les températures minimales seront de 8 à 12 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine, 5 à 10 degrés en Lorraine et en Alsace, de l'ordre de 10 degrés en Méditerranée, 3 à 7 degrés ailleurs. Les maxima atteindront 10 à 17 degrés du nord au sud.

#### Son évolution

De l'air humide continuera à circuler sur la France dans un courant, de sud à sud-ouest.

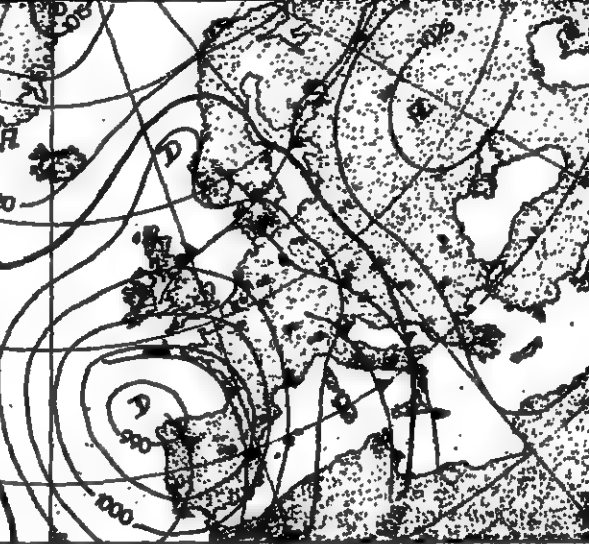
Température pour le fin de semaine : Jeudi, un temps couvert et pluvieux, prédominant le matin sur les régions de l'Est. Les pluies cesseront progressivement en cours de journée, persistant le soir près des frontières.

Sur les autres régions, le temps sera nuageux humide, en début de quel-ques éclaircies, les nuages resteront abondants. Ils donneront même quel-

PRÉVISIONS POUR LE 07-11-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE À 0 HEURE (GMT)



ques averses, près de la Manche et de l'Atlantique surtout.

Les vents de secteur sud seront assez forts le matin près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 12 à 20 degrés du nord au sud.

Vendredi et samedi, le temps restera humide avec encore des passages pluvieux, plus importants en versant sud des massifs. Quelques éclaircies concerneront toutefois les régions de l'Ouest et la Corse. Les vents de secteur sud seront assez forts par intervalles près des côtes.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à 1013 hPa, le 6 novembre, à 7 heures, de 999,9 millibars, soit 750 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 5 novembre au 6 novembre) : Ajaccio, 21 et 15 degrés ; Biarritz, 15 et 7 ; Bordeaux, 14 et 5 ; Bourges, 10 et 9 ; Brét, 11 et 8 ; Caen, 8 et 7 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 13 et 8 ; Dijon, 9 et 7 ; Grenoble-St-M-H., 12 et 7 ; Grenoble-St-Georges, 17 et 7 ; Lille, 6 et 6 ; Lyon, 12 et 7 ; Marseille-Marguare, 17 et 15 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 12 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 14 ; Paris-Montsouris, 10 et 9 ; Paris-Orly, 10 et 9 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 16 et 11 ; Rennes, 10 et 8 ; Strasbourg, 12 et 4 ; Tours, 10 et 6 ; Toulouse, 15 et 7 ; Valence-Arles, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 12 ; Amsterdam, 11 et 4 ; Athènes, 22 et 10 ; Berlin, 8 et 1 ; Bonn, 11 et 7 ; Bruxelles, 9 et 7 ; Le Caire, 25 et 15 ; Casablanca, 25 et 17 ; Copenhague, 9 et 7 ; Dakar, 30 et 25 ; Djibouti, 25 et 15 ; Genève, 9 et 4 ; Istanbul, 18 et 13 ; Jérusalem, 19 et 9 ; Lisbonne, 17 et 13 ; Londres, 9 et 6 ; Luxembourg, 10 et 7 ; Madrid, 14 et 6 ; Montréal, 10 et 7 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, 24 et 15 ; New York, 21 et 13 ; Palma-de-Majorque, 20 et 13 ; Rome, 21 et 17 ; Stockholm, 9 et 6 ; Tadmor, 25 et 14 ; Tunis, 27 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 8 NOVEMBRE

« L'île de la Cité », 14 h 30, angle pont de l'Archevêché, quai de la Tourneville.

« Jardin Kaba », 15 heures, rue des Abondances, Mairie de Belleville.

« L'art et la marine », 15 heures, palais de Chaillot, Musée Bouquet des Chaises (Caisse nationale des monuments historiques).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Musée de Cluny », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Mme Formard).

« Village d'Antoni », 14 h 30, métro Egles d'Antoni (Les Filles du Calvaire).

« L'abbaye du Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

## ÉCHECS

### Le championnat du monde

#### NULE ET REPOS

Et de treize ! Pas de surprise lundi dans la vingt-deuxième partie du championnat du monde : mille et vingt coups sur proposition de Kasparov, comme il se doit, qui reste toujours mené 4-0.

Treizième mille d'affilée donc, et pour se reposer, si l'on peut dire, les deux joueurs ont disputé conjointement une requête, acceptée par la Fédération internationale des échecs, demandant le report de la vingt-troisième partie pour cause d'anniversaire. Pas le leur mais celui de la révolution d'Octobre, le soixante-septième, que l'URSS fête le mercredi 6 novembre.

Kasparov et Kasparov n'ont pas voulu être les seuls à « travailler » ce jour-là, férié pour tout le monde, et la vingt-troisième partie a été reportée au vendredi 9 novembre. Une occasion de voir ce que donnent les lendenais de fête aux échecs.

Milles : KASPAROV  
Nuits : KARPOV  
Vingt-deuxième partie  
Début Catalan

1. e4	C8	11. Cg3	Cd6
2. e3	d5	12. f4	f5
3. g3	d4	13. Cc2	f4
4. f2	d3	14. Bg2	f6
5. Cc3	d4	15. f5	g6
6. e4	d5	16. Cc3	f6
7. d2	d6	17. Td1	d4
8. e4	d7	18. d3	Td7
9. Dg4	f6	19. e3	Td6
10. f5	e5	20. f2	Nd6

## CONFÉRENCES

14 h 30 : 62, rue Madame - Egypte plurielle (Arcen).

19 heures : 14, cours Albert-Jr, M. J. Bourgeois - Pour une renaissance du chant (Les Amis de Richard Wagner).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 novembre :

### DES DÉCRETS

« Portant création de la réserve naturelle géologique de la région de Digne (Alpes-de-Haute-Provence) ».

« Portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la France et l'Argentine portant création d'une commission générale franco-argentine signée à Buenos-Aires le 26 juillet 1984 ».

## EN BREF

### FORMATION

#### STOMATOLOGIE

Le Centre hospitalier régional de Bordeaux propose aux infirmiers et infirmières diplômés d'Etat depuis plus de cinq ans une spécialisation en stomatologie. Cette formation n'est dispensée que dans deux centres en France : Bordeaux et Lyon. La stage aura lieu en cours du premier trimestre 1985.

« Ecole d'Infirmières de l'Hôpital Saint-André, 91, cours d'Albret, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 96-31-88 (avant le 30 novembre) ».

### EXPOSITION

#### POURQUOI QUE LA CAMPAGNE

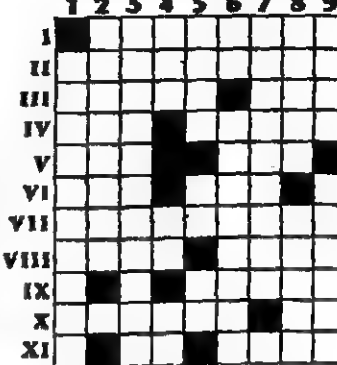
EST BELLE - Pour sauvegarder le patrimoine rural français, la RATP, en collaboration avec l'association Maisons paysannes de France, organise, du 9 au 30 novembre, à la gare du Châtelet les Halles du RER une exposition de cent vingt photos.

Le but : informer sur les différents types de construction et de matériaux ; sensibiliser le public devant les maisons en ruine ou défigurées par une restauration non appropriée, etc... intervenir.

\* Maisons paysannes de France, 3 bis, rue Léo-Delmas, 75116 Paris. Tél. : 727-13-20 (Mickèle Blum).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3835



### HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, on a intérêt à glisser. - II. Courageuse en temps de guerre, paresseuse en temps de paix. - III. S'insinue parfois après avoir été plié. Poste peu avancé. - IV. Manière d'être stupide. Ne sont jamais loin quand cela barde. - V. Réformateur religieux (chèque). Soumis à un examen. - VI. Petits légumes. Accords, à tort, se main à Fémis. - VII. Rétablissait donc dans ses fonctions. - VIII. A souvent une activité débordante. Franche connexion. - IX. Agréable physiquement, désagréable sentimentalement. - X. Morne plaine. Préposition. - XI. Bien digéré. Nous fait la bise.

### VERTICALEMENT

1. Empêche les cours de s'épanouir. - 2. Industrie qui manque de bras. - 3. Ont donc le sens de l'observation. - 4. Mot d'ordre. Réaction primaire. Forme de pouvoir. - 5. Faire place nette. Symbole chimique. En pente. - 6. Sont dans la gêne. Comme un certain calme ou un certain front. - 7. Prise à la gorge. - 8. Se trouve donc dans une position de force ou de détente. Mieux un produit de la mer. - 9. Sont plus agiles sur mer que sur terre. Vont donc venir ou se voit pas venir.

### Solution du problème n° 3834

Horizontalement  
I. Nostalgie. - II. Ultimeur. - III. Mlle. Emile. - IV. Ivoire. Age. - V. Sinus. - VI. Mlle. Epair. - VII. Arsin. - VIII. Etudes. - IX. Opérent. - X. Sapée. Sée. - XI. Serra. Es.

### Verticalement

1. Numismates. - 2. Olivier. As. - 3. Sténos. Ops. - 4. Te. En. l'épar. - 5. Are. Sentier. - 6. Lima. Un. - 7. Geignardes. - 8. Iule. Enfe. - 9. Era. Prestes.

GUY BROUTY.

**Le Monde des PHILATÉLISTES**  
REVUE DE LA PHILATÉLIE

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.88

**VENTE Palais de justice Paris**  
Lundi 19 nov. 1984, 14 h, EN 1 LOT  
28 m² env. - 9 étages -  
(sacrezur), comprenant :  
Ent. studio av. coin cuis. s. de bain  
av. W.C., plac., balcon. CAVÉ 2 s-sol  
SÉCHOIR 1 s-sol. BOX entresol  
**PANTIN** (93) - 49-55, av.  
de la République, 93000 St-Denis  
et 4, av. de Calcutta-Fabien  
et 4, av. de Calcutta-Fabien  
**M. à P. : 70.000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> COPPER ROYER  
Avocat, Paris (17), 1, r. d'Angoulême,  
T. 766-21-03. Demandez, Jour. 718  
2<sup>e</sup> ét., 11, r. Trocadero, Paris (8),  
T. 266-91-40 poste 1815. Greffe crises,  
Trib. Gds Inst. Paris où cah. des charges  
est déposé. S. place en visit. le  
15 novembre 1984, entre 14 h et 15 h.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris**  
le Jeudi 15 novembre 1984 à 14 heures  
**UN APPARTEMENT A PARIS 15<sup>e</sup>**  
de 2 pièces princ. au 1<sup>er</sup> ét. et un cellier au 3<sup>e</sup> étage  
57A et 59A, quai de Grenelle  
**MISE A PRIX : 225.000 FRANCS**  
S'adr. M<sup>re</sup> RIBADEAU DUMAS, av. pour. 17, av. de Lamballe, Paris-16<sup>e</sup>.  
Tél. 374-46-40

**VENTE au Palais de Justice de Paris le Jeudi 15 novembre 1984 à 14 h**  
**APPARTEMENT à FONTENAY-SOUS-BOIS**  
(Val de Marne) Avenue de la République n° 230,  
de deux pièces principales - LIBRE  
**MISE A PRIX : 100.000 FRANCS**  
M<sup>re</sup> Y. TOURAINE Av. à Paris, 48, rue de Clignancourt, Tél. : 874-45-85 -  
M<sup>re</sup> A. CHEVRIER Syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée - Visites : 6, 9, 12  
et 14 novembre 1984 de 11 heures à 12 heures

**VENTE sur saisie imm. au Palais de Justice de CRETEIL**  
Jeudi 15 novembre 1984 à 9 h 30  
**PROPRIÉTÉ à FONTENAY-SOUS-BOIS** (94) - 21 et 25,  
Compt. : Pavillon et annexe de rapport av. 3 Cours. Cont. tot. 558 m²  
AVOUCÉ  
**M. à P. : 150.000 F** S'adr. M<sup>re</sup> A. FABRE Paris (7)  
44, bd Montparnasse, T. 261-15-95. M<sup>re</sup> JOURDAN, avocat, Paris (6<sup>e</sup>),  
53, Boulevard de Montparnasse, Tél. : 549-33-67. A tous avocats postulant  
près des Tribunaux de CRETEIL, PARIS, NANTERRE et BOIGNY.

## annonces associations

**Appels**  
Assoc. nat. sociologiques et anthrop. appliquées à la psychiatrie, 5, rue du Pt. St-James, 28 Grenoble (desir de développer ses contacts).  
Association les enfants de la Goutte-d'Or cherche animateur bénévole pour atelier d'enfants (4-10 ans) le samedi après-midi - Contacter (le soir) SAMYA 255-82-01

**Echanges**  
Vous pouvez échanger votre maison ou votre appartement. France, étranger, 4 séjours. Manique Baudier, 13770, Venelles, (42) 81-08-57.

**Sessions et stages**  
**ESSAYEZ LES PYRÉNÉES !**  
Site de laud, rand., reposant. Don. org. : CMES, 3 Square Belpol, 08200 St-Gilles (51) 96-40-10.  
• Piste de la ligne 25 F TTC (200 signes, lettres ou espaces).  
• Voulez multiplier l'amitié et le nombre d'adhésions au J.O.  
• Obtenir l'adhésion à l'Union de la République LMA et à l'adhésion au plus tard le jeudi pour participer au match de football à Mège-Presses LMA, 7, rue de Moutonville, 75007 PARIS.

**STAGES D'INFORMATION**  
Stages tous niveaux.  
Stages d'été : 17-11.  
Cours du soir : 18-11.  
Stage intensif : 20-30-11.  
Stage fin de semaine : 10-11.  
Dern. notre des. ou premier nous voir (10 h-18 h).  
Journ. de 10 h à 18 h, 71 bis, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél. : 544-08-16.

**Stages de Formation**  
À la micro-informatique et à la télématique.  
Durée : 160 heures.  
1<sup>re</sup> session : janvier 1985.  
Stages apr. : IDEF/term. cont. Tous vers. Philippe Bedeau Centre 33000 Les Corbiers, 13, pl. Les Corbiers, 82400, Courbois. Tél. : 723-04-07.

**SKI DE FOND SYMPA**  
Hâte de vous inscrire au ski de fond nos 30 centres dans tous les massifs proposent des séjours à des prix très intéressants. Pour plus d'infos : ANCPSP B.P. 112 05000 La Clusaz. Tél. : (02) 81-69-38.

**SKI NORDIQUE**  
Un seul ski, un seul prix. Chez nous, un stage 6 jours coûte 1110 F. Pour pension à l'hôtel, 2<sup>e</sup> séjour. Pour plus d'infos : ANCPSP B.P. 112 05000 La Clusaz. Tél. : (02) 81-69-38.



	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	50,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITALX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	Le mètre	Le mètre TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



### DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

#### DIRECTEUR DU MARKETING OPERATIONNEL

Un important **laboratoire pharmaceutique**, filiale d'un groupe international, recherche son

##### DIRECTEUR DU MARKETING OPERATIONNEL

Il aura pour mission, assisté d'une équipe de médecins et de pharmaciens, de définir la tactique opérationnelle du marketing de ces produits et de gérer la promotion des différentes spécialités pour les réseaux de ventes (180 personnes).

Ce poste basé à **Paris**, placé sous l'autorité du Directeur Général, ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, doté d'une solide formation supérieure et possédant une bonne expérience marketing / vente dans l'industrie pharmaceutique.

Merci d'adresser lettre, C.V., et prétentions à  
**PIERRE LICHOU S.A.** - s / réf. 11726 -  
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



### emploi régional

**BLAUPUNKT France SA** renforce la capacité de création de la jeune équipe de sa "cellule développement" et recherche un

#### ingénieur électronicien

qui se verra confier les tâches suivantes :

- la plus importante, la recherche continue d'intégration de moyens informatiques et électroniques utilisables par la "cellule développement" : mise en place et exploitation de la CAO, utilisation de nouvelles technologies et des banques de données ;
- veiller à l'excellence des performances du matériel de la cellule ;
- collaborer à l'interprétation et à la mise en cause des critères techniques utilisés pour les essais des produits.

Toute formation complémentaire sera assurée par la société.

Cette fonction, à pourvoir à Caen, offre des opportunités de carrière à un collaborateur à potentiel créatif et adaptable, qui possèdera si possible une première expérience. La maîtrise de l'allemand est vivement souhaitée, à défaut la connaissance de l'anglais est impérative.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous réf. BIM au :



Péricentre IV  
149, rue de la Délivrande 14000 CAEN.  
Discrétion assurée

Une société du **Groupe BOSCH**



#### Directeur Régional Général France

La direction des opérations françaises, espagnoles et portugaises du leader incontesté dans le Monde International de la Messagerie est une occasion que tout directeur ambitieux et expérimenté ne peut se permettre d'ignorer.

La personne que nous recherchons doit avoir plusieurs années de direction générale, ainsi qu'une expérience heureuse des ventes et du marketing et devrait avoir assez d'énergie et de maturité pour diriger et motiver plus de 500 employés de différentes nationalités. Votre rôle vous mettra en contact avec des directeurs d'importantes compagnies internationales et d'organisations gouvernementales et par conséquent, nous ne pensons pas que quelqu'un de moins de 30 ans aurait assez d'expérience pour ce rôle.

Nous avons développé des marchés dans plus de 100 pays et avons des bureaux dans plus de 500 grandes villes de par le monde entier, mais notre croissance continue à une allure exceptionnelle. Les nouveaux développements commerciaux constitueront donc une partie cruciale de votre emploi.

En tant que Directeur Régional Général, vous serez basé dans une des principales villes de France, dont le choix pourra être discuté.

En plus d'un excellent salaire, les avantages sont en rapport avec l'importance de cette situation et ce à quoi vous pouvez vous attendre de la part d'une compagnie internationale prospère et en plein développement.

Veuillez envoyer un C.V. complet en anglais à :  
Messrs. R. Napier, European Personnel Director, DHL International, Rue Colonel Bourg, 1058, B.J. 4, 1140 Bruxelles, Belgique.

#### DIRIGER un cabinet conseil en recrutement

Vous réussissez bien mais, tout en continuant d'exercer votre métier de consultant, vous souhaitez une responsabilité plus globale : gestion, animation d'une équipe de consultants, relations clients, développement...

En un mot, le travail d'un responsable de cabinet. C'est ce que nous vous proposons : succéder le dirigeant de notre société, qui doit faire face à une expansion régulière et constante. Si vous êtes depuis plusieurs années consultant chez un conseil en recrutement, nous avons besoin de vous pour poursuivre ce développement. Nous serons exigeants et nous souhaitons que vous le soyez aussi. Votre travail vous garantira une rémunération élevée.

Nous avons demandé à M. BERTHELOT, 149 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, de recevoir votre candidature sous référence M. Vous pouvez aussi lui préciser les cabinets avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en contact. Une totale discrétion vous est assurée.

**Etablissements Henri COINEAU**  
Entreprise de négoce de produits pétroliers fortement implantée dans la région.  
(200 points de vente, 300 000 m<sup>2</sup> distribués, C.A. 600 MF), nous considérons notre développement en renforçant nos structures de direction et créons la fonction de

#### directeur administratif et financier

Limoges

Directement adjoint au gérant de l'entreprise, vous êtes responsable des services comptables, de la trésorerie, du service informatique et du contrôle de gestion. Outre la mise en œuvre de moyens modernes de coordination entre les services, et de contrôle de l'activité, vous jouez un rôle permanent de Conseil auprès de la Direction.

Jeune, ESC + DECS... une expérience similaire vous a préparé à assumer une large responsabilité dans une entreprise en forte expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre offre de collaboration (lettre, C.V., rémunération) sous la référence 811 M à M. M. Bernier, Révonnay, 80 rue Taubou 75009 Paris, qui respectera vis-à-vis de nous les souhaits de confidentialité exprimés.

#### AQUITAINE GRANDE VILLE 14 30 DE BORDEAUX

Une société de négoce proche de l'industrie recherche son

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce gestionnaire compétent, ayant une large expérience de direction, participera à l'élaboration et à la mise en œuvre sur site, ainsi que du plan de recrutement de l'entreprise.

Ce poste est à prendre d'ici à la fin de l'année et comporte des conditions très attractives.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite accompagnée d'un CV explicatif, vos motivations sous réf. D 60 à ARGUMENTE, 10, rue Berthelot, 75005 Paris. Réponse rapide et discrétion assurées.

#### UN DIRECTEUR

Sur lettre + C.V. 60, av. le 1<sup>er</sup> déc. 1984 à : Monsieur le Président de la M.C.N., espace O-Mercier, S.P. 1100, 75053 LE HAVRE Cedex.

LA VILLE D'YVONNAIS (Ain) recherche son Directeur des services culturels. Expérience administrative et artistique exigées. Candidature avec C.V. et photo à Monsieur le Maire, 01108 YVONNAIS CEDEX, avant le 17 novembre 1984.

#### ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

555-91-82

#### Ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS - FORMATION GRANDES ECOLES

Une très importante entreprise du secteur tertiaire, basée dans le Sud de la France (proche ville universitaire) recherche des informaticiens débutants pour assurer le développement de logiciels sur ordinateurs IBM de haut de gamme. La haute technicité du secteur informatique de cette entreprise est un atout majeur dans la formation et le potentiel d'évolution des candidats.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 4008 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

#### JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE DES MONTAGES EXTERIEURS (France et Export) ENSAIT - ESTIM - ESTIT option Mécanique textile + 2 à 3 ans minimum expérience industrielle

Un très important constructeur de machines de filature de l'Est - de 1 000 personnes, réclame un CA de 10 à 15 millions. Ingénieur qui sera formé à la gestion humaine et technique d'un service Montages Extérieurs de 60 personnes. Missions : organisation et suivi technique et économique d'importants chantiers extérieurs, gestion et formation du personnel de montage. Des connaissances de base de la filature filaires sont indispensables. Brefs déplacements fréquents. Poste d'avenir stable. Résidence 60, région toulousaine proche ville universitaire. Logement facilité. Discrétion absolue garantie.

Air. CV et photo sous réf. 1121 à SELETES Conseil

67008 STRASBOURG CEDEX

#### CHEF DES SERVICES COMPTABLES

200 - 250 000 F

Charentes Poitou Agro-alimentaire

Une société française de l'agro-alimentaire, filiale de l'un des premiers groupes de la grande distribution, et qui occupe une position de leader sur son marché tant par la qualité de ses produits que par la mise en œuvre de technologies de pointe, recherche UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES. Il sera chargé de la comptabilité générale traitée sur IBM 34 avec établissement des bilans, comptes d'exploitation et comptes de pertes et profits. Il développera la comptabilité analytique, il élaborera les budgets et il en suivra la réalisation. Il établira les prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi avec la plus grande attention au moyen d'un micro-ordinateur et d'un Minitel. Il sera responsable des déclarations fiscales. Dans le cadre des lignes d'action définies par le Groupe, il assurera la relation avec les banques pour la négociation des financements d'investissements. La titulaire du poste, âgée d'au moins 28 ans, possèdera une formation ESC option finances-comptabilité et/ou DECS et une expérience de plusieurs années acquises dans une fonction semblable. Il connaîtra le traitement informatique de la comptabilité et le nouveau plan comptable. Il sera rompu aux transactions financières et aux relations avec la banque. Ecrire sous référence 726/M à :

#### GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris. Discrétion assurée.





**emploi international**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emploi international**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emploi international**  
(et départements d'Outre-Mer)

## votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France is not only a leading manufacturer of electronic measurement and computational products but also one of the world's most innovative producers of optoelectronics and micro-wave components. We presently have two positions open in our expanding European components marketing operation. The people we are looking for will be responsible for the sales support and effective marketing of our optoelectronic or microwave components throughout Europe. The successful candidate will work in an international environment, interfacing with our European HP organization, customers and divisions in the U.S. He will work on the development of a sales and marketing strategy including promotion, application support, pricing, inventories and future business trends.

Successful candidates will have a degree level qualification in electrical/electronic engineering and preferably industrial experience in optoelectronics or RE/microwave systems. Fluency in English and good communication skills are required; additional background in marketing or sales would be a plus. The role will entail travel throughout Europe, as well as some visits to U.S. HP facilities. The positions are based at our European marketing centre in Böblingen near Stuttgart (Germany). If you are interested in joining a successful team, write to the Personnel Department, Hewlett-Packard GmbH, Herrenberger Strasse 130, D-7030 Böblingen, West Germany; please reference NO. F0169.

**HEWLETT  
PACKARD**

## EUROPE DATA

Société d'édition informatisée Pays-Bas recherche en vue de la parution mensuelle d'un guide des publications de la CEE,

**universitaire  
francophone parlant  
anglais**

Destiné à collaborer directement à la gestion informatique de documents internes, à indexer et résumer diverses publications des CE, et à traduire en français des textes rédigés en anglais.

Adresser CV et prétention au: Rédacteur en chef Europe Data, Bredestraat 24, 6211 HC Maastricht, Pays-Bas. Tél. 31(0)43-54751.

Für unsere europäische Niederlassung mit Sitz in OBERURSEL/DEUTSCHLAND suchen wir einen erfahrenden

### VERKAUFSINGENIEUR

FACHRICHTUNG: MASCHINENBAU  
oder VERFAHRENTÉCHNIK

Die Tätigkeit umfasst: Beratung unserer Kunden auf dem Gebiet der Vakuumtechnik, Erstellung von Angeboten und Führung von Vertragsverhandlungen. Sehr gute Französisch- und Deutsch- oder Englischkenntnisse sind erforderlich.

**NASH PUMPS G.m.b.H.**  
Hohenortstrasse 15 - D-4370 OBERURSEL (R.F.A.)  
Tel. 19 49 61 71 50 84 + 50 85

## Spacecraft & Telecommunications Engineers

# SPACE FOR YOUR FUTURE

**LONDON**

INMARSAT stands for International Maritime Satellite Organization.

During the past two years it has become the world's most extensive communications link for more than 2,700 ships and oil-rigs, each equipped with a ship earth station designed to INMARSAT's requirements.

This rapidly expanding worldwide maritime mobile communications satellite system covers three ocean regions backed by about 12 coast earth stations. With the number of ship earth stations growing at the rate of 75 per month and traffic increasing by around 70% per annum, our future plans include the launching of up to 9 additional satellites between 1988 and 1992. In addition, we are investigating aeronautical and land mobile services as new possibilities.

To ensure that we meet all the technical challenges, we now wish to recruit skilled engineers to a number of new positions. Each job demands proven ability with several years' postgraduate experience as well as enthusiasm and commitment. The rewards are considerable, most notably the opportunity to join a young organization with a multi-national staff in one of the great cities of the world.

**TELECOMMUNICATIONS ENGINEERS**

Ship Earth Station Engineers are needed to develop technical requirements for new voice, data and telex services, as well as to develop type approval and commissioning procedures for new models of ship earth stations.

A Network Engineer is needed to analyse and forecast traffic flows in switched communication networks, and to improve network reporting and network operation.

A Transmission and Signalling Engineer is needed to develop coast earth station and network co-ordination station technical requirements, and to verify, witness and evaluate testing of these stations.

**SPACECRAFT ENGINEERS**

Assembly, Integration & Test (AIT) Engineer requires an intimate knowledge of satellite AIT methods and associated equipment, an understanding of AIT Planning and the ability to evaluate AIT related plans and methods in areas of communications, electrical, thermal, mechanical, alignment, environmental and launch vehicle interfaces.

**Spacecraft Mechanical Engineer** negotiation of spacecraft mechanical subsystem design, development, manufacture and test; then implementation of mechanical aspects. A knowledge of the design and performance of vibration and physical measurement test facilities is required, preferably also of MGSE, and/or thermal control design, analysis and test.

**Spacecraft Electronics Engineer** negotiation and implementation as above, but of the electronics subsystems, particularly with regard to attitude and orbit control, TT & C, and launch vehicle interfaces. This requires knowledge of analogue and digital electronics including microprocessors, and of the design and performance of ESSE.

**Product Assurance Engineer** to assist in evaluation and negotiation of R & QA programme, and particularly in monitoring its implementation. Have supervised a similar product development through its life cycle.

**Spacecraft RF Antenna Engineer** to assist in negotiations relating to the performance, design and development of the spacecraft communications and TT & C Antennas from contract award to in-orbit commissioning. Knowledge of analytical techniques applied to antenna design, including beam shaping and multiple spot beam generation, together with knowledge of the limitations and problems in antenna design, manufacture and test, is essential.

**Communications Transponder Engineer** to monitor the design, development and test of the transponder from contract award to in-orbit commissioning. Hardware experience from participation in the development of satellite transponders in a spacecraft manufacturing environment is essential.

INMARSAT offers attractive salaries (tax exempt) and an excellent benefits package designed for the international professional, including housing and education allowances and home leave.

Telephone Gail Shaw on 01-387 9089 for an INMARSAT information pack or send full personal and career details in English to: The Personnel Manager, International Maritime Satellite Organization, 40 Melton Street, London NW1 2EQ, England.

## emploi régional

### INGENIEUR CHIMISTE-PROCESS

Province Nord 100 Km  
30 ans minimum

Leader de son marché, notre société fait partie d'un groupe multinational français de toute première dimension. Nous recherchons pour renforcer notre direction technique un ingénieur de procédé, chimiste, option génie chimique, ayant plusieurs années d'expérience d'une fonction analogue dans l'industrie ou l'ingénierie chimique. Il aura un rôle évolutif de plaque tournante entre la Recherche-Développement, les services de construction et les usines de production. L'aptitude au dialogue constructif est un des impératifs majeurs de la fonction.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau, réf. 139 RH CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

### RH CONSEIL

### Nantes Du commercial au recrutement CONSULTANT MF

Avec 40 consultants effectuant plus de 1 000 recherches chaque année, le Groupe EGOR se place, en France, au premier rang des Cabinets conseil en recrutement. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Nantes, réunissant déjà 6 collaborateurs, un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PME régionales, soit d'entreprises décentralisées. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en relations humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, au sens large du terme, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des atouts importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M GM/EOA, à :

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUSA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

### Cogeplan à Lyon

Robert Chouvenec est votre interlocuteur.  
Ses coordonnées :  
11, avenue Victor Hugo, 69002 LYON,  
Téléphone (7) 838.18.51

**COCEPLAN** Tour de Lyon,  
183, rue de Bercy, 75012 PARIS

مكازم الأعمال



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

## Responsable Service Packaging

La Société EVIAN - 1,1 Md de F de C.A. ; principales marques : Evian, Badoit, Fruité... a mené ces dernières années une vigoureuse politique de développement technique, notamment dans le domaine des emballages où l'innovation a été constante.

C'est pourquoi le recrutement du Responsable Packaging de la société revêt une importance particulière.

Il devra en effet conduire avec son équipe des projets de recherche de toute nature touchant aux emballages au sens large : bouteilles, cartons, packs, palettes, bouchons... en ayant à la fois le souci de l'innovation et de la maîtrise des coûts.

Pour concrétiser ses projets, il collaborera étroitement avec le marketing, l'ingénierie, les achats, les usines, les fournisseurs de matériels et de matières premières et ses homologues d'autres sociétés du Groupe BSN. L'anglais lui sera indispensable.

Pour ce poste situé à Evian, au Centre de Recherche et Développement, nous recherchons un Ingénieur Généraliste ayant déjà fait ses preuves dans des postes touchant au conditionnement des produits de grande consommation.

Il pourra mettre en valeur dans cette fonction son aptitude au dialogue tout en exprimant sa créativité et en développant son expérience industrielle, ce qui lui ouvrira, au sein de la société ou du Groupe BSN, de larges perspectives d'évolution.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 23 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 92081 Paris Cedex 08.

## Assistants Chefs de Produits

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce. Vous avez réalisé, au cours de vos études, des stages très opérationnels qui ont prouvé votre capacité à entreprendre et votre volonté de concrétiser vos actions.

BSN rassemble aujourd'hui l'équipe de marketing la plus importante en France à travers ses différentes sociétés dont les produits sont leaders sur leurs marchés respectifs : Gervais-Danone, Kronenbourg, Evian, Panzani, Amora, Diépale.

Chaque société élabore sa propre stratégie marketing et détermine les moyens nécessaires à sa réalisation, mais le Groupe BSN, grâce au professionnalisme de ses équipes, par la complémentarité et la diversité des expériences possibles et par les nombreux contacts qu'il favorise, apporte à chacun une formation de premier plan.

Nous vous proposons d'intégrer la Direction du Marketing de l'une des sociétés du Groupe en tant qu'Assistant Chef de Produit et de prendre en charge la gestion d'une ligne de produits.

L'évolution de vos responsabilités sera à la mesure de vos talents, mais les opportunités seront nombreuses tant au sein de ces sociétés que du Groupe BSN, en France et à l'étranger.

Compte tenu de l'implantation géographique de nos sociétés, ces postes sont majoritairement basés dans de grandes villes de province.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 15 M à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 92081 Paris Cedex 08.



## POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE RECHERCHE

Pour le développement de produits de télécommunication (Contrôleurs de communication, Convertisseurs de signaux, réseaux)

## DES JEUNES INGÉNIEURS TELECOM

• (X, E.C.P., MINES, ENST, ESE, ENSIMAG), débutant(e)s ou ayant une courte expérience.

• Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ils impliquent des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux États-Unis.

Les personnalités de valeur pourront accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée et C.V. à : Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM FRANCE - 06810 LA GAUDE en mentionnant la référence M 11.



## 2 ingénieurs recherche minérale

Languedoc - Roussillon

Un Groupe Chimique International désire intégrer 2 jeunes ingénieurs dans un Laboratoire Recherche - Développement du domaine des produits pour supports de catalyseurs et catalyseurs.

L'activité se situe tant au stade Laboratoire qu'au stade Pilote ; c'est l'interface avec la fabrication pour les procédés existants et les transferts technologiques du Laboratoire au Pilote et au stade industriel (le Laboratoire est intégré à l'usine).

Dotés d'une large autonomie ils animeront chacun une équipe de 2/3 Chimistes ou Laboratoire et 1 Agent de Matrice et 2/3 Ouvriers du Pilote.

Ces postes conviennent à des ingénieurs ayant une formation complémentaire (chimie - génie chimique etc...) ayant de solides connaissances en minérale, à la recherche du premier emploi ou possédant d'une toute première expérience dans le domaine.

L'importance du Groupe permet d'imaginer à terme de 3/4 ans, une évolution de carrière à des postes de responsabilité dans d'autres secteurs (Ingénierie - Production - Développement).

La rémunération est ouverte en fonction des compétences et de l'expérience acquises.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 488-M.



Recherche / Conseil / Cadres  
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

## IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT Région Ouest Littoral

### RECHERCHE un Ingénieur

déjà obligations militaires, ayant expérience de quelques années en mécanique ou électricité, dans milieu marin ou offshore si possible, et préparé à utiliser informatique, pour assurer responsabilité préparation de la maintenance d'installations complexes (documentation, outillage, rechargement).

### un Ingénieur Électricien

confirmé, ayant sans attente du commandement et expérience solide du montage et de la mise en route d'installations électriques complexes, pour occuper poste chef secteur électricien.

### un Ingénieur

diplômé Ecole d'Ingénieurs

avoir obligations militaires, pour promotion méthodes CAO au sein d'un bureau d'études de constructions navales et, en particulier, mise en place d'un système de schématisation. Expérience des constructions navales appréciée.

### un Ingénieur

spécialiste du calcul des structures

déjà des obligations militaires, ayant une expérience dans le domaine de la construction navale ou de l'off shore pour assurer responsabilité dans ce domaine au sein d'un grand bureau d'études.

Envoyer avec C.V. diplôme et photographie sous réf. B.545 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSÉES 6, rue des Halles, 75009 PARIS.

## contrôler le moyen terme dans une entreprise performante

UNISABI, Société Française du groupe International Mars Inc : 1000 employés, 9 usines récentes, plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance soutenue (+ de 20% par an), 25% d'exportation et des produits performants PAL, FROLIC, CANIGOU, WHISKAS, BREKKIES, KITEKAT, RONRON, LOYAL.

Chez nous, les financiers sont totalement impliqués dans l'activité et associés à la réflexion de chacun des départements. Leur compréhension des affaires de l'entreprise constitue leur force principale et s'appuie sur des méthodes et techniques financières développées et pratiquées dans une société leader au sein d'un groupe performant. Selon leurs aptitudes et leurs résultats, ils se voient rapidement proposer une évolution au sein des services financiers mais également vers d'autres départements ou sociétés du groupe en France ou à l'étranger.

Diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, ESC ou équivalent) avec 4 ans d'expérience, vous exercerez la fonction de **RESPONSABLE DU MOYEN TERME** dans une entreprise pratiquant des techniques financières et comptables avancées. Vous avez l'expérience du traitement des données et vous souhaitez exercer des responsabilités qui soient ouvertes sur le monde de l'entreprise pour mettre à profit votre culture économique et vos talents de manager.

Au sein de l'équipe de planification financière d'UNISABI, le (la) **RESPONSABLE DU MOYEN TERME** doit disposer à la fois d'un très bon niveau technique pour élaborer des méthodes performantes de prévisions et d'une capacité de conviction pour y faire adhérer les différents départements de l'entreprise.

Vous aurez d'une part la responsabilité de la valorisation des plans à moyen terme, dans le cadre de la stratégie définie par la Société. D'autre part, vous participerez, en liaison avec les responsables opérationnels à l'élaboration des projets d'investissement important et vous en assurerez le suivi.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable dans la région d'Orléans (1 heure et demie de Paris). Le candidat retenu utilisera l'anglais et aura directement accès aux technologies nouvelles et notamment à un IBM PC.

La rémunération ne sera pas inférieure à 220.000 F/an +

Envoyez votre C.V. et photo à l'attention de UNISABI  
Département Personnel (RM, RPO) - B.P. 7  
45550 SAINT DENIS DE L'HÔTEL



## Jeune ingénieur électronicien Sud-Ouest - 140 000 F +

Notre établissement industriel recrute pour renforcer sa « Division Recherche et Développement » un **jeune ingénieur électronicien** spécialisé dans l'informatique scientifique (temps réel).

Son rôle sera d'abord de prendre en charge et de mener à bien un projet d'acquisition et de traitement informatisé de mesures et de données.

Une première expérience de 2 ans serait souhaitable.

Le poste est une réelle opportunité pour un candidat désireux allier technologie de pointe et informatique.

La taille de l'établissement permet un développement de carrière important et varié, en particulier dans le domaine des « process ». Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous la référence IE/LM, à notre Conseil.



13, rue de Custine  
75009 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## POUR LYON IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

### INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN (H. ou F.) grande école

Adresser lettre manuscrite c.v. et photo à Havas Région 15342, B.P. 1000, 69222 Lyon Cedex 02.





emplois régionaux / emplois régionaux / emplois régionaux / emplois régionaux

# ITT

Composants et Instruments

recherche dans le cadre de son développement

## UN JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

- Diplômé de l'enseignement technique supérieur (électronique ou électromécanique)  
- Maîtrisant la langue anglaise.  
Il lui sera confié au sein de bureaux d'études, la responsabilité du développement de produits.  
(Référence 101)

## UN INGENIEUR DE VENTES DEBUTANT

- Diplômé de l'enseignement technique supérieur.  
- Après une formation produits et vente de 6 à 12 mois dans une des unités de la Division située à Dole (Jura), il sera intégré à l'équipe de ventes soit en région parisienne, soit dans une agence de province.  
(Référence 102)

## UN INGENIEUR DE VENTES CONFIRME

- Diplômé de l'enseignement technique supérieur, il a déjà acquis une expérience de la vente dans le domaine des composants qui lui permettra d'être immédiatement opérationnel.  
- Son poste sera basé à Lyon.  
(Référence 103)

## UN GESTIONNAIRE STOCKS (PREVISIONS DE VENTE)

- Ces deux postes sont offerts en sein d'un service client entièrement informatisé situé dans l'une des unités de la Division à Meaux (Seine et Marne).  
- Les candidats doivent être titulaires d'un DUT ou BTS, option technique et avoir acquis une expérience de 2 à 5 ans en gestion commerciale.  
- Ils participeront activement à l'amélioration du service rendu aux clients.  
(Référence 104)

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Les candidats qui souhaitent s'intégrer à un groupe performant et mondialisent leurs CV, photo et prétentions à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 sous référence 3548-qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### EVOLUER

Nous sommes une société française filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

### VIVRE

Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

### CREER

Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

## Diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si vous avez 2 à 4 années d'expérience commerciale en informatique ou une forte motivation pour la négociation, rejoignez-nous comme

### INGENIEUR MARCHE

Responsable d'affaires, vous aurez à promouvoir les services de CEG-TYMSHARE dans les grandes entreprises françaises et internationales et à gérer le développement de vos clients.  
Réf. 1102

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme

### INGENIEUR CONSULTANT

vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications.  
Réf. 1103

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme

### INGENIEUR LOGICIEL

vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place.  
Réf. 1104



Nous vous formons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties. Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse. CEG-TYMSHARE, 108, Bureau de la Colline, 92210 SAINT-CLOUD - Tél. 01 47 70 12

Banque parisienne recrute pour sa Direction des Engagements

## Chef de service adjoint MF

Classe VI

Disposant d'une large délégation de décision et d'une large autonomie administrative, son activité s'exerce sur un portefeuille d'entreprises : étude, présentation des dossiers de crédit, gestion, administration, suivi des risques, relations permanentes avec le réseau.

Profil :

- expérience de plusieurs années du crédit aux entreprises,
- sens du risque et de la relation commerciale.

Ces postes présentent des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

## Assistants crédit MF

Grades III-IV

Ils ou elles auront en charge le suivi quotidien des engagements, des opérations, du fonctionnement des comptes, en relation avec le réseau, ainsi que la préparation des dossiers de crédit.

Ils ou elles seront en relation avec les services d'exploitation.

Profil :

- pratique de l'analyse financière,
- bonnes connaissances des opérations bancaires,
- qualités requises : sens de l'organisation, méthode.

### GILSON

#### INTERNATIONAL

NOUS savons concevoir utilement des matériels de laboratoire. Dans le cadre de nos diverses activités, nous imposons notre efficacité dans le domaine de la manipulation automatique d'échantillons liquides (programmable). Dynamiques dans notre adaptation à l'évolution permanente de la recherche et de la demande, nous commercialisons nos innovations sur un marché international porteur.

VOUS possédez une solide formation en chimie-biologie (D.E.A., maîtrise...) ? Vous avez acquis, en quelques années, une expérience variée en laboratoire ? La micro-informatique est devenue pour vous un jeu d'enfant ? Vous maîtrisez bien l'anglais ?

Vous voulez vous développer l'ASSISTANT de notre

## CHEF DE PRODUITS ?

(manipulation d'échantillons liquides).

Ecrivez à Vincent OBERTHUR  
GILSON MEDICAL ELECTRONICS  
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS LE BEL.



L'unité de gestion des ressources humaines de notre organisme, l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier, désire confier ses opérations de recrutement à un(e)

## jeune psychologue

Son action s'étendra de la prise en compte des désirs du service demandeur afin de préciser le profil requis jusqu'à la proposition au responsable du ou des candidats retenus.

Sa collaboration sera requise également pour les actions internes de mutations et de promotions.

Il participera à des actions ponctuelles relevant de la gestion des ressources humaines : études sur les qualifications, définitions de fonctions, gestion de candidatures grâce à l'outil informatique.

Ce collaborateur a autorité sur une petite équipe et agit en liaison étroite avec les responsables du service et la hiérarchie de l'entreprise.

Ce poste basé à Paris est évolutif et conviendrait à une personne ayant une expérience de 2 années dans le recrutement.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous référence JC au



Poissonnière Commercial Building  
11, Fg Poissonnière 75009 PARIS  
Discrétion assurée

## Barclays Bank S.A.

recherche pour sa Direction des Grandes Entreprises à Paris

## SPECIALISTE CREDITS EXPORTS MF

27 ans min.

Ce candidat devra justifier, outre d'une expérience bancaire de base, d'une excellente connaissance de tous les produits du financement du Commerce Extérieur (crédit acheteur, crédit fournisseur, préfinancement, cautions, etc...) acquise au sein d'une banque de renom et avoir la maîtrise de la langue anglaise.

## EXPLOITANT ENTREPRISES MF

26 ans min.

De formation supérieure, avec une expérience bancaire d'au moins 4 ans, dont 2 ans minimum dans l'exploitation clientèle entreprises, le candidat devra posséder une excellente connaissance des produits bancaires, le sens du risque, l'aisance du contact avec la clientèle et maîtriser parfaitement l'anglais.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à  
Mme Michèle SEVAUX - DIRECTION DU PERSONNEL  
33, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# Imaginons venir ensemble

Hewlett-Packard France : 40 % de croissance annuelle du CA, 2700 personnes, 3<sup>me</sup> exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à l'Isle d'Abeau, au Sud de Lyon. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

## MESURE ET SYSTEMES

### ■ Ingénieurs et techniciens électroniciens de maintenance

Débuts - ENIB, ESEO, ESIEE, DUT, ... ou avec une première expérience, ils interviennent au sein du Service après-vente de l'activité Mesure et Systèmes. Responsables en laboratoire de la maintenance de produits très sophistiqués (appareils de test et de mesures nécessitant la connaissance de l'électronique analogique et numérique), ils joueront un rôle d'assistance technique à la clientèle. Leur intégration au N° 1 mondial de l'instrumentation électronique leur permettra d'acquérir la maîtrise des technologies de pointe et d'évoluer rapidement vers des fonctions commerciales ou d'assistance logicielle. Les postes sont basés en Région Parisienne. Réf. CE/01/2/M.

### ■ Ingénieurs électroniciens technico-commerciaux

En liaison directe avec le district manager, l'ingénieur technico-commercial est responsable sur son secteur géographique de la commercialisation de nos produits. Au-delà de la prospection et de la présentation des produits, cet ingénieur d'affaires s'attache à identifier les besoins de chacun de ses clients pour fournir un conseil de haut niveau technique. Il intervient donc en véritable spécialiste auprès de ses interlocuteurs, des ingénieurs des milieux industriels et scientifiques. Ingénieurs électroniciens de formation - ENST, ESE, INSA, ENSERG, ... les candidats possèdent si possible une première expérience de la vente de produits de haute technologie. Ces postes sont basés sur PARIS-RENNES-TOULOUSE-STRASBOURG-PAU et LYON. Réf. V/01/2/M.

## INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET DE GESTION

### ■ Ingénieurs logiciels

Le conseil technique avant-vente constitue une dimension clé de la fonction. De l'étude des besoins et du cahier des charges jusqu'à la proposition des solutions, vous êtes l'interlocuteur privilégié du client. Vos compétences dans le domaine de la téléinformatique et des réseaux vous permettent d'appréhender des situations très diversifiées. De plus, la formation de nos clients met en œuvre vos qualités pédagogiques pour animer et concevoir les séminaires produits. Enfin, une assistance technique sous forme de contrats personnalisés - réactualisation des logiciels - requiert une forte implication personnelle pour atteindre notre objectif principal : la satisfaction de nos clients. Vous avez une formation supérieure - ESE, INSA, ISEP, ... complétée par une première expérience similaire de 2 ans minimum. Ces postes sont basés à LILLE - BORDEAUX - RENNES - LYON - PARIS. Réf. SE/02/5/M.

### ■ Ingénieurs commerciaux

La responsabilité d'un secteur géographique vous permettra de mettre à profit votre expérience de la négociation à haut niveau et votre détermination à conclure des affaires importantes en commercialisant la gamme HP 1000, 3000, 9000... que ce soit en informatique scientifique et technique ou en informatique de gestion. Prospection, qualification, propositions de solutions spécifiques, vous aurez à donner toute la mesure du conseil auquel nous sommes attachés. De formation supérieure, grande école d'ingénieur ou de gestion vous avez nécessairement une première expérience réussie - 2 ans minimum - dans l'un de ces domaines. Ces postes sont basés à LYON - LILLE - PARIS - ROUEN - STRASBOURG - NANTES - RENNES - PORTIER et GRENOBLE. Réf. V/02/4/M.

## DIVISION RESEAUX

### ■ Chefs de projet Electroniciens (analogique/numérique) ou Informaticiens

Si vous êtes passionné par la recherche, avec une 1<sup>re</sup> expérience de 2 à 3 ans et si vous avez un goût prononcé pour les responsabilités, vous rejoindrez notre département Recherche et Développement (+ de 50 ingénieurs). Dans un secteur stratégique, nous développons pour l'informatique de demain des produits de hautes technologies. Notre mission s'étend des réseaux locaux à la responsabilité mondiale de la connexion aux réseaux publics. Réf. GND/1/M.

## DEPARTEMENT SERVICE INFORMATIQUE INTERNE

### ■ Informaticiens de gestion

Notre service informatique a pour objectif d'être un modèle dans l'utilisation de nos produits (matériels et logiciels) : pratique d'une informatique décentralisée avec utilisation du temps réel, des bases de données. L'interaction entre utilisateurs et informaticiens développe l'intérêt du travail et la qualité des systèmes. Nos futurs informaticiens se verront confier la responsabilité du développement et la mise en place de logiciels : ils en assureront également l'évolution (adaptation, optimisation, ...). Ces fonctions requièrent une formation de type : ingénieur, grande école de commerce option informatique, maîtrise d'informatique + IAE. Une expérience même courte serait appréciée. Réf. SC/1/M.

## DIVISION EUROPEENNE DE SUPPORT INFORMATIQUE

### ■ Ingénieur process engineering

Notre futur collaborateur aura la mission d'analyser les processus de réparation actuellement adoptés et de faire des études de maximisation de la productivité. Il proposera de nouvelles solutions techniques sur le plan des méthodes, de l'organisation et de la planification. Votre formation ingénieur ECP, ECL, ENSERG... et votre expérience en production faciliteront votre intégration dans la Division et vous permettront d'accomplir efficacement votre mission avec la collaboration des ingénieurs et techniciens de l'équipe. Réf. CSG/M/1.

Pour les postes référencés ■, une formation de 6 à 9 mois dans nos entités européennes complètera vos connaissances. Une bonne pratique de l'anglais nécessaire, favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier, CV, photo et prétentions, en précisant la référence géographique choisie à :

■ Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

■ Christine Chesneau, Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France :  
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT  
PACKARD**



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## GROUPE EXPANSION

recherche  
JEUNE  
contrôleur  
de  
gestion

Intégré dans le Service Contrôle de Gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre, en liaison avec les responsables de ces produits, les résultats mensuels et d'assurer rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre, réaliser toutes les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiative pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur privilégié de la Direction et des Responsables de Départements pour les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un ou une JEUNE DIPLÔMÉ(E) d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES ou de GESTION débutant ou ayant 1 an d'expérience, motivé par un travail en équipe, dans un groupe où les contacts humains sont primordiaux.

Les dossiers de candidatures - sous référence 2929 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## DMC

- CA : 6 milliards de francs ; 14.000 personnes dans le monde -

recherche pour sa  
DIVISION INGENIERIE  
réalisant 70% de son activité à l'étranger, en  
responsable  
des  
grands projets  
de complexes industriels

Sous l'autorité du DIRECTEUR de DIVISION auquel il sera rattaché, il sera responsable de la coordination générale des études effectuées par les Experts sectoriels de la Division et de la réalisation complète des projets industriels pouvant atteindre 150 millions de francs. Sa responsabilité s'étendra à la totalité des aspects d'un grand projet : études, planification, gestion, lancement et suivi des travaux, reporting, contrôle, assurances... impliquant à tous niveaux l'implication des hommes.

Ce poste - qui exige tempérament de "bataillon" et sens aigu des responsabilités - conviendrait à un INGENIEUR MINES, ECF, AETS & MÉTIERS... âgé de 35 ans minimum, possédant une expérience réussie dans la GESTION et la RÉALISATION de GRANDS PROJETS - ANGLAIS courant indispensable - Disponibilité.

Les dossiers de candidatures - sous référence 2930 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Organisme de Financement  
du Secteur Agricole, siège Paris,  
recrute un

## ingénieur

Formation : de préférence Ecoles Supérieures d'Agronomie ou Économie et Gestion. Expérience confirmée du milieu agricole.

Apptitudes : habitude des responsabilités dans la conduite des projets. Sens des relations humaines et de la négociation.

Profil du poste : Analyse des Programmes proposés au financement dans leurs aspects techniques et financiers, avec soutien particulier des exigences de formation qui les impliquent. Production de rapports analytiques et de synthèse. Travail au Siège parisien et déplacements en Province.

Adresser C.V. détaillé en indiquant le niveau de rémunération annuelle, sous référence 70.079, Publicité Roger Hely, 101 rue Réaumur 75002 Paris.

## De la formation au développement des ressources humaines

Le très grand Groupe Financier Privé que nous sommes met à la disposition de ses différentes sociétés, et plus particulièrement des équipes de formation de chacune d'elles, ses intervenants en matière de formation, de perfectionnement, et d'assistance audiovisuelle...

Vous avez 30 ans environ, une formation supérieure (Sciences Humaines et Sociales, Ecoles Commerciales, Sciences Économiques...). Vous avez été quelques années Consultant en formation dans un cabinet Conseil ou au sein d'un service Développement des Ressources Humaines dans un groupe de sociétés. Vous aspirez à prendre rapidement plus de hauteur de vue et de responsabilités.

Nous vous les offrons. Après avoir animé avec succès des actions de formation à la fois dans les sociétés et au niveau du Groupe, vous serez amené à participer à la conception, à l'animation et au suivi de nouveaux programmes adaptés à la demande de chacune.

A terme nous souhaitons vous confier l'animation complète du service comprenant 8 personnes et tous les supports techniques de pointe (audiovisuels, vidéo, informatique) que vous maîtrisez déjà aujourd'hui au plan pédagogique. Bientôt vous deviendrez donc le Conseil en stratégie des ressources humaines que vous souhaitez être, et que nos sociétés attendent en appui de leurs propres actions.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1744M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris  
(qui transmettra).

Maîtrise Lettres, CELSA, Sciences Eco...

## Le conseil et la vente dans un secteur clé de la communication !

Valoriser votre formation supérieure et vos premières expériences (services ou conseil de préférence) dans une forme de vente impliquant une large part de conseil.

Optimiser vos qualités d'écoute et de synthèse pour intervenir en véritable partenaire de l'entreprise. Développer vos qualités rédactionnelles et votre créativité, mais aussi votre sens du concret pour proposer des solutions originales et adaptées. C'est ce que vous propose une des

sociétés leader dans un secteur clé de la communication ! Vous bénéficiez :  
- d'une fonction exceptionnellement riche et formative auprès d'interlocuteurs de haut niveau,  
- d'un appui logistique et technique important,  
- d'une rémunération motivante et rapidement évolutive,  
- d'une ambiance jeune au sein d'une équipe de professionnels motivés. Et, cela va de soi, vous recevrez une formation complète à notre secteur d'activité et nos méthodes pour vous

permettre de mener à bien votre mission de développement et de conseil. Si vous avez une bonne maîtrise d'écrit, des idées et la volonté de vous investir, nous allons nous entendre.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et référence actuelle), sous réf. M3228, à Patrick FORET - MEDIA P.A. - 8, bd des Capucins - 75002 PARIS.



Rejoignez une équipe qui fonce !

GROUPEMENT PROFESSIONNEL SECTEUR ASSURANCES  
recherche pour sa section STATISTIQUES

## UN SPÉCIALISTE HF de l'analyse des données

Les candidats à ce poste devront justifier d'une formation supérieure de type ENSAE ou ISUP, ainsi que d'une première expérience significative dans une fonction analogue.

Ce poste à la rémunération motivante offre des possibilités d'évolution intéressantes.

Prévoir dossier candidature avec photo en précisant la rémunération annuelle brute souhaitée, sous réf. SA2, à M. D. DERYNCK - A.G.S.A.A. 118, rue de Toqueville - 75002 PARIS CEDEX 17

BANQUE INTERNATIONALE  
(siège social à Paris)

recherche

pour son département de crédit

## COLLABORATEUR/TRICE

(niveau cadre)

Pour assister le responsable des recouvrements dans l'analyse, le suivi et la réalisation de certaines créances internationales litigieuses.

Le (la) candidat(e) recherché(e) aura acquis une expérience d'au moins 3 à 5 ans dans le domaine des crédits bancaires internationaux (euro-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (écrit et oral).

Une formation juridique générale serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Env. c.v. et prétentions s/r 8.555 Le Monde Pub. service annuaires classés, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

## Ingénieurs

confirmés ou 2 à 3 ans d'expérience.

Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :

- SYSTÈME TEMPS RÉEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELEINFORMATIQUE,
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- CAO.

nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGÉNIEURS SPÉCIALISÉS.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :

telsa informatique  
8, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

## MATRA

recherche pour le Service Juridique de la Direction du Personnel : H/F

## Juriste d'Entreprise

compétent en droit du travail

Il a une responsabilité d'études de législation sociale, impliquant la consultation d'organismes spécialisés, et participe à la définition de la réglementation et à la mise en œuvre de ses applications.

Il est fréquemment consulté par les chefs du personnel et par les différentes directions opérationnelles de la société auprès desquels il exerce un rôle de conseil et d'assistance en matière de droit du travail.

Diplômé d'études supérieures en droit, (DEA, DESS droit du travail) ou Sciences Po, il apporte une compétence et une « pratique » juridique acquise par une expérience minimum de 3 ans. Il se fera apprécier par sa rigueur dans l'analyse, sa clarté dans la synthèse, ses qualités de communication et son sens de l'équipe.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo sous NO NK 1168 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 - SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

## Préparer notre contrôle de gestion

Nous sommes une importante société étrangère d'assurances sur la vie. Notre développement régulier nous conduit à créer, en vue de la mise en place d'un contrôle de gestion, la fonction d'analyste comptable au sein de notre service de comptabilité générale.

Votre mission sera d'effectuer l'examen approfondi des opérations comptables enregistrées, telles que le contrôle de l'imputation des frais généraux, la surveillance des comptes courants des agents. À partir de la synthèse de ces travaux, vous aurez à élaborer des tableaux de bord mensuels, prioriser les actions correctives, établir les circuits de documents et assurer le dialogue permanent avec l'informatique et les responsables de services auprès desquels vous aurez un rôle de conseil.

B.T.S. ou D.E.S., votre compétence et votre expérience d'au moins 3 ans en comptabilité et informatique devraient faire de vous notre homme. Votre souplesse et votre sens de la communication seront, avec une réelle largeur de vues, des atouts supplémentaires pour réussir.

Bernard Juhliet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, C.V., photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 8634M, 1 rue de Berli - 75008 Paris.

Bernard Juhliet  
Psycom

Membre de Syntec

Nous distribuons en France des produits de toute technologie. La très forte croissance de notre activité (+ 80% en 1 an) nous conduit à créer un poste de

## CONTROLEUR DE GESTION

Reportant au Directeur Général, vous aurez un double rôle :

- analyser le cycle budgétaire et analytique de l'entreprise.

- être le responsable du développement et de l'exploitation de l'outil informatique de la société.

Dans un premier temps, vous participerez à la mise en place de l'outil informatique et des procédures associées avec l'aide d'un cabinet de conseil.

Profil :

- Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, débutant ou ayant eu plus un an d'expérience.

- Vous êtes ambitieux, rigoureux et vous recherchez une ambiance de travail jeune et dynamique.

Localisation proche banlieue Ouest

Adresser lettre et C.V. sous référence 80573 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE DE 2 À 3 ANS DE RÉDACTION TECHNIQUE.
- VOUS AVEZ FAIT PARTIE D'UNE ÉQUIPE DE COMMUNICATION EN VENTE.
- VOUS AVEZ PEUT-ÊTRE INTÉGRÉ UNE AGENCE DE PUBLICITÉ.

## RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION COMMERCIALE DE NOTRE GROUPE

POUR notre journal, les publi-reportages, tracts et notices, le montage des manifestations diverses, salons ou congrès, il nous faut

UNE PERSONNE CRÉATIVE, MAIS SÛRE, INTÈGRE, ORGANISÉE.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous référence n° 1 511 à

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des acacias 75017 Paris

## INGÉNIEURS DES ÉCOLES UNIVERSIT.

pour assurer des développements :

- Langage C/UNIX ou
- Assembleur, Pascal logiciel de base ;
- TRANSMISSIONS.

Écrire au :

78-60, avenue Gallieni,

92114 SAGNOLEY CEDEX.

ORGANISME PARA-PUBLIC

recherche

## UN INGENIEUR SYSTEME

ayant une expérience DPS S, GEOSIS ou GEOSIS 2. Poste impliquant de nombreux déplacements en province. Niveau de rémunération compris dans une fourchette de 153.408 F à 219.108 F (de AC4 à ISA 3), selon compétences et expériences. Adresser lettre + CV complet à C.N.A.F., Bureau des Relations Sociales, 53, rue Duvivier, 75004 PARIS Cedex 13.

مكتبة الأمل



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)  
Société d'informatique spécialisée en

**INFORMATIQUE BANCAIRE  
TELEMATIQUE - VIDOTEX  
TELEPAIEMENT**

recherche.  
**INGENIEURS ET ANALYSTES  
EXPERIMENTES**  
pour concevoir et réaliser des logiciels systèmes  
et d'application sur sites centraux et  
micro-ordinateurs répartis.

La QUALITE des relations dans notre entreprise,  
l'INTERET des projets qui nous sont confiés  
permettent d'offrir un travail enrichissant,  
compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et références sous référence SIA.  
Jean-Jacques DIGNAC  
57, rue Vasco de Gama  
75015 PARIS.

SEGIME

## Responsable des Etudes et Opérations Financières

Premier Groupe alimentaire français, avec 25 milliards de Francs de chiffre  
d'affaires en 1983, BSN a acquis de solides positions en France et à  
l'étranger et poursuit son effort de développement sur le plan  
international.

La Direction du Financement et de la Trésorerie coordonne le financement  
à long et court terme de l'ensemble du Groupe, tant en France qu'à  
l'étranger.

Dans ce cadre, le Responsable des Etudes et Opérations Financières  
assure le montage des opérations financières sur les différents marchés  
des capitaux français ou internationaux, participe à l'étude et à la  
réalisation des opérations d'acquisitions, de cessions ou de  
restructurations internes.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant acquis au  
moins 5 ans d'expérience au sein de la direction financière d'une banque  
d'affaires ou d'un grand groupe industriel international.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P9M  
en précisant rémunération actuelle à : BSN -  
Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes -  
75008 Paris Cedex 08.

## Juriste Marques et Modèles Paris

Le Groupe BSN - 1<sup>er</sup> groupe agro-alimentaire français avec 25 Mds de Frs  
de C.A. - connaît depuis plusieurs années une forte croissance dont la  
consolidation la plus récente a été l'acquisition des sociétés POMMERY et  
LANSON.

Afin d'assurer la conservation et le développement de son patrimoine de  
titres de propriété industrielle qui s'accroît régulièrement, le Directeur  
Juridique du Groupe recherche un Juriste spécialisé dans la gestion des  
marques et modèles.

Son expérience - 5 à 10 ans environ - aura été acquise en entreprise et/ou  
en cabinet.

Titulaire d'une Maîtrise de Droit, de préférence complétée d'un DESS de  
Propriété Industrielle, il possèdera une bonne pratique de l'anglais. Il  
saura mettre en valeur ses qualités d'organisation, d'autonomie et  
d'aisance relationnelle.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R15M  
en précisant rémunération actuelle à : BSN -  
Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes -  
75008 Paris Cedex 08.

## Edition enseignement technique

Principal Editeur de livres et de matériels  
d'enseignement, HACHETTE publie pour tous les  
niveaux, dans toutes les disciplines, de la Maternelle  
à l'Université.

Nous publions en particulier sur le marché en  
croissance de l'enseignement technique. Savez-  
vous, par exemple, que les candidats des séries G  
(Gestion) sont les plus nombreux au BAC ?

Nous recherchons pour notre Branche Education  
un EDITION ASSISTANT qui travaillera sur ce  
secteur de l'enseignement technique.

Peut-être est-ce un professionnel de l'édition,  
mais pas forcément... Il est, par exemple, ac-  
tuellement ingénieur, professeur dans l'enseignement  
technique, votre contrôleur  
de gestion.

Vous aurez pour mission de réaliser et de  
publier un certain nombre de livres, de logiciels et  
de matériels audiovisuels. Interface entre les  
auteurs et tous ceux qui contribuent à la fabri-  
cation des produits, vous aurez une responsabilité à  
la fois d'édition et de gestion.

Vous êtes tout à la fois rigoureux et pédago-  
gique ? Vous savez que vos bons contacts profes-  
sionnels sont un de vos atouts ? Vous vous sentez  
capable de discuter avec des professeurs ?

Alors écrivez-nous ! (lettre manuscrite + C.V.) à  
Service Gestion des Cadres - 12, rue François 1<sup>er</sup> -  
75008 Paris - sous référence 405.

HACHETTE

## chef de produit junior

europ assistance

Nous sommes bien connus comme le leader  
de l'assistance notamment aux particuliers.  
Notre dynamisme s'appuie sur une équipe  
Marketing soucieuse d'élaborer des produits  
toujours plus performants sur de nouveaux marchés. Au sein de ce service, nous créons un  
poste de Chef de Produit Junior pour le secteur des produits destinés au grand public. Ce jeune  
collaborateur se verra confier le suivi des produits existants, leur développement. Il participera  
à la création de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché. Il sera en relation avec la force de vente et  
les équipes d'assistance. Il créera les moyens et supports nécessaires à sa réflexion : enquêtes, outils d'ana-  
lyse... Il interviendra dans l'élaboration de communication nécessaire à l'information du public. Ce poste  
convient à un candidat de formation supérieure (ESG) justifiant d'une première expérience de la fonction  
acquise éventuellement dans un secteur de service. Notre développement nous conduit à rechercher un jeune  
collaborateur de fort potentiel, capable de grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous  
référence 414.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES  
(90 personnes) CRÉÉE à PARIS (Pont de l'Alma - rive droite), le poste

## JEUNE DIPLÔMÉ

AGRO-AGRI, ESCAE, MAÎTRISE SCIENCES ECO, ETC.

## ÉTUDES RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Relevant du Chef du Service économie des produits céréaliers, il étudiera et proposera  
toute action permettant d'améliorer les échanges commerciaux de céréales sur les plans  
national et international; il sera notamment chargé de :

- rassembler et analyser les informations techniques, économiques et réglementaires  
relatives à la commercialisation des céréales;
- assurer le suivi d'actions conjoncturelles visant à favoriser les exportations;
- étudier les moyens logistiques du secteur et proposer des évolutions techniques, com-  
merciales et financières.

Courts déplacements en province.  
Le candidat - 25 ans minimum - a une formation supérieure et un début d'expérience  
dans un domaine réglementé par la CEE, et - si possible - céréalière ou son environ-  
nement.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (294.55.00) ou écrire sous  
réf. 43 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAYRUT  
ou Richard BÉNAOUIL - GROUPE BNC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

etap

## Directeur de production

référence FX 214 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE, réalisant des biens  
d'équipement en chaudronnerie inox et fortement exportatrice, recherche le  
Directeur de Production d'un de ses départements dont le CA est de 300 millions.  
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, AM, ENSI, ayant environ  
10 ans d'expérience de direction de fabrications dans le secteur chaudronnerie ou  
mécanique (la connaissance des productions en moyenne série serait un atout),  
témoinnant de très réelles qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.  
Relles possibilités d'évolution de carrière.  
Poste à Valenciennes.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

## Attaché de direction financière

références BL 216 AM

Leader mondial sur ses marchés, une Société Industrielle  
Française réalisant des produits "Grand Public", offre un poste  
intéressant et évolutif à un jeune Attaché de Direction Financière.

Sa mission : seconder le Directeur Financier sur l'ensemble de ses responsabilités  
et en particulier assurer le suivi :

- de la gestion comptable (générale et analytique) et trésorerie,
- des procédures informatiques en cours de réalisation (matériel CII DPS 37 -  
35 terminaux) et pour un rôle de liaison entre les utilisateurs et les informati-  
ciens,
- du contrôle de gestion (plan-budgét).

Ses profils : ESSEC, ESCP ou équivalent (DECS apprécié) ayant acquis des connais-  
sances en gestion, comptabilité, informatique ou cours d'une première expérience  
réussie d'au moins 2 ans en milieu industriel et dans le cadre d'une Direction Finan-  
cière performante.  
Poste à Paris.

## Attachés de presse

références GW 213 AM

UN TRÈS GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche  
deux Attachés de Presse pour les intégrer à son service Relations Publiques.

Ces postes (dont l'un se situe à Paris et l'autre dans le Nord) conviendraient à  
des candidats Sc. Po., Maîtrise de Gestion ou diplôme supérieur équivalent (forma-  
tion complémentaire CELSA ou école de journalisme appréciée), ayant impérative-  
ment une expérience professionnelle (3 ans minimum), soit comme journaliste éco-  
nomique, soit comme attaché de presse d'une grande entreprise privée ou publique.  
Disponibilité, esprit de synthèse, sagacité et capacités relationnelles sont nécessaires  
ainsi qu'un sens aigu des responsabilités pour assumer un rôle de communication  
auquel l'entreprise attache une importance toute particulière.  
Connaissance de l'anglais indispensable.

## Ingénieur brevet

référence NG 212 CM

UN CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, solidement implanté,  
recherche un Ingénieur Brevet diplômé du CEPI ayant de préférence une pre-  
mière expérience professionnelle (une solide expérience en propriété industrielle  
serait indispensable si le candidat n'était pas diplômé du CEPI), capable d'exercer  
son activité avec autonomie.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand nécessaire.

Ce poste peut se situer au choix du candidat à Paris ou à Strasbourg.

## Mines, ECP, AM, ENSI, fort potentiel postes opérationnels

référence AX 215 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE, leader dans plu-  
sieurs de ses activités, réalisant des biens d'équipement et exportant plus  
de 50% de son CA, étire les équipes opérationnelles de ses usines et recherche de  
jeunes ingénieurs, grandes écoles généralistes, débutants ou ayant une première  
expérience.

Ils seront solidement formés aux techniques mises en œuvre par la Société, en assu-  
mant des missions concrètes leur permettant de connaître tous les secteurs des  
usines : méthode, fabrication, contrôle, gestion de production, sous-traitance...  
Ils seront ainsi à même d'assumer rapidement des responsabilités autonomes.  
Premiers postes à Valenciennes.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap

4, rue Massenet 75116 Paris

## Adjoint au Directeur du Personnel

Nous sommes une Société de Services en communication occupant une place de choix, tant en raison  
de sa technicité de pointe, que de son ouverture nationale et internationale.

Nous recherchons un Adjoint qui s'insèrera à notre Direction du Personnel et ce poste est pour  
nous important.

Vous avez une formation supérieure où l'option "personnel" a été présente, et vous pouvez justifier  
d'une expérience réussie de 4 à 6 ans qui vous a permis d'être un bon généraliste de cette fonction,  
y compris le recrutement.

Disponible et rigoureux, vous avez du goût pour ce métier, dont vous mesurez les possibilités et les  
difficultés.

Au-delà de votre participation active à la gestion courante, des études ponctuelles que vous effec-  
tuez, vous prenez en charge les recrutements et devez être capable de devenir un trait d'union  
pour les problèmes de relations humaines.

En plus de vos connaissances, il vous faudra savoir agir à la fois avec souplesse, fermeté et discernement.  
Merci, si vous vous sentez concernés par un tel projet, d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence  
64007 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI

centor

13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS

ARCOREM 7887

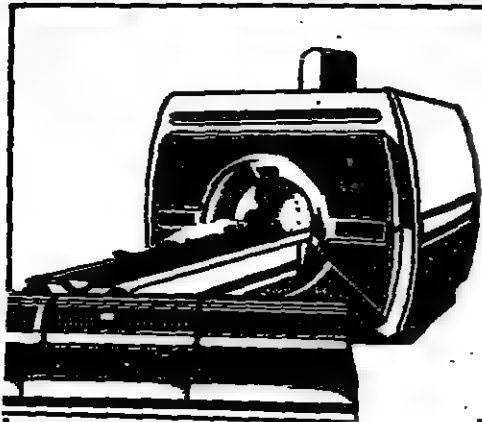


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## THOMSON CGR

### PROFESSIONNELS DE LA PRODUCTION, A VOUS DE RELEVER NOTRE DÉFI INDUSTRIEL !

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé. Améliorer la productivité, optimiser l'utilisation de moyens industriels, maîtriser les coûts, réduire les délais, dans un environnement international très concurrentiel : tel est notre défi industriel. A vous de le relever et de gagner ! Nous vous confions des responsabilités importantes au sein de notre Direction Industrielle :

#### UN INGÉNIEUR GESTION PRODUCTION

Jeune Ingénieur Grande École, vous avez une expérience de la gestion de production industrielle (5 ans environ). Vous serez responsable pour un Département de 450 personnes :

- de l'ordonnement des programmes de fabrication, de l'évaluation des besoins, de l'adaptation des moyens nécessaires à leur réalisation,
- du suivi des dossiers de fabrication (50.000 articles), demandes approvisionnement, sous-traitance interne et externe,
- de la gestion des stocks de matière et des en-cours.

Ce poste est à pourvoir à STAINS. Réf. 345.

#### UN ADJOINT AU RESPONSABLE DES FABRICATIONS

De formation Ingénieur, vous avez 40 ans environ et possédez une expérience réussie dans le domaine de la conduite d'ateliers de fabrication de produits performants (mécanique fine et électronique). Vous prendrez dans un premier temps, la responsabilité d'un atelier d'une centaine de personnes et assisterez le responsable de l'ensemble des fabrications (300 personnes environ) pour la mise en œuvre de nouveaux processus. Vous aurez des qualités de manager et êtes rompu aux problèmes d'utilisation d'outils informatiques dans la conduite de production. Ce poste est à pourvoir à STAINS. Réf. 346.

#### UN RESPONSABLE DES DEVIS

Ingénieur de production, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans un service DEVIS. Vous devrez :

- créer et animer la base de données de Prix du Rendement Industriels, de tous les produits fabriqués dans les unités françaises et étrangères de la Branche,
- établir les devis préliminaires des nouveaux produits en liaison avec la Direction Technique,
- effectuer la comparaison des prix de produits similaires en vue d'optimiser les coûts de production.

Des déplacements fréquents sont à prévoir. Poste à pourvoir à ISSY-LES-MOULINEAUX. Réf. 347.

#### UN RESPONSABLE DE L'INTÉGRATION ET DE L'INSTALLATION IBM (DÉBUTANT)

Valorisez votre formation récente d'Ingénieur Electronicien. DEVEZ-UN SPÉCIALISTE IBM (Imagerie Résonance Magnétique). Vous deviendrez responsable de l'intégration sur site et de l'installation en clientèle de nos systèmes IBM (équipement lourd de haute technicité). Avec une équipe de quelques techniciens, vous prendrez en charge la mise au point technique (électronique, mécanique) de l'ensemble de l'appareil et assurerez les différentes phases de mise en fonctionnement en clientèle. Cette fonction implique des déplacements en France et à l'étranger (20 à 30 % de votre temps). Ce poste est à pourvoir dans notre centre de BUC. Réf. 348.

#### UN RESPONSABLE GESTION DES STOCKS (DÉBUTANT)

Jeune Ingénieur ou diplômé d'une école de Gestion, vous êtes intéressé par la mise en place des systèmes de gestion informatique. DEVEZ-UN PROFESSIONNEL DE LA PRODUCTION. Rattaché au Responsable des commandes clients, vous optimiserez les stocks par adéquation aux besoins, en approvisionnement sur programmes de production et sur stocks minis. Ce poste est à pourvoir à STAINS. Réf. 349.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures en précisant la référence du poste choisi à Yves KULIG - THOMSON CGR - 3, rue d'Amiens, 93340 STAINS.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

**THOMSON**  
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Constructeur informatique  
**DEUX INGÉNIEURS**  
Formation MAGE  
spécialisés en bureautique.  
Tél. pour R.V. 784-74-82.

## Le Monde

Le secrétariat de rédaction assure avec une vingtaine de personnes, la mise en page et le « bouclage » des éditions quotidiennes, suppléments Loisirs et Aujourd'hui, des publications mensuelles telles que le Monde de l'Éducation et le Monde Diplomatique. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un

### Journaliste secrétaire de rédaction

Après une période de formation à nos publications, nous vous confierons la responsabilité de plusieurs rubriques en collaboration étroite avec le premier secrétaire et la rédaction en chef. Nous souhaitons rencontrer des professionnels du secrétariat de rédaction d'une trentaine d'années possédant obligatoirement une expérience significative dans un ou plusieurs journaux quotidiens. De formation journalistique, avec une culture générale acquise par l'expérience ou par des études supérieures, le secrétaire de rédaction devra mettre en œuvre, chaque jour, sa capacité à réagir à l'imprévu, grâce à son esprit de décision et à son sens inventif de l'organisation. Chaque jour aussi, il réussira à concilier les exigences techniques d'une maquette avec les impératifs de la hiérarchisation de l'information.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'envoyer sous référence 488/1M, 55 avenue Eugène - 75116 Paris.

**Bernard Julhiet  
Psycom**

Membre du Syntec

Informatique  
systèmes  
temps réel

### Responsable de sa division informatique systèmes temps réel

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous possédez plus de 5 ans d'expérience en informatique industrielle.

Votre très bonne connaissance des problèmes techniques et de la négociation commerciale à haut niveau nous intéressent.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé du développement de l'activité de cette division gérée en centre de profit.

Outre l'assistance technique en clientèle, il sera de votre ressort de fixer des orientations et des choix afin d'accroître notre part de marché dans ce secteur.

Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre expérience du milieu vous permettront de mener à bien cette mission.

Pour ce poste, nous offrons une rémunération élevée.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez lettre, curriculum vitae, photo et prétentions, sous la référence PCPAM2, à Michèle DAIN.

ETUDES-CONSEIL-LOGICIEL - 65, rue Nessel - 75018 PARIS

MEMBRE DE SYNTÉC-Informatique



**MATRA  
COMMUNICATION**



Nous recherchons un fort développement (CA. 800 MF, ayant triplé en 3 ans) et construisons l'avenir en diversifiant notre activité. Nous créons au sein de notre Département **DIRECTION ETUDES et TECHNOLOGIE**, situé à BOIS D'ARCY, deux postes (H/F) :

### INGÉNIEURS D'ETUDES Grandes Ecoles

L'un d'eux aura déjà une expérience en Traitement de la Parole. Nous lui confierons l'animation d'une équipe d'Etudes et d'Applications en Téléphonie et Bureautique.

L'autre peut être débutant. Nous l'orienterons vers les problèmes de traitement Numérique (Modems et Téléphonie).

Merci d'adresser lettre de candidature + photo + CV sous référence JD 186 à MATRA COMMUNICATION - SERVICE DU PERSONNEL  
Rue Jean-Pierre Timbaud - BP 66 - 78380 BOIS D'ARCY

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL  
DOTE DE PUISSANTS MOYENS INFORMATIQUES  
RECHERCHE

### LE RESPONSABLE DU SERVICE ARCHITECTURE ET SUPPORT TECHNIQUE

Encadrant une équipe de haut niveau, il a la responsabilité de conduire les études propres à documenter les choix architecturaux dans le domaine des équipements informatiques (matériels et logiciels), à définir les choix des matériels et logiciels standard qui participent à l'information des postes de travail, à assurer le support technique, à assister les groupes de projet dans le choix et la mise en œuvre des équipements.

Il utilise d'une large expérience dans la conduite de projets, ce futur collaborateur :

- est diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou équivalent),
- parle un anglais courant,
- est capable d'évaluer au sein du groupe.



Merci d'envoyer à notre Conseil, sous réf. T102,

**THOMSON CSF  
DIVISION  
TRAVAUX EXTÉRIEURS**

recrute un

### CONTRÔLEUR DE GESTION

de formation École de Gestion ou de Commerce avec 4 à 5 ans d'expérience.

La fonction nécessite l'habitude de contacts à tous niveaux. Dans un secteur dynamique en développement elle inclut la responsabilité de la gestion du département industriel du centre de Saint-Denis.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Mme LAVAL, THOMSON CSF-DTEX, 34, boulevard Orano, 93204 SAINT-DENIS.

**THOMSON**  
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

## Relever les défis du monde industriel de demain

Nous sommes décidés à relever les défis du monde industriel de demain.

Nous savons que le Pétrole restera la première ressource énergétique du Monde pendant les décennies à venir, et nous sommes résolument engagés dans les processus d'adaptation et de modernisation nécessaires.

Nous nous donnons les moyens de nos ambitions :

- développement continu de l'exploration et de la production de pétrole brut,
- modernisation profonde de l'outil de raffinage et du réseau de distribution,
- mise en place de méthodes de gestion modernes faisant appel à la compétence et à l'efficacité des hommes,
- large recours aux possibilités de l'informatique dans tous les secteurs d'activités.

Nous faisons partie du Groupe EXXON ce qui est pour nous un atout décisif.

Nous poursuivons le développement de nos technologies par des programmes de recherches diversifiées et efficaces.

Si vous êtes séduit(e) par ce projet, si vous êtes jeune diplômé(e) d'une grande école (X, Centrale, Mines...),

et si vous avez complété votre formation à l'ENSPM ou dans une Université américaine,

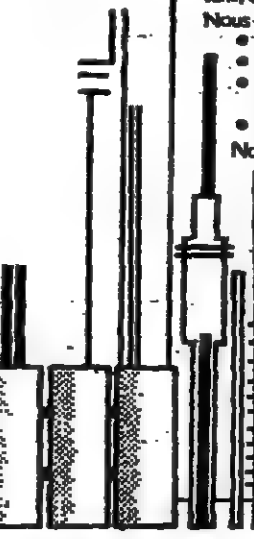
si votre dynamisme est à la dimension de votre ambition et si vous êtes mobile et ouvert(e) à toutes les perspectives de développement,

si vous avez le goût des contacts humains,

Nous devons nous rencontrer car vous trouverez avec nous la possibilité de faire la preuve de vos capacités et de réaliser une carrière mouvementée et diversifiée.

Pour acquiescer les bases de votre métier, nous vous offrons une première expérience dans notre laboratoire de Recherches & Développement.

Envoyez votre candidature au Centre de Recherches ESSO, Service Relations Sociales, Rue du Tronquet, 76130 MONT SAINT AIGNAN.



Leader en bureautique pour recherches  
**ING. ELECTRONIQUES**  
URGENT. 784-74-82.

PME leader dans son domaine (systèmes transactionnels)  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Formation DUT ou + complète : sciences, lettres, mathématiques (200...), français, langues (espér., électronique). Emploi stable avec responsabilité dans petite équipe chargée de développement. Tél. à M. Bureau, (1) 893-84-46.

LA VILLE D'ETAMPES  
(Sud de l'Essonne)  
recrute d'urgence :

### UN COMMIS

Il est en effet après la préparation la concours Pour la réception et le secrétariat du service subordonné. Qualification en électrotechnique et expérience d'un service d'entretien et de gestion d'un parc de véhicules.

Adresser candidature et CV avant le 15 décembre à M. le Maire, Hôtel de Ville, 91102 ETAMPES Cedex.

**ENCYCLOPEDIA  
UNIVERSALIS**

Recherche collaborateurs (travaux) ambitieux et dynamiques, souhaitant s'engager à une équipe de jeunes gens de parité.

Si :

- Vous avez min. 23 ans ;
- Le goût des contacts humains ;
- Un bon niveau de culture générale.

Votre candidature nous intéresse. Tél. à M. MAYORCAS au 539-55-72.

Ville de Nanterre (Sud de la Seine) recrute :

### UN SURVEILLANT DE TRAVAUX

Travail, circulation, transport. Salaire annuel brut : 82.800 F

### UN ADJOINT TECHNIQUE

Travail, circulation, transport. Salaire annuel brut : 80.000 F. Homme : 35 h hebdomadaires. Ecr. s/n° 8.577 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Filles, 75008 Paris.

مکان العمل







## Octobre 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Bouchier et Edouard Massard paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 8 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

## ÉTRANGER

1. - CEE: M. Michel Rocard critique vivement, à Luxembourg, le texte sur le plafonnement des dépenses agricoles de la Communauté mis au point par les ministres des finances des Dix. Après un nouveau compromis sur les questions budgétaires, adopté le 2 par les ministres des affaires étrangères, l'Assemblée européenne accepte de débattre, le 10, la compensation budgétaire due à la Grande-Bretagne pour 1983 et de voter, le 23, une rallonge au budget communautaire de 1984 pour financer les dépenses supplémentaires agricoles (2, 3, 4, 7-8, 11, 12, 26 et 27).

3. - MOZAMBIQUE: Un accord sur le principe d'un cessez-le-feu est conclu à Pretoria, grâce à l'intermédiaire de M. «Pik» Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, entre les représentants du gouvernement de Pretoria et ceux de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), mouvement rebelle (du 3 au 6, 11 et 30).

3-8. - FRANCE-GABON: Le président Omar Bongo effectue en France une «visite d'Etat» dans une ambiance qualifiée de «très chaleureuse» (du 3 au 8).

4. - RDA-RFA: L'ambassade de RFA à Prague est fermée au public, alors que cent quarante Allemands de l'Est s'y sont réfugiés pour obtenir l'autorisation de se rendre à l'Ouest (du 5 au 10, 12 et 24).

4-6. - TCHAD: La visite à Paris de M. Hissène Habré permet de rapprocher les points de vue français et tchadiens. A l'issue d'entretiens avec M. Mitterrand, un mini-sommet sur le Tchad est réuni à l'Elysée le 5 avec trois autres chefs d'Etat francophones: M.M. Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Bongo (Gabon) et Mobutu (Zaire). Tandis que le retrait français et le retrait libyen ont lieu, selon M. Cheysson, «pratiquement dans les conditions prévues» par l'accord du 17 septembre, une conférence interchadienne réunit depuis le 20 à Brazzaville (Congo) et suspendue le 27 sans résultat (à partir du 2).

9. - ÉTATS-UNIS-ISRAËL: M. Shimon Peres, en visite officielle aux États-Unis, est reçu par le président Reagan, qui lui confirme la volonté américaine d'aider Israël à surmonter ses difficultés économiques (les prix ont augmenté de 24,4 % en septembre) et à se retirer du Liban du Sud (3, 6, 11, 12, 17 et 19).

9-11. - FRANCE-AUTRICHE: M. Rudolf Kirchschläger, président de la République d'Autriche, se rend en visite officielle en France (24 et 25).

10-12. - VATICAN: Jean-Paul II, après une brève escale à Saragosse, en Espagne, accomplit une visite éclair en République dominicaine et à Porto-Rico (10, 12, 13, 14-15 et 17).

12. - GRANDE-BRETAGNE: L'explosion d'une bombe, dans le Grand Hôtel de Brighton, où résidaient les membres du gouvernement britannique, fait quatre morts et trente blessés. L'attentat est revendiqué par l'IRA. M. Margaret Thatcher, obtenant, l'après-midi du 12, le congrès du Parti conservateur, se déclare déterminée à «ne pas fléchir», ni face au terrorisme ni face à la grève des mineurs, qui dure depuis sept mois (7-8 et du 12 au 16).

13. - EST-OUEST: Moscou annonce que des missiles de croisière à longue portée ont commencé à être installés à bord de bombardiers et de sous-marins soviétiques, alors que, pendant le mois de septembre, une centaine de fusées SS-21 (1000 kilomètres de portée) ont été déployées en RDA et en Tchécoslovaquie (4, 12 et 16).

14. - IRAK-TURQUIE: Ankara obtient de Bagdad l'autorisation pour l'armée turque de pénétrer en territoire irakien pour y poursuivre les maquisards kurdes, qui ont multiplié, depuis le 15 août, les attaques contre des soldats turcs dans les zones frontalières du Sud-Est anatolien (3, 7-8, 11, 12, 14-15, 17, 19, 21-22 et 28).

15. - EL SALVADOR: M. José Napoleón Duarte rencontre six représentants (deux civils et quatre militaires) de l'insurrection contre l'égide de La Palma, ville du nord du pays située dans une zone contrôlée par la guérilla. Cette ouverture du dialogue, qui avait été proposée le 8 devant les Nations unies par le président Duarte, est accompagnée, dès le 18, d'une recrudescence des affrontements armés (du 10 au 30).

15-16. - FRANCE-HONGRIE: M. János Kádár, numéro un hongrois, est le premier chef d'Etat ou de parti d'Europe de l'Est à être reçu officiellement en France depuis mai 1981 (4, 13, 16, 17 et 18).

15-17. - RFA-ROUMANIE: Le président roumain, M. Nicolae Ceausescu, se rend en visite officielle en Allemagne fédérale (5, 16, 18 et 19).

18. - ARGENTINE-CHILI: Après une médiation pontificale, l'Argentine et le Chili parviennent à l'entente sur le traité qui met fin au différend territorial qui les opposait depuis 1881 dans la zone australe du canal de Beagle (6, 19 et 20).

19. - FRANCE-ALGERIE: Le voyage de M. François Mitterrand à Alger met fin au malentendu entre Paris et Alger né de la visite privée de M. Mitterrand fin août au Maroc. L'annonce, faite à l'issue du voyage, que M. Claude Cheysson assistera à Alger aux cérémonies commémoratives du déclenchement de l'insurrection algérienne, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, suscite de nombreuses protesta-

tions en France, en particulier au sein de l'opposition (4 et à partir du 19).

19. - POLOGNE: Le Père Jerzy Popieluszko, vicaire d'une paroisse ouvrière de Varsovie et défenseur très populaire des idées de Solidarité, est enlevé. Ses ravisseurs, trois officiers de la sécurité, sont arrêtés le 24 et son corps n'est retrouvé dans la Vistule que le 30. Cet assassinat provoque une vive émotion, mais le pouvoir parle d'une «provocation» qui vise à saper la «politique de renouveau» et Solidarité lance des appels au calme: M. Lech Walesa, affirmant, le 30, qu'il n'a aussi voulu tuer l'espérance, souhaite que l'absence de «manifestations d'indignation (...) œuvre la voie au dialogue» (à partir du 23).

20. - CHINE: Le troisième plénum du douzième congrès du PC chinois s'achève en adoptant la «réforme urbaine» qui prévoit d'instaurer dans l'industrie, de manière «réaliste» et «prudente», une décentralisation de la gestion ainsi que la vérité des salaires et des prix (13 et 21-22).

21. - ÉTATS-UNIS-URSS: Alors que M. Constantine Tcherenkov a précisé, dans un entretien publié le 17 par le Washington Post, les conditions d'une reprise

des serments traduits en justice (4, 19 et du 25 au 30).

23-24. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE: M. François Mitterrand accomplit une visite d'Etat en Grande-Bretagne. La découverte d'explosifs, apportés par un artificier français, à la résidence de l'ambassadeur de France provoque un incident entre policiers britanniques et français ainsi qu'une violente campagne antifrancophone dans la presse britannique (du 23 au 29).

25. - ETHIOPIE: Les pays occidentaux accroissent leur aide à l'Éthiopie, où six millions de personnes sont menacées de famine en raison de la sécheresse. Certains mettent en cause la diligence des autorités éthiopiennes (2, 19 et du 28/X au 3/XI).

25. - RFA: M. Rainer Barzel, président du Bundestag, démissionne après avoir été mis en cause par la presse ouest-allemande dans l'affaire Flick: il est accusé d'avoir reçu du groupe industriel 1,6 million de DM entre 1973 et 1979 pour avoir cédé la présidence du Parti chrétien-démocrate à M. Helmut Kohl. Le scandale, qui atteint l'ensemble de la classe politique ouest-allemande, mène aussi le chancelier Kohl, qui avait reçu de l'argent du groupe Flick (17, 20 et du 24 au 30).

25. - TURQUIE: Deux militants d'extrême gauche condamnés à mort sont pendus, l'un le 7 à Izmir, l'autre le 25 à Bursa (9, 21-22, 23, 26, 27 et 28-29).

26. - ITALIE: Les conclusions de l'Instruction sur l'attentat contre Jean-Paul II le 13 mai 1981 confirment qu'il s'agit d'un complot international. Sept personnes sont déferées à la cour d'assises: trois Bulgares, dont Sergueï Anonov, et quatre Turcs, dont Ali Agpa et Orul Celik, qui serait le second auteur de l'attentat (du 27 au 30/X, 3/XI).

26-27. - UEO: Les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunis à Rome, adoptent un plan de relance de la seule organisation européenne compétente en matière de défense (24, 27 et 30).

27. - FRANCE-AFGHANISTAN: Jacques Aboachar, journaliste à l'Antenne 2, fait prisonnier en Afghanistan le 17 septembre, revient en France. Condamné le 20 par un tribunal de Kaboul à dix-huit ans de prison, il a été gracié le 25 après de très fortes pressions du gouvernement français auprès des autorités soviétiques et afghanes. Cette affaire avait provoqué une vive tension entre Paris et Moscou, et le PCF avait «suspendu», le 23, ses relations avec le PC afghan (du 2 au 30).

29-30. - CHILI: La onzième journée de protestation nationale, le 29, est suivie, le 30, à la première grève générale, l'appel du Commandement national des travailleurs. Le mouvement est largement suivi, mais de violentes manifestations font huit morts (6, 10, 11, 12 et du 30/X au 2/XI).

29-30. - FRANCE-ÉGYPTE: Le président Hosni Mubarak effectue une visite de travail à Paris avant de se rendre pour trois jours à Bonn (18 et du 28 au 31).

30. - ISLANDE: Les fonctionnaires et employés municipaux, en grève depuis le 4, cessent leur mouvement qui avait complètement désorganisé la vie du pays (10 et 23/X, 1/XI).

31. - INDE: Indira Gandhi, première ministre indienne depuis le 24 juin 1977, a été assassinée le 31 octobre par trois soldats membres de son service de sécurité. Son fils, M. Rajiv Gandhi, aussitôt nommé premier ministre, lance un appel au calme, mais, dans tout le pays, des hindous commencent à s'en prendre aux sikhs et à leurs biens (à partir du 1/XI).

31. - OPEP: Après les baisses des prix du pétrole norvégien, le 12, puis britannique, le 17, et nigérien, le 18, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide de réduire son plafond de production de 17,5 à 16 millions de barils par jour et de répartir de nouveaux quotas de production pays par pays, mais de maintenir le prix de référence de 29 dollars par baril (du 17 au 25, 27 et du 30/X au 2/XI).

## Les prix Nobel

11. - LITTÉRATURE: Jean-Marie G. Le Clezio, poète québécois (9, 10 et 15 et 19).

15. - MÉDECINE: M.M. Niels Jerne (Danemark), Georges Köhler (RFA) et César Milstein (Grande-Bretagne) pour leur découverte en immunologie (16).

16. - PAIX: Mgr Desmond Tutu, évêque anglican sud-africain qui se consacre à la lutte contre l'apartheid (17, 18 et 20).

17. - PHYSIQUE: M.M. Carlo Rubbia (Italie) et ses collaborateurs (CERN) pour leur contribution à la découverte des particules élémentaires W et Z (18 et 28-29).

17. - CHIMIE: M. Bruce Merrifield (États-Unis) pour ses recherches sur la synthèse des molécules biochimiques (18 et 19).

18. - ÉCONOMIE: Sir Richard Stone (Grande-Bretagne) pour ses travaux concernant les méthodes statistiques de comptabilité nationale (19, 28 et 23).

du dialogue entre Moscou et Washington. M. Ronald Reagan propose, au cours de son second débat télévisé avec M. Walter Mondale, de partager avec l'Union soviétique la technologie antimissiles dite «guerre des étoiles» (18, 19 et 23).

22-24. - FRANCE-ARGENTINE: Le président Raúl Alfonsín effectue une visite de travail à Paris (13, 23, 24 et 25).

22-24. - ÉCOLE: Echoes, à Paris, de la huitième session du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), institution des Nations unies spécialisée dans le financement des projets ruraux (du 20 au 26 et 30).

21. - Mort de François Truffaut, cinéaste (23, 24 et 26/X, 1/XI).

22-23. - Bob Wilson met en scène à l'Opéra de Lyon *Médée*, de Marc-Antoine Charpentier, jamais jouée depuis 1693, et *Medea*, de Gavin Bryars, en création mondiale (24 et 27).

23. - Mort de Marcel Brion, écrivain, de l'Académie française (25 et 27).

24. - 73 tableaux et 143 dessins de Watteau sont exposés au Grand Palais pour le troisième centenaire de la naissance de l'artiste (25).

25. - Mort de Pascale Ogier, actrice, à l'âge de vingt-quatre ans (27, 28-29 et 31).

31. - Mort d'Edoardo De Filippo, acteur italien (2 et 3/XI).

## FRANCE

2. - La Haute Autorité de l'audiovisuel désigne M. Jean-Claude Héberlé pour succéder en novembre à M. Pierre Desgraupes à la présidence d'Antenne 2 (4, 5, 10 et 13).

7. - A propos de la «cohabitation» entre une majorité législative de droite et un président de la République de gauche, M. Raymond Barre déclare à Bordeaux qu'il s'agit d'une «trahison du principe de la V<sup>e</sup> République». M. Jacques Chirac, invité du «Grand Jury RTL-Le Monde», réplique que le refus de la cohabitation pourrait aboutir à une «crise de régime» (2, 9, 12 et 24).

8. - Mort de Louis Gros, membre du Conseil constitutionnel. M. Maurice René Simonnet est nommé par M. Poher, président du Sénat, pour le remplacer (10).

10. - Le conseil des ministres annonce de nouvelles mesures visant à favoriser l'insertion des immigrés et à mettre un terme à l'immigration clandestine. Les restrictions apportées aux regroupements familiaux suscitent les protestations d'associations d'immigrés (2, 11, 12, 16, 23 et 28-29).

11. - Le Conseil constitutionnel déclare la loi sur la presse conforme à la Constitution, mais supprime son caractère rétroactif: le groupe de M. Hérault n'est donc plus visé par la loi. L'octroi de pouvoirs administratifs à la «commission pour la transparence et le pluralisme» est aussi annulé (13 et 14-15).

11-13. - M. François Mitterrand, effectuant un Aquitaine sud, annonce son voyage officiel en province, réaffirme sa volonté de «rassembler» les Français et d'«apaiser les passions», sans céder aux pressions. A Bayonne, le 12, il déclare à propos de l'autonomie basque: «Je ne laisserai pas décliner le drapeau de la France» (du 11 au 16).

15. - M. Jacques-Antoine Gros, président de chambre à la cour d'appel de Colmar, est inculpé de «trafic d'influence» et de «corruption» (du 18 au 24).

16. - Les obèques d'un gardien de la paix, tué le 11 octobre, lors d'un contrôle d'identité à Puteaux (Hauts-de-Seine), sont l'occasion de vifs incidents entre le service d'ordre et des militants du Front national, dont M. Jean-Marie Le Pen, à qui est refusé l'accès de la cérémonie. M. Pierre Joxe avait interdit, le 14, une manifestation annoncée par un syndicat de policiers (du 12 au 18 et 23).

17. - M. Laurent Fabius inaugure l'émission «Parlons France», quart d'heure mensuel réservé au premier ministre sur TF1. Cette innovation a été dénoncée à l'unanimité par les journalistes de TF1. Seuls le PC et le PS utilisent, le 18, le droit de réplique, le RPR et l'UDF ayant refusé de répondre à M. Fabius (du 11 au 20 et 23).

20-21. - M. François Léotard est élu secrétaire général du Parti républicain, au cours d'un conseil national tenu à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi de M. Jacques Chirac (7-8, 12, 13, 16 et du 19 au 25).

22-23. - M. Lionel Jospin déclare, dans un entretien au Monde, que les socialistes doivent «faire ce qu'ils croient juste» et ne pas être «habités par l'angoisse» des élections législatives de 1986 (17, 23 et 24).

23. - M. Alain Calmat annonce la création en 1985 d'un

«loto sportif»: ce jeu, qui prendra pour support différents sports, doit «associer chance et connaissances sportives» (24, 25 et 27).

26-28. - Le cinquième congrès du CDS, réuni à Toulouse, confirme les «convergences de vues» avec M. Barre, mais se refuse à «remettre son destin entre les mains d'un homme» (du 26 au 30).

28. - La «marche pour la paix», organisée par le PCF et le CGT sous l'égide de l'appel des cent, rassemble beaucoup moins de manifestants qu'en juin 1982 et juin 1983 (6, 28-29 et 30).

29-30. - Le comité central du Parti communiste adopte le projet de résolution pour le vingtième congrès prévu en février 1985, à l'unanimité moins six abstentions, dont celles de MM. Pierre Juquin et Marcel Rigout (21-22, 23 et 30/X, 1<sup>er</sup>, 2 et 3/XI).

## Economie

2. - SOCIAL: M. Bernard Hanon, PDG de Renault, propose un nouveau dispositif pour l'emploi, dont un pacte social fondé sur la formation, la mobilité et l'acceptation d'un objectif de productivité. Les négociations s'engagent le 15 avec les syndicats, tandis que la direction précise qu'environ 70 % des huit mille quatre cent cinquante-cinq salariés de plus de cinquante-cinq ans pourraient accepter de partir en préretraite (du 2 au 6, 9, du 14 au 18 et 31/X, 1<sup>er</sup> et 3/XI).

17. - FAUVRETTÉ: Le conseil des ministres adopte des mesures d'urgence contre la pauvreté, qui concernent le logement, la distribution d'excédents agricoles et l'aide aux chômeurs de plus de cinquante ans. Ces mesures seront en partie financées grâce à une majoration de 0,5 % de l'impôt sur les grandes fortunes de plus de 20 millions de francs (du 3 au 12, du 18 au 22 et 25).

19. - BUDGET: Les députés du PS et du PC adoptent un amendement du gouvernement qui supprime les avantages fiscaux attachés à l'emprunt 7 % 1973, dit «emprunt Giscard». M.M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre dénoncent, dans une déclaration commune publiée le 20, «le mépris des engagements passés» (du 20 au 26 et 30).

23. - AFFAIRES: A l'issue d'une consultation organisée par la CGT, 90,54 % des salariés de Creusot-Loire repoussent le plan de reprise présenté par Usinor et Framatome et qui prévoit deux mille six cents suppressions d'emplois (du 3 au 27).

25. - SOCIAL: La grève nationale, organisée dans la fonction publique contre la politique salariale du gouvernement, est un peu moins bien suivie que celle du 8 mars (du 9 au 15, 18, du 23 au 27 et 30).

26. - AFFAIRES: M. François-Xavier Ortoli, ancien ministre de Georges Pompidou, et vice-président, depuis 1977, de la Commission européenne, est nommé PDG de la Compagnie française des pétroles (18, 25 et 28-29).

29. - CRÉDIT: M. Pierre Bérégovoy annonce, pour le 1<sup>er</sup> janvier 1985, la mise en place d'un système d'encadrement du crédit plus souple et plus progressif (du 27 au 31).

31. - ÉNERGIE: Le gouvernement annonce un nouveau ralentissement des commandes de centrales nucléaires: la construction d'un seul réacteur sera engagée en 1985 (10/X, 1<sup>er</sup> et 2/XI).

## CULTURE

3. - Le Musée de l'homme consacre une exposition à l'art et aux civilisations des chasseurs de la préhistoire (4).

5. - Création française de la nouvelle version de *Répons*, de Pierre Boulez, aux Rencontres de

musique contemporaine de Metz (9 et 10).

16. - Mort de Georges Thill, ténor (18).

19. - Mort d'Henri Michaux, poète (23).

20. - Mort de Pierre Kaez, cinéaste (23).

## Un choix d'enquêtes et de reportages

- FRANCE: Les métamorphoses du socialisme (du 9 au 16).

- FRANCE: Les lois Auroux sur le travail (11 et 12).

- AFGHANISTAN: Les résistants de l'an V (16 et 17).

- FRANCE: A quel sert l'école? (17, 18, 20, 23, 27 et 30).

- DOSSIER: Le mode de scrutin (17).

- FRANCE: Les Français et la lecture (19 et 26).

- MAROC: «L'Etat d'est» (23, 24 et 25).

- FRANCE: Histoires de France (24, 25 et 27).

- DOSSIER: L'élection du président des États-Unis (24).

- ÉTATS-UNIS: Regards sur l'Amérique à la veille de l'élection présidentielle (du 25 au 31).

- FRANCE-ALGÉRIE: Le trentième anniversaire de l'insurrection en Algérie (28-29).

## SCIENCES ET FUTUR

2. - Trois cosmonautes soviétiques repartent la Terre après avoir établi un nouveau record de durée dans l'espace avec deux cent trente-six jours en orbite (3 et 4).

5-13. - Sept astronautes, dont deux femmes, participent avec succès à la treizième mission d'une navette spatiale américaine (6, 7-8, 9, 13, 14-15 et 16).

14. - Le Comité national d'éthique demande que l'expérimentation des médicaments sur l'homme soit strictement réglementée en France (10 et 12).

18. - La découverte du squelette presque complet d'un garçon

de trois ans, vieux de 1,6 million d'années (*Homo erectus*), a été faite en août dans le nord du Kenya, à l'ouest du lac Turkana (23).

29. - Les sociétés française CIT-Alcatel et italienne Italtel signent un accord de coopération sur les futurs réseaux téléphoniques publics (30).

31. - Le Comité national d'éthique estime que les «locations d'utérus» ne devraient pas être autorisées en France et propose l'organisation d'une «consultation publique» sur l'ensemble des nouvelles techniques de reproduction artificielle (10/X et 1/XI).



AFFAIRES

Quand M. Gattaz suit ses troupes...

Il s'en était donné du mal M. Yvon Gattaz pour apparaître neutre politiquement. Le CNPF avait souffert, il est vrai, de son engagement en faveur de M. Valéry Giscard d'Estaing entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981. On ne l'y reprendrait plus. « Mon seul parti, c'était celui de l'entreprise », Et c'est au nom de cette conscience de l'entreprise et de ses mécanismes - « de cette technicité » - qu'il obtiendra l'annonce d'un gel des charges qui pèsent sur les entreprises, le rai du pouvoir au sein de la durée hebdomadaire de travail, la promesse d'un allègement de la taxe professionnelle, etc.

Le refus du terrain idéologique - face à un Parti socialiste qui l'occupait alors largement - était comode : on ne critiquait pas le principe des lois Auroux mais leurs conséquences sur la vie interne des entreprises ; on ne refusait pas a priori la réduction du temps de travail, mais on se disait désolé de voir qu'elle pesait par trop sur les charges des entreprises, manière de dire au gouvernement socialiste : « Nous connaissons les entreprises, vous pas, alors écoutez-nous ». Affirmer, comme l'a fait, le 4 novembre, M. Gattaz à TF 1 : « Je me réjouis très sincèrement du programme du RPR

(...) Je vois que cela va dans le sens du libéralisme (...), le véritable libéralisme c'est de désamorcer », est donc un indéniable changement. Même si le président du CNPF reprend bien vite son antienne : « Nous ne voulons pas nous identifier, nous substituer aux partis politiques, nous avons une classe politique qui a son rôle, nous avons notre rôle économique qui est le nôtre et qui est totalement différent... »

Au siège de l'organisation patronale, on estime que si changement il y a, il est purement tactique. Dès lors que le discours gouvernemental est moins idéologique - le néomodernisme de M. Fabius ne l'est guère, - le CNPF peut se permettre de l'être un peu plus.

D'autres, moins subtils sans doute, rapprochent ce revirement d'une erreur tactique puis du recul de M. Gattaz à l'égard de M. Yvon Chotard, un second qu'il n'aime guère (Le Monde des 18 octobre et 2 novembre), voire du mécontentement croissant de plusieurs fédérations à l'encontre de la politique du gouvernement. Bref, il y a là une manière de dire que, à dix-huit mois des échéances électorales, le président du CNPF suit ses troupes plus qu'il ne les précède. Mais diré cela serait forcément être mauvais langues.

B. D.

ÉNERGIE

L'URSS envisage de construire un nouveau gazoduc pour approvisionner ses alliés de l'Est

L'Union soviétique a proposé à certains de ses partenaires du Comecon (1), le Marché commun des pays de l'Est, d'accroître ses livraisons de gaz naturel, grâce à la construction d'un nouveau gazoduc reliant d'ici 1990 le champ de Yamburg, situé à l'extrême nord de la Sibirie, à la frontière. M. Tikhonov, premier ministre soviétique, a précisé, en revanche, lors d'une conférence du Comecon, tenue à La Havane la semaine passée, que Moscou n'augmenterait pas ses livraisons de pétrole à ses alliés de l'Est.

Cette décision devrait permettre à l'Union soviétique, qui connaît des difficultés croissantes pour maintenir le niveau de sa production pétrolière, de préserver ses exportations de brut vers les pays occidentaux, lesquelles fournissent près de 60 % des rentrées en devises du pays.

Le nouveau gazoduc devrait, à pleine capacité, fournir jusqu'à 20 à 22 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an dans les années 90. Dans un premier temps, l'accroissement des livraisons de gaz soviétique aux pays du Comecon sera assuré grâce au gazoduc sibérien, en cours d'achèvement, qui relie le champ d'Ourengout à la frontière tchécoslovaque, et dont un tiers des capacités (32 milliards de mètres cubes par an) sont destinées pour l'essentiel aux pays d'Europe de l'Ouest (France, RFA, Italie, Autriche et Suisse).

La construction du nouveau gazoduc, qui, selon des sources occidentales, serait assurée au cours du XII<sup>e</sup> Plan quinquennal (1986-1990) - la mise en service étant prévue en 1989 ou 1990 - devrait faire l'objet d'une sorte d'accord de « joint venture » entre Moscou et ses alliés, ceux-ci devant participer à sa mise en place. Compte tenu de l'éloignement du champ de Yamburg, situé à 400 kilomètres au nord d'Ourengout et à 146 kilomètres au nord du Cercle polaire, et des conditions difficiles de son exploitation, ce chantier pourrait, selon des experts cités par l'agence Reuters, nécessiter l'acquisition d'équipements et de technologies occidentales.

Cette décision, discutée dans le cadre du XII<sup>e</sup> Plan, et qui avait été évoquée, nous signale notre correspondant dans un article de M. Nicolas Ryjkov, secrétaire du comité central, publié par la Pravda le 30 juillet dernier, traduit les diffé-

rents croissances de Moscou pour maintenir le niveau de sa production et de ses exportations pétrolières. Les ventes de brut aux pays de l'Est, estimées à environ 79,1 millions de tonnes en 1981, et qui bénéficient de tarifs préférentiels sont demeurées depuis trois ans quasiment stables, voire en légère diminution en dépit des demandes en provenance notamment de l'Allemagne démocratique et de la Tchécoslovaquie. Moscou a en revanche accru ses livraisons de pétrole aux pays occidentaux qui lui fournissent des entrées en devises indispensables.

La production soviétique de brut, qui s'est accrue faiblement depuis quelques années, passant de 603,2 millions de tonnes en 1980 à 616 millions de tonnes en 1983, connaît des difficultés croissantes.

Selon les dernières statistiques officielles, la production n'a atteint au cours des neuf premiers mois de 1984 que 461 millions de tonnes, soit 0,4 % de moins que l'an passé, ce qui laisse prévoir une production annuelle de 614 millions de tonnes en 1984, inférieure à celle de l'année précédente et aux prévisions du Plan (623 millions de tonnes). En dépit d'investissements massifs (qui ont doublé depuis 1977) et ont été largement concentrés dans les provinces sibériennes (pour plus de 50 %), l'industrie pétrolière soviétique connaît en effet des débâcles croissantes.

L'apport mis sur l'augmentation à tout prix de la production à court terme a conduit les Soviétiques à multiplier les forages et à négliger les travaux d'entretien, de mécanisation et d'infrastructure, ce qui a notablement accru le rythme d'épuisement des champs existants, si bien que la capacité nouvelle prévue par le XII<sup>e</sup> Plan (350 millions de tonnes par an) devrait à peine suffire à remplacer la déclin des anciens champs. Selon une étude récente réalisée par un universitaire américain, l'Union soviétique pourrait être obligée, pour maintenir le niveau de production actuel au cours des années à venir, de doubler le montant de ses investissements pétroliers tous les cinq ans.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Pologne, RDA, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie et pays de Roumanie.

LE DOLLAR A 9 F

Pour la deuxième journée consécutive, le dollar a été coté à Paris, mardi 6 novembre, aux environs de 9 F, retrouvant ainsi son cours de 4 septembre dernier, après avoir culminé à 9,7180 F le 21 septembre. En début de matinée, il a même glissé à 8,99 F pour se fixer finalement à 8,9540 F, les opérations s'effectuant sur des marchés des changes très calmes à la veille des élections américaines, la recommandation du président Reagan étant largement suivie, et anticipée, par les opérateurs.

Ces derniers tiennent compte, maintenant, de la baisse continue des taux d'intérêt américains, qui se traduit malgré des appels répétés du Trésor au marché financier afin de combler le déficit budgétaire. Le taux de l'argent à court terme est retombé en dessous de 10 %, de même que le taux de l'emprunt à six mois, qui s'est inscrit à

moins de 10 % pour la première fois depuis le début de l'année.

Le ralentissement très net de l'économie américaine permet à la Réserve fédérale d'assombrir sa politique, afin d'éviter que ce ralentissement ne débouche sur une stagnation, ou même une récession.

Stabilité du chômage en RFA.

Le nombre de chômeurs est resté stable en octobre en RFA et représente, comme en septembre, 8,6 % de la population active (contre 8,7 % en octobre 1983). Le nombre de chômeurs de moins de vingt ans a diminué de 8 % par rapport au mois précédent. Au total, 2 144 500 personnes se trouvaient sans emploi en octobre, contre 2 143 500 en septembre. - (AFP.)

DANS UNE CONJONCTURE MEILLEURE

Les pétrochimistes européens rationalisent leurs usines pour résister à l'arrivée des produits du Golfe

La pétrochimie européenne (chimie lourde organique et matières plastiques) se porte beaucoup mieux. Déjà l'an dernier, une timide amélioration s'était fait sentir et là. Mais, en 1984, cette industrie, placée en amont de la chimie et à la frontière du pétrole, a retrouvé une partie de son énergie que trois années de crise - les plus graves de son histoire - avaient asséchée. Elle sera globalement bénéficiaire. Même la pétrochimie française (Elf Aquitaine, CDF-Chimie), plus atteinte que les autres, parviendra au moins à équilibrer ses comptes. 1984 sera donc à marquer d'une pierre blanche. Mais peut-on pour autant avancer que la pétrochimie européenne est tirée d'affaire ? Rien n'est moins sûr.

Le lourd handicap des surcapacités n'a pas été entièrement surmonté et l'arrivée des produits « made in Saudia » risque de relancer une guerre des prix dévastatrice. En outre, si un ralentissement de la croissance économique dans le monde, accompagné d'une baisse brutale du dollar, se produisait, la situation pourrait à nouveau se dégrader très rapidement.

La pétrochimie européenne est, en effet, encore de santé fragile. Toutes les séquelles des erreurs stratégiques du passé n'ont pas disparu. Du début des années 50 jusqu'à la fin des années 60, cette branche s'était développée à très vite allure (+15 % l'an en moyenne). C'était l'ère du gigantisme. A l'époque, le patron d'un grand groupe se serait presque senti déshonoré s'il n'avait fait bâtir au moins une de ces immenses cathédrales en tuyaux, faites pour fabriquer de l'éthylène (1) et désignées sous le nom de vaporcraqueurs. Cette course aux capacités - devait conduire et persister - à une démesure qui n'a pas permis de réaliser des économies d'échelle.

La réalité fut bien différente. Quand le premier choc pétrolier survint, l'Europe, et pas seulement elle (les Etats-Unis et le Japon aussi), regorgeait d'éthylène. Avec l'enchère brutale des prix du pétrole et de ses dérivés, et la baisse corrélative de la demande, la pétrochimie se retrouva vite excédentaire. Mais l'excédent ne fut pas valablement évacué. De nombreux vaporcraqueurs s'élevèrent, à Dunkerque (CDF-Chimie), à Priolo, en Sicile (Montedison), en Yougoslavie (Dow Chemical), à Tarragona (Espey), à Mossmorran (Esso), ce dernier devant bientôt entrer en fonctionnement.

Les chimistes n'avaient pas vu que les temps avaient changé, et restaient persuadés qu'il fallait continuer d'investir, au moment où l'on était dans le creux de la vague. Résultat : au deuxième choc pétrolier, la pétrochimie européenne fut asphyxiée. Sur le front des prix, l'affrontement fut dramatique. On connaît le bilan : environ 100 milliards de francs de pertes causées par des distorsions monstrueuses de production (-30 % en 1975, +27 % en 1976, +16 % en 1978-1979, -16 % en 1980) et le plongeon catastrophique des prix (jusqu'à 71 % de déca pour le polyéthylène basse densité, dénommé PEBD). Bref, de reprise en dépression, la pétrochimie était devenue ingouvernable et un véritable gouffre à capitaux pour les entreprises.

Enfin convaincus, ou presque, de la nécessité de faire quelque chose, les chimistes européens se mirent à réorganiser, durant les trois « années terribles » (1980, 1981, 1982), à fermer des usines et un peu plus tard à s'échanger des sites pour se spécialiser chacun sur un point fort. Le géant britannique ICI fut le premier à donner l'exemple en 1982,

en troquant son PEBD contre le PVC de BP Chemicals.

Le nouveau groupe d'Etat italien ENICHEM prit le relais et s'entendit avec l'américain Hercules pour, ensemble, regrouper leurs fabrications de polypropylène. L'allemand Hoechst décida d'abandonner sa production de PEBD et tous ses installations à ENICHEM. La semaine dernière, ICI et ATOCHEM (Elf Aquitaine) ont procédé à une rationalisation de leurs activités. Mais en se décidant plus tard que les Américains et les Japonais qui avaient été plus vifs à « faire le ménage », les chimistes européens ont aussi profité plus tardivement des bénéfices de la reprise dans le monde et de la hausse rapide du dollar (2).

A la moitié du chemin

Aujourd'hui, la pétrochimie européenne a repris son souffle. Mais sa cure d'amalgamation n'est pas terminée, et son embonpoint continué encore une gêne. De l'avis général, la moitié du chemin reste à faire sur la voie des réductions de capacités. En moyenne, les excédents se chiffrent encore à 15 %, au bas mot. Selon le rapport établi par M. Gatti (Montedison) pour la Commission de Bruxelles, elles sont, notamment, de 10 % environ pour l'éthylène, de 16 % pour le PEBD, de 15 % pour le polyéthylène haute densité, de 14 % pour le PVC et de 10 % pour le polystyrène.

La prudence exigerait d'abandonner rapidement ces kilos superflus, car, s'ils ne sont pas entassés dans la conjoncture actuelle, ils pourraient rapidement le redevenir si la demande fléchissait. Déjà les coûts de stockage sont élevés (4 à 5 dollars la tonne pour le PEBD par exemple, pour trois semaines). Dans son rapport, M. Gatti est catégorique : « L'optimisme soulève la reprise de la demande ne doit pas masquer les réalités de demain ».

Et ces réalités se présentent sous la forme de deux inconnues. D'abord, quelles seront les voies de développement ? Anticiper dit, l'expansion se poursuivra-t-elle ? La grande question est posée. Une légère décelération serait supportable. En revanche, un ralentissement trop brutal de la croissance perturberait à nouveau gravement la pétrochimie européenne. De fait, il y a encore beaucoup trop de producteurs sur le vieux continent. Selon BP Chemicals, ils sont à peu près deux fois plus nombreux, en moyenne, à capacités égales, qu'aux Etats-Unis. De plus, à mesure que le « dégrainage » des capacités se produit, la stratégie devient plus difficile à élaborer. Des difficultés sociales vont surgir, qui pourraient retarder la prise de décisions urgentes face à un avenir incertain.

L'autre inconnue est le degré de pénétration auquel les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite en particulier, vont parvenir sur les grands marchés. Faut-il ou non prendre le danger au sérieux ?

Si les avis divergent sur l'ampleur de la menace, tout le monde s'accorde à penser que les nouveaux venus vont provoquer des troubles. Le National Economic Development Office, organisme consultatif tripartite britannique (syndicats, gouvernement, patronat), est franchement pessimiste. Sauf à prendre des mesures appropriées, c'est, selon lui, 10 000 emplois (20 % des effectifs) qui seront supprimés dans la pétrochimie en Grande-Bretagne quand tous les produits du Golfe vont déferler. Pour le seul PEBD, M. Rien Waele (Royal Dutch), très inquiet lui aussi, prédit un « bain de sang » sur le front des prix. Sans aller aussi loin, M. Robert Horton (BP Chemicals) évoque le simple

risque d'une réduction progressive des excédents commerciaux de l'Europe. Selon lui, à cause des productions du Proche-Orient, la balance des échanges des dérivés de l'éthylène pourrait tendre vers zéro en 1990. Quoi qu'il en soit, l'arrivée de ces nouveaux produits va rendre plus aigu encore un problème que les pétrochimistes s'efforcent de résoudre à coup d'innovations : celui de l'érosion naturelle des marges financières. Il suffirait d'assez peu de choses pour rompre le précaire équilibre actuel et, même faibles, les ventes prévisionnelles de l'Arabie Saoudite (3 % du marché européen du PEBD, 1,6 % pour le PEBD (3), 1 % pour le méthanol) ne sont assurément pas les bienvenues. Avec des coûts de production de 50 % moins élevés qu'en Occident, les pays du Golfe ont les moyens de « faire souffrir » les usines européennes. Ont-ils intérêt à le faire et le veulent-ils ? C'est une autre affaire. En tout cas, la menace par plusieurs pays de constituer une « OPEP de la pétrochimie » pour faire entendre leur voix à Bruxelles ne doit pas être prise à la légère. Un fait est certain : dans leurs calculs, les chimistes européens devront tenir compte de ce nouveau paramètre.

A l'évidence, une baisse excessive du dollar accentuerait encore l'effet de cette concurrence, mais ramènerait aussi l'Amérique du Nord en selle, dont la Shell prédit, dans une étude, qu'elle a toutes les chances de devenir dans les années 90 le premier exportateur mondial de produits pétrochimiques. La pétrochimie européenne, on le voit, est à la merci du premier coup de vent.

ANDRÉ DESSOT.

- (1) Matière de base minérale, avec tous ses dérivés, de toute la chimie du pétrole, l'éthylène est tiré, soit du naphta, soit du gaz, soit du gazole, soit directement du pétrole brut.
- (2) Grâce à la hausse du billet vert, les chimistes européens ont retrouvé des débouchés pour les exportations qu'ils avaient perdus, mais aussi des prix plus rémunérateurs qu'ils ne l'étaient auparavant. En outre, avec le retour à l'équilibre entre l'Europe et le marché américain, les revenus importateurs.
- (3) Polyéthylène haute densité.

(Publié)

Une opportunité exceptionnelle pour des hommes d'exception

La distribution de micro-informatique professionnelle. Le geste de votre réussite pour les dix années à venir.



Le moment est venu de profiter du secteur qui connaît la plus forte croissance en France et dans le monde entier... La Micro-Informatique. Entré Computer Centers Inc. réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution de micro-informatique, avec plus de 260 centres de micro-informatique en franchise aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. Aujourd'hui, Entré accorde des franchises, en France, aux meilleurs hommes d'affaires et entrepreneurs. Etre l'un de ceux qui peuvent dire « Je suis Entré », est une opportunité unique.

Si vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans les ventes et le marketing, si vous possédez des qualités d'entrepreneur et si vous pouvez gérer une affaire de plusieurs dizaines de millions de francs, alors Entré sera peut-être la plus grande chance de votre vie professionnelle.

Nous apportons : « Un programme marketing professionnel complet, « Une gamme éprouvée de micro-ordinateurs, de périphériques, de logiciels... les meilleurs du marché, par exemple à ce jour, les centres Entré sont tous distributeurs agréés ordinateur personnel I.B.M. » Une formation complète et approfondie,

« Assistance et conseils dans la recherche et dans la conception, l'aménagement et la préparation du centre. « Un support constant et dévoué sur le terrain. « Des programmes de publicité et de promotion. « Le concept Entré de service total à la clientèle (conseil, ventes, formation et service après-vente) assurant des relations à long terme.

Vous apportez : « 1.000.000 de Francs, et d'autres possibilités de financement. « Dynamisme, ambition et professionnalisme liés à la croyance au concept de service total à la clientèle pour devenir membre du réseau mondial Entré.

Si vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle qui prouve que vous êtes l'un des meilleurs, téléphonez dès aujourd'hui au siège français :

(0) 574.97.77 ou au siège européen : (44) 753.31.222

Siège français : 58-60 avenue de la Grande Armée 75007 Paris

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE.U.	8,9585 8,9515	+ 65 + 85	+ 155 + 185	+ 590 + 690
SE.m.	6,9685 6,9716	- 87 - 68	- 108 - 133	- 473 - 371
Yen (100)	3,7180 3,7204	+ 128 + 130	+ 234 + 251	+ 656 + 708
DM	3,0733 3,0759	+ 138 + 141	+ 251 + 266	+ 787 + 835
Flarin	2,7262 2,7276	+ 109 + 121	+ 215 + 231	+ 658 + 704
£ S. (100)	15,1339 15,2012	- 64 - 1	- 127 - 69	- 598 - 228
£ S. (100)	9,5716 9,5740	+ 189 + 234	+ 343 + 373	+ 1099 + 1161
£ (100)	4,9581 4,9623	+ 96 + 97	+ 157 + 182	+ 419 + 465
£ (100)	11,4167 11,4222	- 8 - 38	+ 8 + 75	+ 73 + 244

TAUX DES EUROMONNAIES

	9 3/8	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 13/16	9 13/16	9 15/16
SE.U.	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
DM	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
£ S. (100)	10 1/2	11 1/4	10 3/4	11 1/8	10 3/4	11 1/8	10 13/16	11 1/8
£ S. (100)	1 1/2	1 3/4	1 1/2	1 5/8	1 5/8	1 5/8	1 5/8	1 5/8
£ (100)	15 1/2	16	15 3/8	15 7/8	15 1/2	16	15 1/2	15 7/8
£ (100)	10 3/8	10 5/8	10 1/16	10 3/16	10 7/8	10 1/8	10 3/4	10 7/8
£ (100)	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	11	11 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## AFFAIRES

### La rémunération moyenne des PDG des plus grandes sociétés est proche de 80 000 F par mois

Beaucoup de dirigeants gagnent moins de 8 500 F mensuels

Un dirigeant de société sur dix, PDG, directeur général ou gérant, gagne moins de 8 500 F par mois (en France 1983), soit la paye d'un ingénieur débutant, indique un rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) publié mardi 6 novembre.

Toutefois, la feuille de paie de certains dirigeants est « loin en-dehors de ce que nos concitoyens imaginent », observe l'étude, qui souligne que la « diversité » des revenus est le trait dominant de ce groupe social.

La rémunération annuelle perçue par les principaux dirigeants des plus grandes sociétés (plus de cinq millions de francs) avoisine 1 million de francs (de l'ordre de 80 000 F par mois), précise l'enquête, menée en 1977 à partir de documents fiscaux anonymes et « actualisée » en chiffres 1983. Les salaires des présidents de conseil d'administration s'élèvent avec la taille de l'entreprise : 22 183 F pour les entreprises employant entre 10 et 99 personnes ; 28 300 F entre 100 et 999 personnes ; 37 900 F entre 1 000 et 4 999 personnes ; 52 000 F entre 5 000 et 9 999 personnes ; 69 580 F entre 10 000 et 49 999 personnes ; 94 400 F au-delà de 50 000 personnes. En moyenne, le salaire est de 26 000 F par mois. L'évolution est la même pour l'ensemble des dirigeants de sociétés : 18 950 F par mois entre 10 et 99 personnes ; 26 530 F entre 100 et 999 personnes ; 37 825 F entre 1 000 et 49 999 personnes ; 48 000 F entre 50 000 et 999 personnes ; 61 400 F entre 1 000 et 49 999 personnes ; 87 000 F au-delà de 50 000 personnes.

Le CERC évalue à 245 000 F par an la paye moyenne des PDG, directeurs généraux ou gérants de sociétés, cotisations sociales déduites. « Les dirigeants, en total, n'ont qu'une courte avance » sur les cadres supérieurs de l'ordre de 25 %, estime l'étude.

A leur feuille de paie, les mieux rémunérés des dirigeants de sociétés ajoutent en général des « compléments » de revenus : indemnités, remboursements et le plus souvent en nature — qui s'élèveraient à 5 % du total, selon l'enquête.

### Le verdict du tribunal d'Abidjan sur la grève d'Air Afrique

#### PILOTES ET MÉCANICIENS DÉNONCENT UNE « PARODIE DE JUSTICE »

Après le jugement du tribunal du travail d'Abidjan condamnant pour faute lourde cent seize pilotes et mécaniciens d'Air Afrique, dont cinquante-six de nationalité française (le Monde du 2 novembre), le Syndicat national des pilotes de ligne et le Syndicat des officiers mécaniciens président dans une communication :

« La prétendue « faute lourde » est en réalité une grève de solidarité, des heures, du 11 au 14 septembre, tous à fait licite au regard des lois françaises qui régissent les contrats de travail des personnels navigants concernés. Le verdict n'a pas surpris les personnels assignés puisqu'un directeur général adjoint d'Air Afrique avait déclaré, dès septembre, devant les cadres au sol de la compagnie, que celle-ci avait obtenu des garanties quant à l'issue du procès et que le juge prononcerait le licenciement du personnel. »

Les syndicats, qui parlent de « parodie de justice », ajoutent : « Sans préjuger de ce que pourrait décider la cour d'appel d'Abidjan, les observations suivantes s'imposent : les avocats du personnel ont plaidé durant trois heures les exceptions et l'incompétence du tribunal, ils n'ont pas été entendus. Cependant, la loi ivoirienne est claire. Si elle devait être appliquée — ce que nous convenons — s'agissant d'un conflit collectif, le tribunal du travail n'est pas compétent. S'agissant de conflits individuels, le tribunal n'a pas appliqué la procédure puisque la constitution prévue par la loi n'a pas été engagée. »

### CONFLIT CHEZ BOUSSAC-SAINT FRÈRES ENTRE LE PRÉSIDENT ET SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le torchon brûle entre M. René Mayer, président de la compagnie Boussac-Saint-Frères (CBSF), et son directeur général, M. Gérard Belorgey. Objet du conflit : la préparation du budget de 1985. Si les deux dirigeants sont d'accord sur les grandes lignes de la stratégie à suivre — axée sur la privatisation grâce à l'entrée de nouveaux partenaires — ils ne le sont plus sur les moyens pour y parvenir.

M. Mayer veut laisser le soin aux nouveaux actionnaires potentiels d'arrêter les choix essentiels, notamment d'attendre pour prendre les décisions de première importance. M. Belorgey, au contraire, veut immédiatement prendre les mesures, qui devraient permettre de favoriser un retour à l'équilibre financier à la fin de 1985.

Il faut, selon lui, continuer la restructuration, et supprimer encore 1 200 emplois, recréer l'entreprise sur ses activités bénéficiaires ou capables d'être redressées (tissus, emballages plastiques, lignes de maison, hygiène, lin), continuer à vendre les branches déficitaires (confection, articles de confection, tapis, filés), réduire enfin les frais structurels trop lourds à cause de plusieurs sièges sociaux pour économiser 30 à 30 millions de francs. Bref M. Belorgey veut « faire le ménage complet », quand M. Mayer est partisan d'attendre l'arrivée des nouveaux associés.

Ce conflit est assez surprenant dans la mesure où M. Belorgey avait été appelé en novembre 1983 par M. Mayer à prendre la direction générale de la CBSF où M. Jolles et Lepargneur avaient usé leurs forces avant lui. Un an après les deux hommes sont en conflit ouvert. Si un terrain d'entente n'était pas rapidement trouvé, l'ID1, majoritaire par sa filiale SOPARI pourrait être amené à trancher.

« Summary achète un « château » californien. — La société japonaise Sumitomo, premier producteur mondial de whisky, et l'un des plus importants groupes de spiritueux a acquis pour 40 millions de dollars un domaine californien, Château Saint-Jean.

## SOCIAL

### POUR LA CONVENTION MEDICALE DE 1985

### Le gouvernement ne reconnaît que deux organisations représentatives

Le gouvernement a choisi la continuité. Dans un communiqué publié samedi 3 novembre en début d'après-midi, il a indiqué que, comme en 1980, seules la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) pourraient participer aux négociations avec les caisses d'assurance-maladie (généralistes, agriculteurs, travailleurs indépendants) pour la nouvelle convention médicale qui doit, en 1985, succéder à celle qui est en vigueur depuis quatre ans.

L'enquête préalable sur les effectifs des différents syndicats menée en 1984 a permis de constater, selon le ministère, que « la CSMF et la FMF comptent un nombre d'adhérents égal respectivement à plus de 20 % et à environ 10 % des effectifs de médecins libéraux français » (84 200 en 1983, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés). Comme « une convention peut être approuvée par les pouvoirs publics » dès lors qu'elle est signée par un seul des syndicats reconnus représentatifs, cette reconnaissance ne peut être accordée que « sur des critères attestant la capacité d'agir au nom des médecins libéraux ou, pour le moins, d'une partie suffisamment représentative d'entre eux. (...) En dessous de 5 % des effectifs de l'ensemble de la profession considérée, un groupement syndical ne saurait être regardé comme représentatif ».

Cette décision a vivement déçu l'Union syndicale de la médecine (USM), dont le congrès accablait, dimanche 4 novembre, M<sup>me</sup> Georges Dufour, ministre des affaires sociales. Organisation de gauche, qui compte 2 200 adhérents, en grande majorité des généralistes, l'USM était un candidat sérieux à la représentativité avec le Syndicat des médecins libéraux (SML) — 2 800 adhérents, — qui réunit essentiellement un secteur très minoritaire des médecins conventionnés, ceux qui sont autorisés à fixer librement leurs honoraires (10 % seulement du total).

C'est le risque de devoir introduire cette dernière organisation dans le

jeu qui a été décelé. Jusqu'au dernier moment, en effet, la décision du gouvernement a été suspendue. Militait en faveur de la reconnaissance de la représentativité de l'USM le fait que celle-ci soit plus proche des options gouvernementales, qu'elle soit plus consciente que d'autres organisations des répercussions de la démographie médicale et de la situation économique sur les dépenses de la Sécurité sociale, des effets économiques des actes médicaux en général. De surcroît, elle aurait renforcé le poids des généralistes dans les discussions conventionnelles, ce qui n'aurait pas été pour déplaire au gouvernement.

L'USM pouvait être jugée représentative au sens strict, puisque le minimum exigé n'est que de 5 % du total des syndicats. Mais le Conseil d'Etat, dans un avis rendu à la de-

mande du ministère, estimait préférable que ne soient reconnues représentatives que les organisations réunissant au minimum 5 % de la profession. De plus sur le plan local, l'USM n'est que peu représentée dans un certain nombre de départements, alors que les syndicats particuliers sont amenés à faire partie de commissions économiques et de comités paritaires locaux.

En outre, la présence de l'USM à la table des négociations (et à fortiori, celle du SML), si elle y introduit des données nouvelles, rendrait ces négociations plus difficiles, les deux grandes organisations se trouvant mises sur la défensive, notamment le CSMF, qui a perdu beaucoup d'adhérents ces dernières années.

G.H.

### Des ouvriers de SKF occupent les écluses de Vitry-sur-Seine

Depuis 7 heures, ce mardi matin 6 novembre, les employés de l'usine SKF d'Ivry (Val-de-Marne) occupent les écluses de Vitry-sur-Seine, à proximité du pont du Port-à-l'Anglais. Un large calicot « CGT-SKF Ivry, négociations » a été tendu sur la passerelle reliant les deux rives de la Seine. Il indique clairement que le fleuve restera « coupé » tant que les négociations avec la direction de l'entreprise n'auront pas repris. Aucune péniche ne peut plus ni descendre ni remonter la Seine, alors qu'elles sont quatre-vingt à cent à transiter quotidiennement. Si la situation se prolonge, l'approvisionnement de certaines entreprises sera à coup sûr perturbé, comme ce sera le cas de la centrale EDF de Vitry, qui reçoit son charbon par voie fluviale.

Cette opération fait suite à une série d'initiatives spectaculaires (manifestations en bateaux-mouches, manifestation à Göteborg, en Suède, au siège de la SKF, marche de 200 kilomètres en Ile-

de-France). Elle a été rendue nécessaire, selon la CGT, par le fait que « les négociations sont au point mort ». « Pourtant nous n'avons jamais été aussi près d'une solution raisonnable », note le secrétaire de l'union départementale, M. Jean-Pierre Page, qui ajoute : « La SKF a décidé de ne pas reprendre les discussions avec nous et menace de fermer toutes les usines du groupe, ce qui représente cinq mille emplois en France. De plus, les trois sociétés qui devaient s'installer sur le site d'Ivry et y créer trois cents trente emplois se retirent. Nous avons informé la direction suédoise du groupe de nos propositions, sur lesquelles nous pouvons discuter (remboursement du personnel, levée des sanctions pour l'occupation de l'usine). Si nous n'obtenons aucune réponse, une nouvelle initiative sera envisagée en direction de la Suède. Sur le dossier SKF, nous ne céderons pas. »

FRANCIS GOUGE.

# ACIERS DE PRECISION POUR INDUSTRIES EXIGEANTES

Pour pouvoir alimenter les chaînes robotisées de l'industrie de demain, les nouveaux aciers exigent des technologies de production rigoureuses aux caractéristiques très précises : aujourd'hui, l'automatisation des procédés sidérurgiques est une réalité.

De la coulée continue aux laminés et aux trains à bandes, l'informatique aide progressivement les hommes à resserrer leurs contrôles.

Contrôle en continu des tôles par ultra-sons, contrôle de profil des poutrelles par lasers, contrôle du laminage à égalisation optimale par ordinateur... Les ingénieurs du Groupe USINOR vivent intensément une nouvelle génération de l'acier.

Qualité des procédés, des produits, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

**Une nouvelle sidérurgie est en train de naître**



DIFFICILES A DÉFINIR, DIFFICILES A CHIFFRER

# Les quatre cercles de la pauvreté

Alors que se développe le débat sur l'urgence des « nouveaux pauvres », à propos desquels des décisions ont été prises par le conseil des ministres du 17 octobre — chacun cherche fébrilement le chiffre, la donnée statistique objective qui viendrait confirmer son intuition ou son discours et quantifier un phénomène qui saute aux yeux dans la vie courante.

Dans les ministères, l'administration ou même l'UNEDIC, les équipes rivalisent pour être les premières à définir cette population jusqu'à présent ignorée. On multiplie les investigations et les calculs sans, pour l'instant, être parvenu à des conclusions satisfaisantes, tant la réalité s'obstine à résister à une mise en équation sommaire (le Monde du 6 octobre).

Ainsi il apparaît de plus en plus qu'on ne peut réduire ces fameux « nouveaux pauvres » aux seuls exclus de l'assurance-chômage, comme on a voulu trop rapidement le croire pour la simplicité du raisonnement, mais qu'il existe bien quatre cercles de la pauvreté.

Le premier comporte les laissés-pour-compte créés par la crise. Mais s'agit-il pour autant de « nouveaux pauvres » ? Des catégories de plus en plus nombreuses rejoignent ce « quart monde » qui ne date pas d'hier parce qu'elles ont été laminées par la rigueur des temps, alors que la période de croissance leur permettait de subsister. Les « paumés », les personnes fragiles et tous ceux qui ne vivaient pas adéquatement d'un travail salarié régulier, ont pu être précipités, comme les ténors, les journalistes, des petits commerçants ou artisans secoués au renouveau. Quand la récession s'en mêle, une chute physique ou morale peut devenir catastrophique, irréversible même. Une femme abandonnée et sans jeunes enfants, pour peu qu'elle n'ait jamais travaillé et ne soit pas en bonne santé, peut-être, par exemple, se voir sombrer. Des groupes entiers, en situation précaire, ont été déstabilisés.

A l'autre extrémité, dans une situation plus « confortable », on trouve une autre couche, la plus pauvre, tout en étant relative, n'est pas moins le signe d'une déchéance. Un salaire de revenu modeste — ou même plus élevé — peut s'enfoncer à l'occasion d'une période de chômage, quand il ne perçoit plus qu'une indemnité de 40 F par jour, complétée d'un versement équivalent à 42 % de son salaire antérieur. Brusquement, il peut connaître des

difficultés financières qui l'amènent à ne plus payer son loyer, à accumuler les factures d'EDF-GDF ou à laisser croître les arriérés d'impôts. S'il n'est pas pauvre au sens strict, il est sûrement « nouveau pauvre » puisque ses ressources ne lui permettent plus de faire face à toutes ses charges et qu'il n'est plus capable d'adapter ses dépenses à ses moyens. La situation se prolongeant, il peut être entraîné plus loin ou plus bas.

## Les indemnisés et les autres

Entre ces deux groupes extrêmes il y a encore deux cercles, plus difficiles à définir. Dans le premier, on trouvait 422 986 personnes qui, en août 1984, percevaient au minimum 40 F par jour d'indemnité versée par l'UNEDIC, soit au titre de l'allocation de fin de droits due par le régime d'assurance aux chômeurs de longue durée pour 230 419 d'entre eux, soit au titre du régime d'assurance financé par l'Etat. Or, là aussi, les chiffres peuvent induire en erreur : le chômeur âgé — 428 766 personnes — qui touche l'allocation de solidarité pendant des périodes de six mois renouvelables (portée à 60 F par jour après cinquante ans et à 80 F par jour après cinquante-cinq ans en fonction de la durée d'activité) peut-il être comparé au jeune demandeur d'un premier emploi qui bénéficie pendant un an de l'allocation d'inscription de 40 F par jour (149 691 personnes) ? Dans un cas, celui du chômeur de longue durée, le décaissement est grand, et M. Bergeron, comme MM. Gatzert et Karsicki ont sans cesse rappelé de dire qu'on ne peut vivre avec 1 200 F par mois. Dans l'autre, on peut penser que la situation n'est que provisoire et que la solidarité familiale vient lui apporter une amélioration.

Dans le deuxième groupe intermédiaire qui fait l'objet de tant de supputations, sont rassemblés ceux qui sont considérés comme les exclus de l'assurance-chômage et dont on imagine qu'ils représentent bien le gros du bataillon des « nouveaux pauvres ».

Evidemment, la lecture des statistiques fournies par l'ANPE et l'UNEDIC permet de croire que, entre le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE qui ont droit aux indemnités de l'UNEDIC et qui n'en font pas la demande, ceux-là, sont mal connus, par définition, mais on peut imaginer que l'ignorance ou des raisons psychologiques comme l'humiliation ressentie d'être chômeur et d'être assisté par la collectivité expliquent leur attitude. Dans un troisième groupe, qui représente 10 % des cas, on trouve des chômeurs qui ne sont pas indemnisés pendant un délai de carence et qui le seront ensuite. Il y a parmi eux les

jeunes qui doivent attendre six mois avant de toucher l'allocation d'insertion, les chômeurs qui bénéficieront de l'allocation de base après une période équivalente à leurs congés payés ou au montant d'une partie de leur prime de licenciement, et également les personnes qui doivent attendre trois mois pour recevoir l'allocation de solidarité, versée après l'allocation de fin de droits.

Dans la quatrième et dernière catégorie, qui rassemble 18 % des chômeurs non indemnisés, figurent enfin ceux que l'on appelle les « radifs », et qui pourraient être considérés comme les exclus si, une fois de plus, leur groupe n'était hétérogène. Sont donc « radifs » les personnes qui, pour une raison ou une autre ont été rayées des listes de l'UNEDIC parce qu'elles ne répondaient pas aux convocations ou étaient absentes lors de contrôles, par exemple. Sont également « radifs », après un an d'allocation d'insertion, les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui n'ont jamais travaillé (c'est le sous-groupe le plus important). Sont encore « radifs » les chômeurs de longue durée qui ont atteint la limite des durées supplémentaires ou maximales et qui, en outre, ne remplissent pas les conditions — financières notamment — pour pouvoir bénéficier de l'allocation de solidarité.

## Les limites statistiques

Mais peu importe, dira-t-on, s'il reste que, en juillet 1984, 934 000 personnes ont été privées de ressources, selon l'UNEDIC, 42,7 % des chômeurs. En fait, là encore, la non-indemnisation recouvre des situations tout à fait différentes qui ne s'assimilent pas toutes à la pauvreté, ou à l'idée qu'on s'en fait.

Grossièrement, les chômeurs non indemnisés se divisent à leur tour en quatre catégories d'importance. On estime d'abord à 44 % ceux que l'UNEDIC indemnise pas parce qu'ils ne remplissent pas les conditions d'admission. Certains n'ont pas travaillé précédemment, et peuvent être des femmes inscrites pour retrouver un emploi; d'autres sont des jeunes qui n'ont pas les diplômes suffisants en fin d'études pour justifier d'une allocation d'insertion; d'autres encore n'ont eu qu'une courte période d'activité (moins de trois mois par exemple) et les derniers, enfin, ont démissionné de leur emploi « sans motif légitime ». Curieusement, 28 % des chômeurs non indemnisés le composent de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE qui ont droit aux indemnités de l'UNEDIC et qui n'en font pas la demande. Ceux-là, sont mal connus, par définition, mais on peut imaginer que l'ignorance ou des raisons psychologiques comme l'humiliation ressentie d'être chômeur et d'être assisté par la collectivité expliquent leur attitude. Dans un troisième groupe, qui représente 10 % des cas, on trouve des chômeurs qui ne sont pas indemnisés pendant un délai de carence et qui le seront ensuite. Il y a parmi eux les

ALAIN LEBEAUCHE

## Carnet des entreprises

### L'ORÉAL

M. Charles ZVIAK

ingénieur chimiste de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris, entré à L'Oréal en 1945, et, successivement, directeur des laboratoires de recherches appliquées, directeur des laboratoires de développement et des laboratoires de marketing, vice-président du comité de direction, administrateur, vice-président-directeur général, a été nommé président-directeur général de L'Oréal lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 26 octobre 1984.

M. Lindsay OWEN-JONES

licencié ès lettres de l'université d'Oxford, diplômé de l'INSEAD, entré à L'Oréal en 1969, et, successivement, directeur des produits publicitaires, directeur de la SCAD, directeur du marketing de la division France, directeur général de la SAPO en Italie, président de COSMAIR, Inc aux Etats-Unis, administrateur de L'Oréal, a été nommé vice-président-directeur général de L'Oréal lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 26 octobre 1984.

M. Marc LADREIT de LACHARRIÈRE

ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, entré à L'Oréal en 1976, et, successivement, directeur financier, directeur général de l'administration et des finances, vice-président du comité de direction, administrateur de L'Oréal, a été nommé vice-président-directeur général adjoint de L'Oréal lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 26 octobre 1984.

### S.C.G.P.M.

Société de construction générale et de produits manufacturés

Le conseil d'administration a nommé directeur général

M. Claude ROYER

par délibération du 4 octobre 1984.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1984/1985 (en millions de francs)

	1983/1984	1984/1985	Evolution
Ventes	1 643 127	1 797 986	+ 9,4 %
Résultat	65 396	85 387	+ 30,6 %
Marge brute d'autofinancement	94 848	119 511	+ 26,0 %

Le résultat consolidé pour le premier semestre 1984/1985 (1<sup>er</sup> mars au 31 août), arrêté avant la provision pour impôts sur les sociétés et la participation des salariés, atteint 85 387 000 francs contre 65 396 000 francs pour l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 119 511 000 francs en augmentation de 26 %.

### OUVERTURE DE MAGASINS

Six points de vente Darty auront été créés au cours de l'exercice 1984/1985, deux en magasin à gestion intégrée. Sparty aura ouvert quatre nouveaux points de vente en région parisienne portant ainsi son réseau à huit unités.

### PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 1984/1985

L'évolution des résultats observée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1984/1985 ne peut pas être transposée pour l'ensemble de l'exercice compte tenu de la saisonnalité de notre activité. Ainsi, à la fin août, le résultat du premier semestre correspond à nos objectifs. Nos prévisions d'activité pour le deuxième semestre nous permettent de confirmer l'estimation du résultat communiqué lors de l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1984 qui prévoyait une progression de l'ordre de 12 % pour l'exercice en cours. La conjoncture actuellement mauvaise nous incite à rappeler que tout retrait marqué de la consommation pourrait entraîner une révision de ces prévisions.

### SODEXHO

Le conseil d'administration de Sodexo a examiné la situation du groupe, les résultats provisoires au 31 août 1984 et les perspectives d'avenir.

1. Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 3 650 000 F, les effectifs ont augmenté de 1 771 personnes au cours de l'exercice pour atteindre 19 107 personnes, les résultats nets consolidés après impôts, part du groupe, sont d'environ 117 400 000 F, soit une progression de 36,5 %.

2. Le président s'est exprimé dans les termes suivants : « Notre groupe a connu une croissance exceptionnelle : en trois ans, le chiffre d'affaires a doublé et les résultats ont été multipliés par 3,5. L'année en cours sera une année de transition : dans la gestion des bases, la baisse de nos résultats sera encore sensible; par contre, les engagements dans la restauration collective et le titre-restaurant, pour mieux assurer l'avenir du groupe à moyen terme, nous engageront, pour un montant d'environ 30 000 000 F, les dépenses exceptionnelles suivantes : en France, réorganisation de nos structures et promotion de

l'informatique, hors de France, développement de la restauration publique, préparation de notre implantation au Japon, mise en place d'hommes pour accélérer notre expansion aux Etats-Unis.

« En l'état actuel de nos informations, si nous ne procédons à aucune acquisition, à un taux du dollar raisonnable, il nous paraît prudent de prévoir pour l'exercice 1984/1985 :

— une diminution de nos résultats à leur niveau actuel ;

— une augmentation de 15 % de notre chiffre d'affaires.

3. Le conseil a constaté que la situation financière du groupe était très saine. Il proposera à la prochaine assemblée générale de porter le dividende à 75 F par action, avoir fiscal compris, soit une augmentation légèrement supérieure à celle des résultats.

4. Le président a confirmé l'objectif de faire progresser, en moyenne annuelle, dans les cinq prochaines années, les résultats nets de 10 % hors inflation.



## ACTIVITÉ ET RÉSULTATS AU PREMIER SEMESTRE 1984

Au 30 juin 1984, le chiffre d'affaires s'élevait à 65 609 000 F pour Gerland et 104 623 000 F pour le groupe, contre respectivement 63 466 200 F et 103 455 900 F au 30 juin 1983.

Les résultats s'élevaient à 4 430 000 F pour Gerland et 20 400 000 F pour le groupe contre respectivement 16 510 000 F et 30 032 000 F au 30 juin 1983.

L'écart constaté s'explique principalement par la baisse importante de la demande dans le bâtiment et les travaux publics et par les interdictions persistantes sur les premiers mois de l'année qui ont affecté principalement l'activité et les résultats de la division Routes et de Gerland-Etanchéité. Le poids relatif de ces activités tend à décroître dans le groupe. Des mesures ont été engagées, notamment de réduction d'effectif, pour adapter nos moyens à la baisse du marché.

La division Solé et Revêtements, avec un chiffre d'affaires en francs courants en progression de 9 %, a maintenu ses résultats.

Le redressement de l'activité Anticorrosion a bénéficié à la division Elastomères qui a nettement amélioré ses performances et qui voit son activité Elastomères spéciaux en forte progression.

L'activité Chimie s'est développée de façon satisfaisante.

Les résultats domes ci-dessus tiennent compte des amortissements et frais financiers découlant de programmes d'investissements importants porteurs d'avenir ainsi que, pour Gerland S., de la moitié des dividendes à encaisser au cours de l'exercice.

L'activité Etranger du groupe tend à compenser la baisse constatée sur le marché national.



Lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration d'Immobanque, tenu sous la présidence de M. Gérard Billaud, a examiné l'activité de la société, ses prévisions de résultats pour l'exercice en cours ainsi que les projets de fusion et d'apport dont le principe avait été arrêté dans le courant du mois de juin dernier.

Le rythme soutenu d'activité que la société avait connu en 1983 se maintient en 1984. Ainsi, à fin octobre, le montant brut des taxes globales d'engagements d'origine s'élevait à 1 668 078 000 F, en progression de 150 000 000 F sur celui arrêté à fin 1983.

A cet égard, il convient de signaler que l'acquisition de nouveaux immeubles à usage de bureaux, réalisée depuis l'origine s'élevait à 1 668 078 000 F, en progression de 150 000 000 F sur celui arrêté à fin 1983.

Compte tenu des opérations réalisées et de celles à conclure d'ici à la fin de l'exercice en cours, l'objectif global de 200 000 000 F d'engagements nouveaux que la société s'était fixé pour 1984 devrait être atteint et même dépassé.

Les recettes locatives hors taxes du premier semestre 1984 s'élevaient à 147 635 000 F contre 134 213 000 F pour la même période de l'exercice 1983. Le bénéfice réalisé au cours des six premiers mois atteint 31 960 000 F contre 28 730 000 F au 30 juin 1983. Les prévisions de résultats portant sur l'ensemble de l'exercice permettent d'envisager un nouvel accroissement du dividende par action (39 F pour 1983).

Après avoir constaté la bonne marche des affaires sociales, le conseil d'administration a approuvé le projet de fusion relatif à l'absorption par Immobilbank de la Société française de réalisation et d'exploitation d'ensembles commerciaux « Sofreco », propriétaire du centre commercial Galaxie, situé à Paris 13<sup>e</sup>, à proximité immédiate de la place d'Italie.

Ce centre, l'un des rares situés dans Paris intra muros, réunit sur une super-

ficie de vente de 40 000 m<sup>2</sup> environ, actuellement louée à 98 %, de grands noms de la distribution tels que Au Printemps, Supermarché Champion, Darty, La Redoute, etc.

Sur la base de l'évaluation retenue de l'ensemble immobilier de 305 000 000 F, obtenue en capitalisant les loyers prévisionnels de l'exercice 1984 à 10 %, et après prise en compte des autres éléments d'actif et passif de Sofreco, l'actif net apporté ressort à 130 039 000 F.

La fusion prendrait effet au 1<sup>er</sup> janvier 1984 et donnerait lieu à l'émission de 245 535 actions nouvelles immobilières de 100 F nominal, entièrement libérées, qui seraient remises aux actionnaires de Sofreco, à raison d'une action Immobilière pour six actions Sofreco. Les actions nouvelles porteraient jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Concomitamment, le conseil d'administration a approuvé le projet d'apport par Locafinco d'un immeuble à usage de bureaux, d'une superficie de 1 800 m<sup>2</sup> environ, situé à Paris 17<sup>e</sup>. Le conseil d'administration de Locafinco a également approuvé cet apport qui, évalué à 39 650 000 F, serait rémunéré par 74 815 actions Immobilières de 100 F nominal, entièrement libérées. La jouissance de ces actions ainsi que celle de l'immeuble pour Immobilière serait fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Conformément à la loi, les traités de fusion et d'apport seront soumis aux commissaires aux apports et une assemblée générale extraordinaire sera convoquée le 17 décembre 1984 à l'effet de statuer sur ces projets.

Leur réalisation placerait Immobilière, avec des immeubles localisés estimés à près de 700 000 000 F, parmi les principales Sociétés quant à l'importance du patrimoine propre et renforcerait sensiblement son activité financière. En effet, son capital serait porté de 126 685 000 F à 158 720 000 F sans qu'il soit besoin de faire appel à ses actionnaires et ses fonds propres de 219 000 000 F à près de 390 000 000 F.

## LES NEGOCIATIONS SUR LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

### M. Faesch (FO) : « Nous ne voyons pas la leur d'une possibilité d'accord »

M. Yvon Chotard était le seul à afficher le 5 novembre au soir un certain optimisme à l'issue d'une réunion de deux heures trente avec les syndicats sur l'adaptation des conditions d'emploi. Le premier vice-président du CNPF a indiqué que son organisation présentait ses priorités le 13 novembre, trois réunions devant avoir lieu en décembre (les 3, 10 et 13) pour rechercher un accord. « Tout le monde a la volonté d'aboutir », a souligné M. Chotard.

La veille pourtant, à Midt-Prusse sur TF 1, M. Yvon Gatzert s'était montré très peu ouvert aux propos de M. Edmond Maire dans le Monde des 2 et 3 novembre : « J'ai bien reçu les deux lettres de M. Maire, envoyées par le journal le Monde, et dont je suis, le crois-je, destinataire. Je l'en remercie. J'ai pris note que cela concernait par une volée de bois vert à l'encontre du patronat, vieille tradition française sans laquelle il n'y aurait pas, parait-il, de syndicalisme à la française. (...) Faut-il donner des sécurités, une sur-syndicalisation en particulier une nouvelle syndicalisation dans les petites entreprises ? Demandez aux petites entreprises ce qu'elles en pensent. Elles veulent moins de rigidités, ce n'est pas pour en avoir plus ».

Le 5 novembre, les syndicats ont retenu, pour ce qui devait être une réunion de méthode avant les séances de conclusions renvoyées en décembre après les congrès de FO et de la CFDT, l'absence d'ouverture du patronat et se sont montrés peu optimistes. Pour la CFDT, M. Jean Kaspas s'est prononcé pour un accord-cadre interprofessionnel. A propos d'une de ses priorités, la réduction du temps de travail, il a demandé qu'elle soit abordée en premier lieu « à chaque fois qu'un groupe est confronté à des problèmes d'effectifs ». Il a affirmé, que pour les petites entreprises, il fallait aboutir non à « une remise en cause », mais à une « adaptation nécessaire » des dispositions sociales : « La nécessaire souplesse ne saurait en aucun cas être assimilée à l'affaiblissement des garanties so-

ciales. (...) Il faut que la CNPF modifie ses propositions. Un échec de ces négociations serait grave pour l'avenir et porterait un coup sérieux à la crédibilité des acteurs sociaux. » M. Jean-Louis Mandinaud, secrétaire national de la CGC, a indiqué que son organisation avait proposé un compromis d'aboutir non à « un accord généralisé », mais à « une succession d'accords sur les thèmes proposés ». La CNPF a « pris acte ». Reprenant une idée exprimée en partie par M. Marchelli dans le Monde du 21 septembre, M. Mandinaud s'est déclaré prêt à examiner, mais seulement « à titre expérimental », une fusion éventuelle des délégués syndicaux et des délégués du personnel.

Comme la CFDT et la CGC, M. Jean Grunat, secrétaire général adjoint de la CFDT, a rejeté les emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA) et la suppression de l'autorisation administrative préalable. Préconisant une négociation des mutations technologiques à trois niveaux — branche, région et entreprise, — il s'est montré ouvert à des contrats à durée déterminée d'un maximum — renouvellement inclus — de dix-huit mois. M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, est demeuré sur un registre très sévère : « Pour la CNPF, il s'agit de parvenir à un compromis dans le sens du recul. Il nous demande de négocier le recul social. Qu'il ne compte pas sur la CGT pour lui faciliter la tâche dans une opération dont les salariés forment les fruits. » A l'ajouté M. Vianet en réitérant son opposition aux projets du CNPF, se retournerait presque immédiatement contre l'emploi. Quant à M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, il s'est montré « très pessimiste » : « Pour l'instant nous ne voyons pas exactement où nous allons. Nous ne voyons pas la leur d'une possibilité d'accord. Nous le regrettons, surtout parce que l'emploi qui est une priorité absolue nous semble passer à l'arrière-plan. »

M. N.



## ÉTRANGER

En Turquie

### Le projet de budget fait peu de place aux investissements

De notre correspondant

Ankara. — Le projet de budget 1985 s'élève à 5.508 milliards de livres turques (1), en augmentation de 35 % par rapport à 1984. Ce texte prévoit aussi l'émission, pour quelque 500 milliards de livres, de bons du Trésor. Selon le nouveau ministre des finances, M. Alptemur, il s'agit d'un « budget de stabilité », qui permettra à l'Etat de s'acquitter de ses fonctions tout en respectant les principes de rigueur.

Toutefois pour les milieux de l'opposition, il s'agit plutôt d'un « budget de désillusion » dont feront les frais les couches défavorisées. De surcroît, le budget a un vice principal : l'ampleur de l'impasse, renforcée par une surévaluation des recettes, qui aggraverait encore l'inflation.

Le projet de loi de finances est fondé sur une prévision de hausse des prix de 25 % en 1985, alors que l'inflation risque d'atteindre au moins 45 % à la fin du présent exercice, au lieu des 25 % prévus l'an dernier. Il est curieux en tout cas de constater que le budget est construit, sans que les officiels le disent ouvertement, sur une estimation de dépréciation de la livre turque de 38 % environ par rapport aux monnaies étrangères l'année prochaine. Or la Turquie doit payer ses importations, surtout de blé, en dollars, et chaque majoration des prix du carburant — on en est à la neuvième déjà depuis le début de l'année 1984 — provoque inévitablement des hausses de prix en chaîne.

Il apparaît que le budget, qui représenterait 23,9 % du produit national brut de 1985, sera encore une fois celui de la stagnation : 39,1 % sont affectés aux dépenses de fonctionnement (21,3 % pour le personnel), 42,7 % aux transferts et seulement 18,2 % aux investissements, le plus bas taux de l'histoire de la République. Le tout a dû recevoir la bénédiction du Fonds monétaire international, dont Ankara, champion de la politique monétaire depuis 1980, reste encore un « élève sage ».

La Turquie doit d'ailleurs en 1985 payer 3,3 milliards de dollars de dette extérieure — dont 1,4 milliard pour le remboursement des intérêts, — contre 2,7 milliards en 1984. Dans le budget 860,8 milliards de livres vont à la défense, auxquelles s'ajoutent 61,7 milliards pour la gendarmerie, soit 922,5 milliards représentant 16,7 % du total. Pour sa part, l'éducation reçoit 465,9 milliards, soit 8,5 %. Rien ne semble entrepris pour lutter contre le chômage, qui touche plus de 20 % de la population active, soit près de quatre millions de personnes.

Le gouvernement de M. Ozal est pourtant optimiste. Selon les dernières estimations de l'Institut national de statistiques, le taux de croissance aura été de 5,6 % en 1984, et les exportations auront progressé de 28 %, pour atteindre 7,3 milliards de dollars.

ARTUN UNSAL.

(1) 1 livre turque = 0,02 francs.

(Publicité)

### UNIVERSITÉ DE PARIS I (PANTHÉON-SORBONNE)

organisée à l'intention des salariés

— La préparation au  
DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS I :  
« ÉTUDE ET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS »

— Des stages  
DROIT DU TRAVAIL  
DROIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Renseignements :  
CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE  
14, rue Cochin, 75006 PARIS. Tél. 329-75-23 ou 354-67-80

## AGRICULTURE

### Les quotas laitiers révèlent les difficultés des agriculteurs allemands

Correspondance

Bonn. — L'application des quotas laitiers, décidée le 31 mars dernier, à Bruxelles, continue de susciter une vive agitation chez les agriculteurs allemands. Ce n'est pas encore la révolution que certains prophétisent. Mais la récente querelle qui a opposé à ce propos M. Franz-Joseph Strauss, ministre-président de Bavière, et M. Ignaz Kiechle, le ministre fédéral de l'Agriculture, appartenant tous deux à la CSU, branche bavaroise des chrétiens-démocrates, n'en traduit pas moins une certaine nervosité dans les milieux politiques conservateurs. Le remplacement du secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Hans Jürgen Rohr, soixante-quatre ans, par M. Walter Florian, soixante-deux ans, serait la conséquence de cette querelle.

A défaut d'être coutumiers des barages routiers et autres méthodes chères à leurs collègues français, les agriculteurs allemands ont largement réussi à se faire entendre. Tout président de la CSU qu'il soit, M. Strauss a eu du mal, lors des élections locales de Bavière, puis aux élections européennes au début de l'été, à se retrouver dans ses comptes. Quant à M. Kiechle, il a échappé ces derniers mois, à quel-

ques jets de tomates. Même au sein des organisations professionnelles, les réunions sont souvent houleuses, comme le reconnaît M. Schnieders, secrétaire général du syndicat des agriculteurs allemands. « Il y a, conclut-il, de l'enervement dans l'air ».

Les décisions du conseil des ministres de la CEE, en mars dernier, frappaient particulièrement l'agriculture allemande. Le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) se traduira par une baisse des prix de 5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985. Les quotas laitiers imposent un sacrifice d'autant plus lourd que la production laitière allemande s'est accrue de 7 % pendant la période de référence (1981-1983) contre 3 % en France.

Mais le gouvernement fédéral n'a pas hésité pour rendre l'addition moins douloureuse. En dépit des règlements communautaires qui interdisent toute mesure nationale, mais avec l'aval des autres gouvernements, les agriculteurs allemands recevront, jusqu'en 1991, sous forme d'une ristourne de TVA de 5 %, une subvention de 22 milliards de DM. De quoi compenser, et même au-

delà, le démantèlement des MCM. En outre, la part de l'Etat dans le financement du risque accident a été augmentée d'un quart pour 1985.

Si l'on ajoute à cela une très bonne récolte de céréales, qui permettra de rattraper en quantité une baisse des prix de l'ordre de 5 % et la hausse des cours du porc dont l'élevage fournit le cinquième du revenu agricole, tout n'a pas l'air d'aller si mal. Les difficultés des vignerons allemands et de certains agriculteurs des régions montagneuses qui n'ont pu rentrer leur récolte à temps devraient pouvoir être facilement résolues.

C'était ne pas compter avec l'impact des quotas laitiers qui touchent 400 000 des 700 000 exploitations allemandes.

#### Le quart des revenus

Les organisations professionnelles réclamaient une limitation de la production laitière depuis des années. Et l'ancien secrétaire général du syndicat des agriculteurs de Bavière estime même qu'il n'y aurait pas eu tant de difficultés, si l'on s'y était pris plus tôt. Entre-temps, en effet, la production laitière, qui représente aujourd'hui à elle seule le quart du revenu des agriculteurs allemands, s'est considérablement accrue au prix d'importants investissements. La productivité est passée, entre 1971 et 1983, de 3 918 kg à 5 445 kg de lait par vache. D'autre part, dans certaines régions du sud de l'Allemagne, comme dans la « zone verte » bavaroise, où il n'est guère possible de faire autre chose que de l'élevage, la reconversion pose des problèmes. Sans compter que l'application des quotas, qui va supposer l'abattage de 400 000 vaches, a fait s'écrouler les cours de la viande bovine.

Sans doute des exceptions ont-elles été prévues pour ceux qui ont à faire face à des engagements financiers très importants ou pour les petites exploitations qui produisent moins de 30 000 kg de lait par an. Ceux-ci doivent réduire leur production de 2 % seulement au lieu de 4 % au minimum pour l'ensemble des autres éleveurs, mais ces réductions peuvent atteindre 12,5 % dans le cas d'une production supérieure à 300 000 kilos. Ces exceptions ont

contribué à semer la confusion dans les esprits, ainsi que la zizanie dans les villages. Beaucoup ne savent apparemment pas jusqu'à quel moment à quoi s'en tenir, et la « traite laitière » offerte par le gouvernement à ceux qui abandonneraient le lait pour dégrader des quantités supplémentaires destinées aux cas spéciaux n'a pas rencontré l'accueil attendu.

On s'est également aperçu, en faisant les comptes, que la ristourne de TVA appliquée à tous, même à ceux dont les productions n'étaient pas soumises au jeu des montants compensatoires, représentait pour certains un gain net appréciable. E que, en revanche, elle ne compensait pas les pertes des petits producteurs de lait. Or ceux-ci sont nombreux, même s'ils ne fournissent que le deux-cinquièmes de la production totale. La moyenne des exploitations en Allemagne est de 12,2 hectares (contre 24 hectares en France en 1981). Les exploitations de plus de 50 hectares représentent seulement 1 % du total. La moitié des agriculteurs ont un travail d'appoint fournissant au moins la moitié de leurs revenus.

Du coup, tout le monde s'en est mêlé. M. Strauss a voté au secours de ses 160 000 agriculteurs bavarois. Le SPD s'est soudain découvert une passion pour l'agriculture, en hurlant à l'injustice. Mais il n'est pas certain cependant que le vrai problème se situe au niveau du revenu.

Il est résumé ainsi par M. Quinger, ancien secrétaire général de l'Union des paysans bavarois, dans une interview au *Süddeutsche Zeitung* : « Dans le passé, on a encouragé les exploitations à accroître leurs performances. On a fourni aides et subventions, et maintenant on s'aperçoit qu'on s'est trompé dans les objectifs à atteindre. » Il faut savoir, ajoute-t-il, si l'on veut une agriculture répondant aux lois du marché ou maintenir une structure sociale et écologique dans le pays. « Un choix politique que personne ne semble pressé de faire. »

En attendant les premiers relevés des laiteries, qui devraient être connus fin octobre, et la baisse des prix du 1<sup>er</sup> janvier, les responsables rentrent la tête dans les épaules. « Personne n'est sûr », reconnaît M. Schnieders, de ce qui se passera cet hiver. »

HENRI de BRESSON.

### 1984, année record pour les Britanniques

L'année 1984 est une bonne année pour l'agriculture britannique, qui bat en effet des records de rendement et atteint des niveaux de récolte exceptionnels.

Les cultures concernées sont le blé (son rendement moyen de 7,5 tonnes à l'hectare augmente de 21 % par rapport à l'an dernier), l'orge (dont le rendement de 6 tonnes à l'hectare augmente dans les mêmes proportions), mais aussi les betteraves sucrières (35,5 tonnes à l'hectare contre 31,2 en 1983), les pommes de terre (31,5 tonnes contre 26,3).

Selon l'association professionnelle des négociants, la récolte des céréales dépassera 28 millions de tonnes contre 21,3 millions l'an passé. Sur ce total, la Grande-Bretagne disposerait

d'un excédent exportable de 8 millions de tonnes de blé et de 4 millions de tonnes d'orge. La récolte de colza atteindra 875 000 tonnes contre 560 000. Avant l'adhésion britannique au Marché commun, la culture du colza était pratiquement inexistante en Grande-Bretagne.

Ces hausses de rendement et de surfaces enssemencées (les emblavures de blé ont augmenté de 15 % par rapport à l'an dernier) s'inscrivent dans les tendances qui ont cours depuis une dizaine d'années. Comme dans les autres pays, ce sont surtout les céréaliers qui profitent du Marché commun : en 1983, le couvrait 101 % des besoins du pays contre 67 % en 1973, date de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

**Jusqu'où vous emmène Air France Le Club avec seulement 10% de supplément? La réponse est dans le billet.**



Un billet Air France en classe Le Club, c'est la possibilité d'aller à Hong-Kong 3 fois par semaine par vols directs, tous en Boeing 747, sans changement d'appareil. Air France est d'ailleurs la seule compagnie

à desservir Hong-Kong directement, au départ de Paris. Un billet Air France en classe Le Club pour Hong-Kong, c'est l'assurance de profiter du moyen le plus confortable et le plus privilégié pour voyager sur longs

courriers, en ne payant que 10% plus cher que sur la Classe Economique. Enfin, Air France en Asie, c'est aussi 13 vols hebdomadaires et 11 escales différentes.

**Le billet tous services**







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### COMMENTAIRES

2. « Le nom du père », par Jean Pignatelli : Un entretien avec Florin Pignatelli : « Pourquoi les Français aiment Reagan ? »

### ÉTRANGER

#### 3-5 AMÉRIQUES

— Les élections aux États-Unis.  
— La victoire électorale des sandinistes au Nicaragua.  
— Chili : la démission du premier ministre.

#### 6. EUROPE

— Pologne : les notes de l'assassinat du Père Popieluszko.

#### 7. ASIE

— Indonésie : la situation politique.

### POLITIQUE

8. Les déclarations de M. Barre à l'Assemblée nationale.  
9. La controverse sur l'avancement.

### SOCIÉTÉ

10. Les nouvelles retraites vieillistes sans âge.  
11. Après l'inculpation de l'assassin présumé du petit Grégory.  
12. SCIENCES.

### CULTURE

13. VARIÉTÉS : Diane Dufresne au Cirque d'hiver.  
— CINÉMA : les Yeux, la Bouche, de Marco Bellocchio.  
17. COMMUNICATION.  
18. ÉCHOS.

### CHRONOLOGIE

28. Octobre 1984 dans le monde.

### ÉCONOMIE

29-30. AFFAIRES : les pétrochimistes européens ratifient leurs usines.  
30-31. SOCIAL : les quatre cercles de la pauvreté.  
32. ÉTRANGER : les quotas laitiers reviennent des difficultés des agriculteurs allemands.

### RADIO-TÉLÉVISION (16)

#### « SERVICES » (18)

« Vie associative » : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Amorces classées (19 à 27) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (14 à 16) ; Marchés financiers (33).

### Bretagne - Normandie

Un système aérien régional en pleine expansion

Complément du tissu aérien national, Bnt air assure le contact entre le cœur des régions et les grandes plates-formes nationales et internationales. Par des lignes régulières reliant la Bretagne et la Normandie à Londres et Lyon. Par une coopération avec Air Inter pour relier des aéroports bretons à Paris. Par des accords tarifaires et d'exploitation permettant des aller-retours journaliers entre les régions de l'Ouest et celles du Sud-Est, du Midi et du Centre. Par une flotte d'avions d'affaires enfin, basée près des centres de décisions de l'Ouest.

Bnt air, un système de transport aérien régional qui place désormais la Bretagne et la Normandie au cœur de la France.

Pour toute information, consultez votre agence de voyages ou Bnt air au 06 90 10 10 20.

### DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 590 F

COSTUMES et PARDESSUS

MESURE

A partir de 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION

3 000 dessins

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-01.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

## LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Recherche et technologie : « Touchez pas au ministre ! »

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 5 novembre, le budget du ministère de la recherche et de la technologie. Seuls, les députés socialistes l'ont approuvé, le RPR et l'UDF ont voté contre et les communistes se sont abstenus.

Les crédits inscrits au budget de ce ministère s'élèvent à 23,05 milliards, soit une progression de 6,9 % par rapport à 1984. Toutefois, l'ensemble du budget civil de recherche-développement englobe le budget de recherche des PTT et celui du redéploiement industriel atteint 39,6 milliards, en progression de 5,4 % par rapport à 1984 (le Monde du 15 septembre).

« Touchez pas au ministre ! » Au-delà de la question technique, telle est la ligne politique que se sont fixés les députés au cours de la discussion des crédits de la recherche et de la technologie. Ce n'est pas très fréquent, mais avant d'être ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien est une personnalité scientifique reconnue qui ne peut que forcer le respect. Les députés de l'opposition le savaient bien et ont pris bien soin de ne pas associer M. Curien aux critiques qu'ils adressèrent au gouvernement socialiste.

« N'êtes-vous pas la caution morale d'un gouvernement à la dérive ? », a même demandé au ministre M. Claude Birraux (UDF, Haute-Savoie). M. Curien a coupé court à ces manœuvres : « N'espérez pas (...) ne dissocier d'un gouvernement dont je demeure bien évidemment solidaire. »

Le débat s'est déroulé autour de trois thèmes :

• **ANNULATIONS DE CRÉDITS** : L'ensemble des députés se sont inquiétés des répercussions néfastes pour la recherche, des « coupes » intervenues au cours de

l'exercice 1984. « Certains crédits ont été annulés et je le regrette comme vous tous », leur a répondu M. Curien. « Mais ces annulations n'ont pas sensiblement modifié le rythme de la croissance des crédits globaux réellement disponibles. »

• **LA VILLETTE** : Le musée de la Vilette se voit attribuer 510 emplois, ce qui ne semble beaucoup par rapport à ceux dont bénéficieront les activités de recherches proprement dites, a déclaré M. Jean-Pierre Sauter (PS, Loire) rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

M. Curien lui a répondu que ces « autorisations de recrutement sont nécessaires dès 1985 car il y a une période de formation à prévoir. »

• **LA LOI D'ORIENTATION** : L'ensemble des intervenants ont souligné que l'objectif de celle-ci est de faire passer la part des dépenses de recherche dans le produit intérieur brut de 2 % en 1981 à 2,5 % en 1985. Ce taux a atteint 2,2 % en 1984 mais il ne semble pas qu'il atteindra les 2,5 % en 1985.

R. Sa.

## M. FRANÇOIS GUILLAUME (FNSEA) ATTEND DE M. MICHEL ROCARD QU'IL RENONCE À SES ERREURS.

Invité de France-Inter, dans l'émission « Face à public », M. François Guillaume a déclaré lundi 5 novembre qu'il attendait du ministre de l'Agriculture qu'il renonce à ses erreurs. Ces erreurs, ce sont la politique et la mise en œuvre des quotas laitiers. Elles ne sont pas en fait réparables, a indiqué M. Guillaume, mais les agriculteurs refuseront d'y « en assumer les conséquences », à savoir payer à la Communauté les pénalités de dépassement, en cas d'excédents de production.

Il a ajouté toutefois qu'il redoutait exactement le contraire. « C'est-à-dire une pénurie de lait en France pour avoir trop réduit la collecte. Interrogé sur ses rapports avec le ministre de l'Agriculture, M. Guillaume a répondu : « Je ne cache pas que nous avons pour lui une certaine sympathie, mais je constate que la politique qui est développée aujourd'hui est contraire aux intérêts des agriculteurs mais aussi à l'intérêt de la France. »

Quant à son engagement dans une éventuelle carrière politique, M. Guillaume a répondu que « son éthique syndicale était incompatible avec un mandat politique important », mais il a laissé entendre qu'une telle hypothèse n'était pas exclue à long terme parce qu'on s'est dans des responsabilités comme celles qu'il exerce à la FNSEA et au comité économique et social de Lorraine.

## Sur le vif

### Rêves de femmes

C'est bien ma veine, je ne fais pas partie des femmes accordées par le Destin. On ne m'a pas demandé lequel de nos hommes politiques j'aimerais retrouver le soir au creux de mon lit et le matin devant le lavabo de la salle de bains. Les personnes interrogées, elles, n'ont eu qu'un cri : Fabius. Elles sont 25 % à rêver la nuit. Et quand elles n'en veulent pas pour elles, elles le cèdent — c'est pas gentil ça ? — à leur fille. 37 % des Françaises souhaiteraient l'avoir pour gendre. Normal ! Il est gentil, bien élevé, plein d'avenir, c'est un bon père.

Fabius, je ne sais pas... Il faudrait, en tout cas, qu'il coupe les trois longs cheveux gominés soigneusement ramassés sur son front dégarni. À l'idée de les voir se décoller et se dresser sur l'oreiller, j'ai un haut-le-cœur. Moi, mes copines, c'est ce qui nous faisait tiquer, déjà, chez Giscard, du temps où il était à l'Élysée. Maintenant, bon, il a abandonné toute prétention à n'être qu'à moitié chauve. Sa calvitie, il l'assume carrément.

Je le trouve pas mal, mais il n'a pas tellement la cote. Sinon comme père, 28 % des nantes aimeraient l'appeler papa. Sur tout du côté des jeunes ouvrières et des commerçantes. Pareil pour Berna. Ça se comprend, les présentations bien. L'un doit être imbattable question maritimes à table et l'autre inspire confiance malgré ses petites aires ironiques et vachards. Chirac, c'est pas la joie. Entre sa fille, ou sa belle-mère, alors là, merci bien mais non merci. On n'y tient pas tellement. Il a l'air soupe au lait, casse-pieds, et puis c'est pas le genre attentionné.

Et Rocard, qu'est-ce que vous en pensez ? Il vous terrerait ? Moi, pas tellement. Les Françaises non plus. Elles ne sont que 12 % à le trouver sexy. La grosse surprise, c'est Marchais et Le Pen. On dit toujours que les femmes, ces ch salopes, aiment les hommes à poigne. Liliane, fais les valises, on rentre. Eh bien, non ! Ces deux-là, elles n'en valent ni cru ni cuit. Et surtout pas au volant de la voiture qui leur proposerait de monter au cas où elles feraient de l'auto-stop. Elles auraient une trouille bleue. Moi aussi. Giscard, en revanche... elles ne diraient pas non. Pas pour ce que vous croyez, effacez ce sourire égaré et déplacé, pas pour la chose du machin sur la banquette arrière, pas du tout. Pour un déjeuner déglissant dans un relais gourmand.

CLAUDE SARRAUTE.

### NOUVELLES BRÈVES

#### • Mort de Sir William Duncan.

président de Rolls-Royce. — Sir William Duncan, âgé de soixante et un ans, était président de Rolls-Royce depuis avril 1983 et avait depuis lors multiplié les accords de coopération avec General Electric et Pratt et Whitney, deux concurrents sur les réacteurs aux États-Unis. Auparavant, Sir William avait fait toute sa carrière chez ICI, dont il avait été vice-président de 1977 à 1983.

#### • À l'Académie des sciences morales et politiques.

L'Académie des sciences morales et politiques a élu pour l'année 1984, à la place vacante de l'ancien président Raymond Aron, décédé le 17 octobre 1983, dans la section de philosophie, la date limite pour le dépôt des candidatures a été fixée au 17 décembre. L'élection aura lieu le 14 janvier 1985.

#### • US-Steel va porter plainte contre dix pays exportateurs d'acier.

Le groupe sidérurgiste américain US-Steel va porter plainte devant la Commission internationale du commerce contre six pays de l'Est (Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie) et, d'autre part, contre la Suède, la Norvège, l'Autriche et le Venezuela. Il les accuse de subventionner leurs exportations d'acier aux États-Unis.

Aucun de ces pays ne doit faire l'objet de négociations bilatérales dans le cadre du plan Reagan de limitation des importations d'acier. US-Steel veut donc compléter le dispositif gouvernemental. — (AFP.)

#### • Le « Borodine » a quitté le Havre.

Le cargo français « Borodine », de la Compagnie générale maritime, a quitté le port du Havre à destination de Riga (URSS) le 5 novembre vers 23 heures, après une grève de trois jours de son équipage qui réclamait une prime spéciale pour le transport d'hexafluorure d'uranium. La CGM a refusé d'accorder cette prime dont elle n'accepte pas le principe, mais elle a donné son accord pour l'ouverture de négociations visant à une « amélioration des rémunérations » de l'équipage.

#### • Tchao Pantin, le film de Claude Berri, avec Coluche, représentera la France aux Oscars décernés à Hollywood au mois d'avril prochain.

Parmi les films envoyés par chaque pays, une commission en sélectionnera ensuite cinq, qui resteront en lice pour l'oscar du meilleur film étranger.

#### • L'Hôtel Alati d'Alger débauché.

L'Hôtel Alati d'Alger, dont le fameux bar fut le quartier général des journalistes durant la guerre d'Algérie, vient d'être rebaptisé Es Safir (l'Ambassadeur), mais conserve son style « arts déco ». L'Hôtel Saint-George avait été également rebaptisé El Djazir (l'Algérie) après avoir été restauré et agrandi tout en conservant les parties antérieures de ce qui fut un club anglais.

Le numéro de « Monde » daté 6 novembre 1984 a été tiré à 504 644 exemplaires.

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier  
Permanence administrative/permanence téléphonique  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis rue du Louvre, 75002 Paris

**CAPELOU**  
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

**DU CAL**  
EXPOSITION ET DÉMONSTRATION  
CAPELOU Distributeur  
MAGASIN DE VENTE  
37, av. de la République  
PARIS XI - Métro PANTINIER  
Tél. 357.46.35

la nouvelle  
**LE ROY**  
un produit de  
**BAUME & MERCIER**  
1830

Montre pour dame, extra-plate, à quartz, étonche. Acier traité noir mat et plaqué or.  
FF 3200.-

**Aldebert**  
16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, 19 Saint-Henri  
Palais des Congrès, Porte Maillot

**SCIENCE & VIE**

**BOEING SUD-CORÉEN : DES RÉVÉLATIONS INÉDITES**

31 août 1983 : un Boeing des Korean Airlines est abattu en plein vol par la chasse soviétique. Bilan : 260 morts... et une foule de questions. On parle beaucoup d'espionnage scientifique... Science & Vie a minutieusement mené son enquête et révèle des informations absolument inédites.

Dans le même numéro de Science & Vie :

- Pour ou contre l'euthanasie ?
- On a vu dans le cerveau la trace de la mémoire.
- Quels sont les métiers d'avenir ?
- Pas du tout ce qu'on croyait.

En vente partout 12,50 F.

**SCIENCE & VIE**  
Novembre 84

INÉDIT : L'HISTOIRE VRAIE DU BOEING SUD-CORÉEN ABATTU